

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA CONSTRUCTION DE LA MENACE ET LA SÉCURITISATION EN CORÉE
DU NORD: EFFETS SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

BENOIT HARDY-CHARTRAND

FÉVRIER 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je désire d'abord remercier mes deux co-directeurs de mémoire, Frédéric Gagnon et Barthélémy Courmont. Je remercie chaleureusement Frédéric pour sa présence constante, sa disponibilité, son écoute, ainsi que son appui indéfectible et ses judicieux conseils tout au long de la rédaction de mon mémoire. Je remercie chaleureusement Barthélémy, qui lors de sa présence comme titulaire par intérim de la Chaire Raoul-Dandurand, m'a toujours inspiré à pousser davantage mes réflexions lors de nos conversations sur l'Asie de l'Est et la Corée du Nord.

Je remercie les chercheurs et le personnel de la Chaire Raoul-Dandurand, et tout particulièrement le titulaire Charles-Philippe David, que j'ai côtoyés avec grand plaisir depuis mon arrivée comme chercheur en résidence à l'automne 2010. Les nombreux projets, activités, conférences et publications auxquels j'ai eu la chance de contribuer à la Chaire ont été immensément enrichissants et m'ont permis de découvrir de nouveaux intérêts académiques.

Finalement, un merci tout spécial à mes parents, qui m'ont toujours appuyé et encouragé sans réserve, non seulement depuis le début de la rédaction de ce mémoire, mais dans toutes mes activités académiques depuis 2004.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	v
RÉSUMÉ.....	vi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
LA SÉCURITISATION, THÉORIE ET CONCEPTS.....	18
1.1 L'élargissement contre la tradition.....	20
1.2 L'objet de référence de la sécuritisation.....	24
1.3 L'acte de langage.....	27
1.3.1 L'acte de langage comme pièce maîtresse de la sécuritisation.....	29
1.3.2 L'acte de langage et l'étude des systèmes non démocratiques.....	31
1.4 L'acteur de la sécuritisation.....	33
CHAPITRE II	
SONGUN ET LA SÉCURITISATION NORD-CORÉENNE.....	37
2.1 <i>Songun</i> et la propagande.....	39
2.2 L'émergence de <i>Songun</i>	42
2.3 La sécuritisation en Corée du Nord : l'acte de langage.....	46
2.3.1 L'acte de langage en Corée du Nord : une rhétorique efficace ?.....	53
2.4 Les acteurs de la sécuritisation.....	55
2.5 L'objet de référence.....	57
CHAPITRE III	
LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA CORÉE DU NORD – 2002 À 2010.....	60
3.1 L'Axe du mal : les réactions au discours et la réponse nord-coréenne.....	61
3.2 La seconde crise nucléaire, ou l'hostilité renouvelée (2002-2003).....	63
3.3 Les pourparlers à six : de ses origines à l'effondrement.....	65

3.4 La politique étrangère nord-coréenne : le facteur Washington.....	69
3.4.1 Le facteur « survie ».....	73
3.4.2 Le programme nucléaire comme outil de politique étrangère.....	75

CHAPITRE IV

LA SÉCURITISATION ET SON IMPACT SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE NORD-CORÉENNE.....	81
--	----

4.1 L'acte de langage et le conditionnement politique des autorités.....	81
4.2 La sécuritisation et l'arme nucléaire.....	86
4.3 L'arme nucléaire et l'impact sur la sécurité régionale.....	89
4.4 De l'utilité de la sécuritisation pour le régime de Kim Jong-Il.....	94

CONCLUSION.....	100
-----------------	-----

BIBLIOGRAPHIE.....	111
--------------------	-----

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
4.1 Propagande militaire à Pyongyang. Exaltant la puissance de l'armée et de la politique de Kim Jong-Il, on y lit « Longue vie à la grande victoire de la politique <i>Songun</i> ! ». Lors de notre séjour à Pyongyang en 2009, de nombreuses affiches semblables occupaient le paysage urbain (Photo : Benoit Hardy-Chartrand).	82
4.2 Panneau de grande dimension situé à Pyongyang, contenant les paroles « Quiconque s'attaque à notre fierté fera face à notre jugement, où qu'il soit », avec l'image d'un énorme poing écrasant un soldat américain sur une carte de l'Amérique du Nord. (Photo : Éric Lafforgue. Utilisée avec la permission du photographe).	83

RÉSUMÉ

Ce mémoire propose une analyse approfondie de la sécuritisation en tant qu'instrument politique mis en œuvre par le régime de Kim Jong-Il en Corée du Nord. Nous visons à démontrer la façon dont le régime tente de présenter le monde extérieur, particulièrement les États-Unis, comme une menace immédiate à sa survie afin de justifier les mesures politiques qui s'en suivent, notamment la militarisation extrême et le développement de l'arme nucléaire. En établissant un lien entre la propagande, qui constitue une partie intégrante de l'acte de langage et de la sécuritisation, et les actions posées par Pyongyang, nous cherchons à démontrer que la représentation d'une Corée du Nord menacée existentiellement pousse le régime à adopter une politique étrangère qui contribue à l'hostilité et la tension dans la région.

Nous partons de l'hypothèse que les efforts marqués du gouvernement pour dépeindre les États-Unis comme une menace à la survie nationale conditionnent forcément la teneur des relations que Pyongyang entretient avec Washington. L'analyse concomitante des déclarations, articles, et autres documents émanant de la Corée du Nord et des actions nord-coréennes permet d'observer un lien entre la teneur de la propagande et les actes « provocateurs » posés par Pyongyang. La recherche tend à démontrer également que la sécuritisation n'est non pas une réaction inévitable et automatique face à un danger perçu, mais qu'elle est mise en œuvre de façon préméditée par le régime nord-coréen. La sécuritisation, vue ici comme un processus politique à long terme, constitue un outil politique de contrôle et de survie pour le régime nord-coréen. Alors que la politique américaine face à la menace posée par Pyongyang a fait l'objet de nombreuses analyses, la littérature actuelle comporte peu de travaux sur la perception de la menace externe du point de vue nord-coréen. Ce mémoire vise à combler en partie cette lacune.

Mots-clés: Corée du Nord, sécuritisation, programme nucléaire, propagande, politique étrangère

INTRODUCTION

Dès la naissance officielle de la République populaire démocratique de Corée (ou RPDC, nom officiel de la Corée du Nord) en 1948, le régime de Kim Il-Sung forgea une identité nationale qui faisait de l'État nord-coréen une victime vulnérable dans un monde hostile¹, soumise aux agressions incessantes des puissances de l'Orient et de l'Occident². Suite à la guerre de Corée de 1950-1953, Kim Il-Sung posa les États-Unis, et plus généralement le monde capitaliste, comme ennemi juré et menace vitale pour le peuple coréen. Conséquence immédiate du danger constant perçu par Kim Il-Sung, le régime stalinien s'embarqua dans un processus de militarisation de la société. Au début des années 1960, malgré la diminution de l'aide soviétique, Pyongyang décida de poursuivre de façon autonome la construction de l'armée coréenne, démontrant ainsi la volonté de Kim Il-Sung et de ses généraux de renforcer leurs capacités militaires coûte que coûte, quitte à ralentir le développement économique³. Cette utilisation massive des ressources financières, matérielles et humaines pour la construction militaire s'est poursuivie sous Kim Jong-Il qui, en 1995, a institutionnalisé et même accentué ce choix politique en faisant de *Songun*, la politique donnant priorité à l'armée, la ligne directrice du régime. Suite à la mort de

¹ B. R. Myers, *The Cleanest Race : How North Koreans See Themselves – And Why it Matters*, (New York : Melville House, 2010), p. 34.

² Ri Gun Jong, *La réunification de la Corée, problème brûlant*, (Pyongyang, Corée du Nord : Édition en langues étrangères, 1995), p. 4.

³ Dae-Sook Suh, *Kim Il-Sung, The North Korean Leader*, (New York: Columbia University Press, 1988), p. 213.

Kim Jong-Il en décembre 2011, son troisième fils et successeur, Kim Jong-Un, s'est engagé à continuer dans la voie tracée par son père.

L'objectif de ce mémoire est de mettre en lumière le processus de sécuritisation⁴ mis en œuvre par le régime de Kim Jong-Il et de démontrer ses effets sur la politique étrangère de la Corée du Nord, et sur son programme d'armements nucléaires. Nous chercherons donc à comprendre les dynamiques de la sécuritisation telle que nous l'observons en Corée du Nord, à mettre en lumière les motivations derrière ce processus de longue haleine, ainsi qu'à expliquer les conséquences de ce phénomène pour la politique étrangère nord-coréenne et le processus de dénucléarisation.

Nous étudierons à cet effet la politique nord-coréenne à partir de 2002, année charnière qui débuta avec l'inclusion de la Corée du Nord – avec l'Iran et l'Irak – dans « l'axe du mal » de George W. Bush, marquant ainsi le début d'une nouvelle période d'hostilité entre les deux ennemis de la Guerre froide. Les neuf années suivant le discours sur l'axe du mal ont vu l'émergence en 2003 des pourparlers à six pays sur la dénucléarisation, deux essais nucléaires en 2006 et 2009 ainsi que l'abandon des négociations par la Corée du Nord. Durant cette période, la relation américano nord-coréenne a été marquée tantôt par de timides ouvertures de part et d'autre, mais surtout par une hostilité grandissante caractérisée par de nombreux rebondissements et incidents.

⁴ Le terme anglais *securitization*, dans son acception liée à la théorie de l'École de Copenhague, peut être traduit par « sécuritisation » en français, bien que de nombreux textes et travaux utilisent plutôt le vocable « sécurisation ». Même si son utilisation n'est pas universelle et qu'il peut être considéré comme un néologisme, nous avons opté pour le premier terme, puisqu'à notre avis moins équivoque que le second. En effet, « sécurisation », tout comme l'action de « sécuriser », comporte diverses significations et ne renvoie pas nécessairement au concept élaboré par Buzan, Waeber et de Wilde.

La théorie de la sécuritisation, issue de l'École de Copenhague et conceptualisée notamment par Buzan, Waever et de Wilde, permet de comprendre la façon dont des groupes ou des individus (dirigeants politiques ou autres) présentent une situation donnée comme une menace existentielle pour un objet de référence, qui peut être par exemple l'État, la souveraineté ou l'idéologie. Si cet acte visant à faire accepter la réalité de cette menace – l'acte de langage – est un succès, l'État peut ainsi recourir à des mesures extraordinaires qui sortent du domaine de la politique « normale ». Un des principaux objectifs des études de la sécuritisation est d'expliquer pourquoi un acteur tente de sécuritiser un enjeu plutôt que de résoudre la situation par des moyens politiques⁵. Les études de cas mettront donc l'accent sur les stratégies discursives des acteurs de la sécuritisation ainsi que sur les dynamiques de la construction de la menace et ses effets.

Si la Corée du Nord et son comportement sur la scène internationale retiennent depuis longtemps l'attention des chercheurs en relations internationales, trop peu parmi ces derniers ont examiné de près sa politique étrangère et la menace extérieure du point de vue du régime de Kim Jong-Il. Le mémoire proposé vise donc à combler en partie l'une des lacunes les plus importantes dans la littérature sur la Corée du Nord : nous chercherons à expliquer son comportement sur la scène internationale comme conséquence du processus de sécuritisation à long terme mis en œuvre par le régime.

La question de recherche qui guidera la démarche est la suivante : de quelle façon la sécuritisation de la menace externe en Corée du Nord influe-t-elle sur sa politique étrangère ? Retiendront particulièrement notre attention la diplomatie nucléaire et la relation avec les États-Unis, qui sont les axes les plus importants de sa politique étrangère. Le choix de ce concept pour appréhender la politique étrangère

⁵ Barry Buzan, Ole Waever, Jaap de Wilde, *Security: A New Framework for Analysis*, (Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers, 1998), p. 32.

nord-coréenne impose quelques questions secondaires auxquelles nous tenterons de répondre dans le mémoire. Pour quoi et pour qui la sécuritisation est-elle mise en œuvre en Corée du Nord ? Qu'a-t-elle donné ? Pourquoi le régime considère-t-il que sa mise en œuvre contribue à l'atteinte de ses objectifs ?

Revue de littérature

La littérature concernant la politique étrangère nord-coréenne et prenant en compte la menace externe telle que perçue par la Corée du Nord est étonnamment ténue. En effet, Olsen rappelle qu'il y a eu « beaucoup plus d'études sur la politique étrangère américaine, incluant sur les relations États-Unis – Corée du Nord dans le cadre de cette politique, qu'il n'y en a eu sur la politique étrangère nord-coréenne, incluant ses préoccupations concernant la menace que représentent les États-Unis pour son existence »⁶. Ces études sur la politique américaine envers Pyongyang dépeignent la plupart du temps le régime nord-coréen comme une menace immédiate et présentent leurs prescriptions destinées à Washington afin de parvenir à une résolution de l'impasse nucléaire.

Ballard, entre autres, aborde la question nord-coréenne d'un angle diamétralement opposé à celui que nous proposons pour ce mémoire. Dans son article *Doors of Perception*, l'auteur étudie la perception de la menace nord-coréenne du point de vue de l'élite politique américaine et examine la façon dont cette menace est construite et même exagérée par différents groupes politiques. Il écrit, très justement, que « tous les systèmes politiques exagèrent les menaces, et même inventent des

⁶ Edward A. Olsen, « U.S.–North Korean Relations: Foreign Policy Dilemmas », *North Korean Review*, (Automne 2005), p. 64.

menaces »⁷. Ce n'est donc pas uniquement le propre des régimes dictatoriaux. Il explique que cette construction de la menace nord-coréenne effectuée par les États-Unis a pour effet que les Nord-Coréens se sentent encore plus menacés, et conséquemment sont davantage portés à développer leurs capacités nucléaires.

Dans la même veine, Koo Sub Kim se concentre aussi sur la menace que représente la Corée du Nord⁸. Partant de l'idée que les capacités militaires nord-coréennes sont plus importantes que ce que l'on pense, il avance qu'il serait risqué d'ignorer les dangers que pose la politique de Pyongyang pour la région et au-delà de celle-ci. Afin de réduire la menace nord-coréenne, il prône une plus grande collaboration entre les gouvernements américain et sud-coréen, et recommande d'établir une politique envers Pyongyang qui soit plus cohérente et basée sur un ensemble de principes concrets.

Si, comme nous le mentionnions plus tôt, la littérature sur la politique étrangère nord-coréenne est plutôt mince, certains auteurs proposent des idées novatrices. Fitzpatrick et Ogilvie-White tirent des conclusions qui ont des implications certaines pour les modalités de mise en œuvre de la sécuritisation. Selon le premier, les gestes provocateurs de Pyongyang posés depuis l'arrivée au pouvoir d'Obama – ignorant ainsi les ouvertures au dialogue de Washington – laissent croire que le programme d'armements nucléaires, et plus largement la politique étrangère, procèdent d'après un plan préétabli⁹. Ogilvie-White avance que les déclarations du Ministère des affaires étrangères de la Corée du Nord permettent également de penser

⁷ Kyle M. Ballard, « Doors of Perception: National Security Politics, Threat Perceptions, and North Korea's Pursuit of a Credible Deterrent », *The Korean Journal of Defense Analysis*, Vol. 20, No. 3, (Septembre 2008), p. 232.

⁸ Koo Sub Kim, « Substance of North Korea's Military Threats and the Security Environment in Northeast Asia », *The Korean Journal of Defense Analysis* 21, 3, (Septembre 2009), p. 239-250.

⁹ Mark Fitzpatrick, « Stopping Nuclear North Korea », *Survival* 51, 4, (Août-septembre 2009), p. 8.

que la série de gestes qui ont fait monter la tension durant la première moitié de 2009 était prévue depuis longtemps¹⁰. Si Fitzpatrick et Ogilvie-White n'utilisent pas directement l'approche de l'École de Copenhague, les hypothèses de ces auteurs laissent entendre que la sécuritisation, ou plus précisément les actions posées en réponse à la menace, relèvent d'une démarche institutionnalisée et basée sur une stratégie à long terme plutôt que d'une réaction aux constellations politiques du moment.

Eberstadt propose une approche différente des ouvrages posant le régime de Kim Jong-il en acteur dangereux, imprévisible, impulsif et irrationnel. Il rappelle que Pyongyang se fie beaucoup à la menace militaire pour obtenir de l'aide étrangère, et soutient que, loin d'être irrationnelle, la posture « extraordinairement belligérante » de la Corée du Nord constitue plutôt une approche très réfléchie visant la survie du régime¹¹. Comme la diplomatie nucléaire de Pyongyang forme une partie intégrante de sa politique étrangère, il est peu probable que la Corée du Nord procède au désarmement complet de son arsenal nucléaire. Haggard et Noland, entre autres, avancent que l'orientation poursuivie par le régime rend difficile le changement. Selon ces auteurs, comme la « priorité extrême » du régime demeure ses capacités militaires, il serait étonnant que les sanctions et les pressions externes, malgré ses effets débilissants sur le pays, parviennent à convaincre la Corée du Nord de se départir de ses armes nucléaires¹².

¹⁰ Tanya Ogilvie-White, « The Defiant States: The Nuclear Diplomacy of North Korea and Iran », *The Nonproliferation Review* 17, 1, (Mars 2010), p. 121.

¹¹ Nicholas Eberstadt, « Pyongyang's Option : 'Ordinary' Stalinism », *Far Eastern Economic Review* 168, 3, (mars 2005), p. 30.

¹² Stephen Haggard, Marcus Noland, « Sanctioning North Korea: The Political Economy of Denuclearization and Proliferation », *Peterson Institute for International Economics*, Working Paper Series, Juillet 2009, p. 24.

Dans un même ordre d'idées, Michishita entrevoit peu de changements dans la politique nord-coréenne. Compte tenu de l'importance du développement du programme nucléaire, il soutient qu'on ne peut s'attendre à voir le régime abandonner ses infrastructures et armes nucléaires. Il explique que les armes nucléaires constituent pour Pyongyang la seule politique qui soit « compétitive internationalement », la seule manière d'attirer l'attention du monde et d'obtenir ce qu'elle recherche¹³. Afin d'atténuer le sentiment d'insécurité de Pyongyang et de travailler à la résolution des tensions, il recommande la normalisation des relations entre les États-Unis et la Corée du Nord, de même qu'entre le Japon et la Corée du Nord.

Tout comme les auteurs cités précédemment, Chon, Jeung, Choi et Lee mettent l'accent sur l'utilité de l'arme nucléaire comme outil de négociation dans la politique étrangère de Pyongyang. Mais contrairement aux conclusions tirées par les premiers, ces derniers sont plus optimistes et croient que la Corée du Nord pourrait s'ouvrir au dialogue et poursuivre une politique plus conciliante envers les États-Unis¹⁴. Avant son décès, Kim Jong-Il cherchait à conclure un traité de paix avec Washington pour remplacer l'armistice qui avait mis fin à la guerre de Corée, et à normaliser les relations diplomatiques avec les États-Unis, ce qui, à terme, aurait pu pousser le régime à adoucir sa position.

Parmi les rares auteurs prenant en compte la menace du point de vue de Pyongyang, Olsen considère que l'approche de la diplomatie « du bord du gouffre » (*brinkmanship*) est un effort nuancé visant à faire face à un environnement menaçant et à dissuader les États-Unis de l'attaquer. Selon lui, plusieurs indices portent à croire

¹³ Narushige Michishita, « The Future of North Korean Strategy », *The Korean Journal of Defense Analysis*, 21, 1, (Mars 2009), p. 107.

¹⁴ Hyun-Joon Chon, Young-Tae Jeung, Soo-Young Choi, Ki-Dong Lee, « North Korea's Regime Maintenance Policy since the Kim Jong-Il Regime and Prospects for Change », *Korea Institute for National Unification*, Séoul, Juillet 2009.

que le régime nord-coréen craint profondément la puissance américaine, ce qui explique pourquoi il prend tous les moyens disponibles pour se défendre face aux menaces externes¹⁵.

Samuel Kim fait état, également, du sentiment d'insécurité qui affligerait les dirigeants nord-coréens. En référence au vocabulaire employé dans les documents de propagande, Kim indique que l'utilisation constante du mot « impérialistes » pour parler des Américains dénote une mentalité d'assiégé. Il ajoute que la fin de la Guerre froide n'a fait qu'exacerber la peur et l'insécurité de Pyongyang, sentiments qui ont été nourris encore davantage par l'orientation néoconservatrice de l'administration Bush dans la dernière décennie¹⁶. Selon Kim, il est donc normal que la Corée du Nord mette l'accent sur la menace que posent les États-Unis pour « l'idéal » nord-coréen qu'est *Juche*, l'idéologie mise de l'avant par Kim Il-Sung dans les années 50.

L'un des seuls auteurs à analyser et à exposer de façon systématique la vision du monde nord-coréenne est B. R. Myers. Dans son ouvrage *The Cleanest Race, How North Koreans See Themselves – and Why it Matters*, il soutient de manière convaincante que les dirigeants nord-coréens sont mus par une idéologie xénophobe et ultranationaliste se trouvant à l'extrême droite de l'échiquier politique plutôt qu'à l'extrême gauche. Se basant sur l'analyse de centaines de textes de propagande, pamphlets, romans, films, poèmes et autres documents nord-coréens, il avance qu'il était futile de tenter de désarmer et de changer le régime de Kim Jong-Il. La paranoïa de ce dernier, combinée au fait que l'antiaméricanisme était sa dernière source de légitimité, faisait qu'il n'aurait pas abandonné les armes nucléaires¹⁷.

¹⁵ Olsen, *op. cit.*, p. 63-66.

¹⁶ Samuel S. Kim, *The Two Koreas and the Great Powers*, (New York: Cambridge University Press, 2006), p. 233.

¹⁷ Myers, *The Cleanest Race*, p. 164.

Dans une optique beaucoup plus marginale, nous ne pourrions passer sous silence la vision prônée par le professeur Robert Charvin dans un ouvrage faisant l'apologie inconditionnelle des régimes de Kim Il-Sung et Kim Jong-Il. L'auteur explique que la Corée du Nord doit faire face à une « accumulation de menaces » et qu'elle est « menacée dans son existence par la plus grande puissance mondiale ! »¹⁸ (exclamation de l'auteur). Il soutient que la politique de priorité au militaire ne doit pas être perçue comme l'expression d'un militarisme interne délirant, mais doit plutôt être appréciée comme une « réponse vitale aux menaces venant de l'extérieur, la Corée du Nord ne voulant pas subir le sort des Irakiens ! »¹⁹ (exclamation de l'auteur). Si les deux passages cités ne sont pas, en soi, nécessairement erronés, ils démontrent clairement la volonté de Charvin de justifier la politique du régime du Kim. Ainsi, selon l'auteur, la militarisation extrême du pays et son programme nucléaire sont des réactions normales et constituent même un développement positif pour le pays, puisque l'armée constitue un puissant acteur de la production²⁰.

Quant à l'application directe du concept de sécurisation, aucune étude sur la politique étrangère de la Corée du Nord n'utilise l'approche de l'École de Copenhague comme angle de recherche. Dans le seul article concernant la Corée du Nord qui fait état de la sécurisation, Hazel Smith déplore ce qu'elle perçoit comme une utilisation excessive du paradigme de la sécurité pour analyser des questions comme l'économie nord-coréenne, le bien-être de la population et le problème humanitaire. Selon l'auteure, le fait d'appréhender les différents enjeux nord-coréens à travers le prisme militaire influence négativement les perceptions et les politiques à

¹⁸ Robert Charvin, *Comment peut-on être Coréen (du nord) ?*, (Nice : Éditions Losange, 2006), p. 123.

¹⁹ *Ibid.*, p. 24.

²⁰ *Ibid.*, p. 125.

l'égard de la Corée du Nord²¹. Ainsi, elle occulte complètement la perception nord-coréenne de sa propre sécurité pour parler uniquement de la Corée du Nord du point de vue américain afin de proposer une approche qui pose comme point de départ la rationalité du régime de Kim Jong-Il.

Méthodologie

Étudier la sécuritisation revient notamment à étudier le discours et les « constellations politiques »²², c'est-à-dire les dynamiques et les structures rhétoriques qui mènent aux mesures exceptionnelles. Afin de comprendre les dynamiques de la sécuritisation nord-coréenne, le mémoire devra mettre en lumière les différentes façons dont le régime présente la menace externe et justifie les politiques qui en découlent.

L'acte de langage de la sécuritisation étant de nature rhétorique, nous avons étudié de nombreuses sources directes provenant de la Corée du Nord. Puisque tous les médias du pays sont liés directement ou indirectement au régime, les articles et reportages qui en proviennent sont une source de renseignements importante quant à la façon dont les autorités dépeignent la menace externe. Un des outils les plus utiles à cet égard est le site internet de l'Agence de presse centrale de la Corée – KCNA²³ (<http://www.kcna.co.jp/>). L'un des rares sites liés directement aux autorités nord-coréennes, l'agence regroupe quotidiennement une dizaine de déclarations officielles, communiqués et articles provenant de divers journaux du pays, notamment le *Rodong Sinmun* (Quotidien des travailleurs) et le *Minju Joson* (Corée démocratique). Le site

²¹ Hazel Smith, « Bad, Mad, Sad or Rational Actor ? Why the 'Securitization' Paradigm Makes for Poor Policy Analysis of North Korea », *International Affairs* 76, 1 (Janvier 2000), p. 112.

²² Buzan, Waever et de Wilde, *op. cit.*, p. 25.

²³ Nom officiel anglophone : Korean Central News Agency (KCNA)

de KCNA contient une version anglaise et une version coréenne qui diffèrent légèrement. La majorité des publications du site se trouvent simultanément dans les deux langues, mais certaines ne sont disponibles qu'en anglais ou en coréen. Nous avons pu retenir certains documents en coréen pour ce mémoire. Les nouvelles de l'agence sont archivées depuis 1997, ce qui rend possible l'étude des réactions officielles aux événements ayant eu lieu depuis le discours sur l'axe du mal de George W. Bush. Deux autres sites utiles pour mieux comprendre les idées qui animent les dirigeants sont *Naenara* (« mon pays », <http://www.kcckp.net/en/>), maintenu par le gouvernement nord-coréen, et *Uriminzokkiri* (« par notre pays », www.uriminzokkiri.com).

Également, le site du North Korea International Documentation Project (NKIDP), affilié au Woodrow Wilson International Center for Scholars à Washington, contient de nombreux documents d'archive, dont certains proviennent de l'Ex-URSS et de la Hongrie, deux alliés de la Corée du Nord durant la Guerre froide. Si ces documents sont pour la plupart antérieurs à la période étudiée dans ce mémoire, ils sont néanmoins très utiles afin de comprendre les motivations ayant animé le régime nord-coréen depuis la fondation du pays. Ces motivations et la vision du monde qui en ressort sont généralement encore valides aujourd'hui.

Outre les sources directes mentionnées ci-dessus, nous avons utilisé un bon nombre de monographies, études et recherches écrites par des experts au sujet de la politique et des questions de sécurité nord-coréennes. Plusieurs de ces ouvrages contiennent des citations et extraits tirés de documents nord-coréens internes qui ne sont pas disponibles sur les sites internet mentionnés précédemment.

La majorité des articles que nous avons retenus dans ce mémoire proviennent des journaux *Rodong Sinmun* et *Minju Joson*. Nous les avons choisis autant pour leur relative facilité d'accès, puisque les deux quotidiens sont bien représentés dans le site de KCNA, que pour leur importance dans le paysage médiatique nord-coréen. Le

Rodong Sinmun est le journal officiel du Parti des travailleurs de Corée et l'un des plus lus au pays, alors que le *Minju Joson* est le journal du cabinet nord-coréen et est parfois considéré comme le « porte-parole » du gouvernement²⁴. Outre la consultation de ces journaux sur le site de l'Agence de presse centrale, nous avons visité à quelques reprises le Centre d'information sur la Corée du Nord (Information Center on North Korea - 북한자료센터) situé à Séoul, lors d'un séjour en Corée du Sud en février 2011. Tous les numéros du *Rodong Sinmun* et du *Minju Joson* parus depuis les années 60 y sont disponibles. Comme les éditions complètes de chaque numéro s'y trouvent, nous avons pu étudier de nombreux articles qui ne sont pas disponibles ailleurs.

La sélection des documents nord-coréens s'est faite en fonction des événements que nous jugions importants dans le cadre de la relation Washington - Pyongyang et qui eurent lieu durant la période étudiée, soit de 2002 à 2010. Nous avons systématiquement étudié les articles et communiqués disponibles qui furent publiés durant les jours précédant et suivant lesdits événements afin d'y trouver des passages illustrant la perception nord-coréenne de la situation et s'inscrivant globalement dans le processus de sécuritisation. Nous avons commencé par étudier les réactions nord-coréennes dans les jours suivant le discours de George Bush sur l'axe du mal en 2002. À titre d'exemple, parmi les rebondissements les plus importants de la période étudiée se trouvent les deux essais nucléaires de 2006 et 2009. Nous avons donc étudié les articles publiés quelques jours avant et après les deux essais, afin de trouver des passages concernant la menace externe et servant à justifier *a priori* et *a posteriori* ces actions.

²⁴ Jean H. Lee, « North Korea Blames South for Deteriorating Ties », *USA Today*, 14 novembre 2008, En ligne, <http://www.usatoday.com/news/world/2008-11-13-1543059343_x.htm>, (Page consultée le 9 avril 2010).

Compte tenu du fait que la sécuritisation nord-coréenne est un phénomène de longue date et que la politique donnant priorité à l'armée fut mise en œuvre peu de temps après l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-Il en 1994, nous aurions pu également étudier la sécuritisation dès le début du règne de ce dernier. De plus, la politique étrangère nord-coréenne est demeurée pratiquement inchangée depuis la mort de Kim Il-Sung en 1994. Deux raisons principales nous ont cependant poussé à choisir la période commençant en 2002. En premier lieu, après une période caractérisée par une certaine stabilisation des relations Washington – Pyongyang, le discours sur l'axe du mal en janvier 2002 signala un retour de l'hostilité et de l'animosité entre les deux pays. La période 2002-2010 fut extrêmement fertile en rebondissements, incidents et actions déstabilisantes, ce qui la rend particulièrement propice à l'étude des liens entre la sécuritisation et les actes posés par le régime nord-coréen dans le cadre de sa politique étrangère. De plus, la difficulté d'accès aux médias nord-coréens d'avant 1997 aurait rendu beaucoup plus ardue l'étude de la sécuritisation nord-coréenne après l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-Il en 1994.

Outre les sources mentionnées plus haut, lors d'un stage de recherche effectué en septembre et octobre 2009 aux Shanghai Institutes for International Studies (SIIS), nous avons pu interviewer une dizaine de chercheurs chinois au sujet du processus de dénucléarisation en Corée du Nord. Comme l'institut pour lequel nous travaillions est lié de près au Parti communiste chinois, quelques-uns des experts avec qui nous nous sommes entretenus sont consultés régulièrement par le gouvernement chinois, rendant leurs perspectives sur le sujet très éclairantes. Les entrevues que nous avons menées duraient généralement une trentaine de minutes et étaient structurées par une dizaine de questions prédéterminées, auxquelles nous restions généralement fidèle. Les informations et points de vue que nous avons pu retirer de ces entretiens ont été extrêmement utiles à notre collecte de renseignements et de données.

Suite à ce stage, en novembre 2009, nous avons pu séjourner en Corée du Nord pendant cinq jours, visitant Pyongyang, Kaesong, la zone démilitarisée (DMZ)

et Myohyang. Compte tenu des sévères restrictions imposées non seulement aux citoyens mais aussi aux étrangers séjournant dans le pays²⁵, il nous a été impossible d'effectuer des entrevues. Cependant, nous avons pu obtenir quelques documents locaux – un journal, un essai politique, une revue et un pamphlet apparemment rédigé par Kim Jong-Il. On ne peut sous-estimer l'importance de cette expérience, que peu d'observateurs et chercheurs sur la Corée du Nord ont la chance de vivre. Nos conversations avec les guides nous ont permis d'obtenir une perspective unique sur la mentalité – formatée, nous en convenons – des Nord-Coréens. Peut-être plus important encore, nous avons pu voir et prendre en photo de nombreux slogans et affiches de propagande, donnant ainsi un aperçu direct et privilégié de la façon dont le régime dépeint le monde extérieur et la menace qu'il représente.

Opérationnalisation du concept et hypothèses

Comme nous l'avons déjà illustré, prendre la Corée du Nord comme objet d'étude n'est pas tâche aisée. Si l'accès à la « matière première » est plus facile qu'avant, la Corée du Nord demeure l'un des pays les plus fermés au monde. Néanmoins, dans le cas du mémoire proposé, une des tâches principale consiste à étudier les manifestations concrètes du phénomène de sécuritisation, ce qui est tout à fait réalisable. D'abord, l'acte de langage peut être observé dans les médias nord-coréens ainsi que les médias étrangers, dont plusieurs provenant de Corée du Sud, qui rapportent les communiqués et les articles publiés par la presse nord-coréenne. Puis, les gestes posés par le régime de Kim sur la scène internationale, que ce soit en lien avec le processus de dénucléarisation, ses relations avec la Corée du Sud et les États-

²⁵ Durant toute la durée du séjour, deux guides / surveillants et un chauffeur désignés par le régime nous chaperonnaient, même si nous y étions à titre individuel et ne faisons pas partie d'un groupe.

Unis, ou tout autre aspect de sa politique étrangère, constituent des effets clairement identifiables de la sécuritisation.

Nous analyserons donc l'acte de langage en faisant ressortir des articles, communiqués, déclarations et discours qui font explicitement référence au danger guettant la Corée du Nord. Ces références à la menace externe sont parfois accompagnées d'une mention – généralement vague – des mesures devant être prises par les autorités pour y faire face. Ces mesures sont habituellement de nature militaire, voire nucléaire, et ont un impact sur la politique étrangère du régime nord-coréen. En effet, les décisions de politique étrangère prises par Pyongyang, notamment dans le cadre des négociations sur la dénucléarisation, sont souvent justifiées par la nécessité de répondre à la menace. Ainsi, l'étude concomitante de l'acte de langage et des actions de la Corée du Nord sur la scène internationale permet d'établir une relation entre la rhétorique nord-coréenne et sa politique étrangère.

En exposant l'idée d'une corrélation encore absente de la littérature sur la Corée du Nord, nous tenterons de démontrer que le processus de sécuritisation mis en œuvre par Pyongyang est *l'une des causes* d'une politique étrangère essentiellement belligérante et provocatrice, entrecoupée de quelques rares périodes marquées par une position plus conciliante. Le régime nord-coréen utilise tous les moyens à sa disposition pour dépeindre les États-Unis comme une grande menace à la nation, ce qui conditionne inévitablement la teneur des relations entre Pyongyang et Washington. Le régime peut occasionnellement, tout au plus, suivant des impératifs stratégiques, faire preuve d'une certaine ouverture et manifester le désir de relations plus cordiales avec Washington. Cependant, l'historique de la politique étrangère nous montre que les ouvertures nord-coréennes sont souvent suivies d'un retour à une position plus intransigeante. La dernière décennie constitue à cet égard une étude de cas extrêmement pertinente, avec une recrudescence des tensions américano-coréennes, les deux essais nucléaires ainsi que les nombreux tests de missiles effectués par Pyongyang.

Malgré l'existence de cette menace extérieure, le régime de Kim Jong-Il aurait pu choisir une voie alternative. La politique de Washington à l'égard de Pyongyang a toujours été conditionnée par la perception des dirigeants américains de la menace militaire et nucléaire nord-coréenne. Ainsi, le régime nord-coréen avait la possibilité d'adopter une posture différente et de diminuer le rôle de l'armée, ce qui aurait forcément favorisé le rapprochement avec Washington de même que son propre développement économique. Certaines époques auraient été propices à ce type de changement. Le milieu des années 90, avec à la signature de l'Accord-cadre avec Washington, aurait pu être un tournant. Nous pourrions également penser que l'arrivée au pouvoir de Barack Obama en janvier 2009, qui marquait une nette coupure par rapport à l'administration Bush, aurait pu jeter les bases d'une nouvelle relation Pyongyang – Washington. Tel ne fut pas le cas.

En réponse à l'une des questions secondaires de notre recherche, nous démontrerons que la sécuritisation n'est non pas une réaction inévitable et automatique face à un danger perçu, mais qu'elle est *mise en œuvre de façon préméditée* par le régime nord-coréen. La sécuritisation, vue ici comme un processus politique à long terme, constitue un outil politique pour le régime nord-coréen. Celui-ci considère que la mobilisation populaire et l'utilisation massive des ressources pour la défense nationale – qui sont parmi les manifestations les plus visibles de la sécuritisation de la menace externe – permettent non seulement de conserver un contrôle très étroit sur les citoyens, mais aussi de justifier les privations auxquelles la population fait face. Les conséquences de cette proposition sont d'une importance capitale puisque celle-ci implique la possibilité d'un changement dans la politique étrangère nord-coréenne.

Dans le premier chapitre de ce mémoire, nous présenterons la théorie de la sécuritisation de l'École de Copenhague et les différents concepts qui s'y rattachent, tout en exposant les différentes critiques dont l'approche fait l'objet. Le second chapitre permettra d'exposer le phénomène de la sécuritisation en Corée du Nord et

les manifestations concrètes de ce processus, telle que la politique *Songun*, c'est-à-dire la politique donnant priorité au militaire – *military-first policy*. Nous présenterons de nombreuses citations et extraits de documents nord-coréens afin de mettre en lumière l'acte de langage, l'étape initiale de la sécuritisation. Le troisième chapitre comprendra un historique de la politique étrangère nord-coréenne et des événements ayant marqué la péninsule durant la période débutant en janvier 2002 avec le discours sur l'axe du mal de George W. Bush. Nous présenterons également une analyse de l'arme nucléaire comme instrument de politique étrangère. Puis, dans le quatrième et dernier chapitre, nous analyserons l'impact de la sécuritisation sur la politique étrangère nord-coréenne, notamment en ce qui a trait à la question nucléaire. Nous expliquerons la façon dont la sécuritisation et *Songun* ont contribué à façonner la politique étrangère du régime de Kim Jong-Il, et nous traiterons l'utilité de la sécuritisation pour ce dernier.

CHAPITRE I

LA SÉCURITISATION, THÉORIE ET CONCEPTS

Le concept de sécuritisation a été élaboré dans les années 1990, notamment grâce aux travaux de Barry Buzan, Ole Waever et Jaap de Wilde, tous trois associés à l'École de Copenhague, l'une des écoles de pensée les plus influentes du domaine des études de sécurité. L'ouvrage *People, States and Fear: The National Security Problem in International Relations*, de Barry Buzan, publié en 1983, est généralement considéré comme l'ouvrage fondateur de cette école de pensée, dont plusieurs des chercheurs étaient également membres du Copenhagen Peace Research Institute (COPRI).

Si Waever utilise d'abord le terme « sécuritisation » en 1995²⁶, Buzan, Waever et de Wilde exposent le concept en profondeur pour la première fois dans *Security: A New Framework for Analysis*, publié en 1997. Cette théorie s'inscrit fermement dans la mouvance constructiviste des relations internationales, selon laquelle les structures fondamentales de la politique mondiale sont sociales plutôt que strictement matérielles²⁷. En effet, plutôt que de présenter les menaces auxquelles font face les États comme une réalité objective, Buzan, Waever et de Wilde avancent

²⁶ Ole Waever, "Securitization and Desecuritization", dans Ronnie D. Lipschutz, ed. *On Security*, (New York: Columbia University Press, 1995), p. 46-86.

²⁷ Alexander Wendt, « Constructing International Politics », *International Security* 20, 1, 1995, p. 71-2.

qu'une menace est *toujours* une construction effectuée par un ou des acteurs qui utilisent le langage de la sécurité pour tenter de convaincre l'auditoire ciblé de la nécessité de recourir à des mesures extraordinaires. La menace en question n'a pas à être réelle, mais doit simplement être présentée ou construite comme telle.

Pour récupérer la célèbre phrase de Wendt au sujet de l'anarchie en relations internationales, « la sécurité est ce que ses agents en font²⁸ ». En effet, selon Buzan, Waever et de Wilde, il existe très peu de menaces et de dangers objectifs à la sécurité d'une nation, outre une attaque directe telle une invasion armée. Les auteurs vont même jusqu'à décrire leur position philosophique comme étant « radicalement constructiviste »²⁹. Le politologue David Campbell abonde dans le même sens, avançant que le danger n'est pas une situation objective et qu'il n'existe pas indépendamment de ceux pour qui il devient une menace³⁰. Ce « constructivisme radical » fut l'objet de nombreuses critiques provenant d'auteurs prônant une approche davantage positiviste quant à l'évaluation du danger. Knudsen, entre autres, rappelle que « pendant la Guerre froide, les menaces – comprises en termes de possibilités plausibles de danger – faisaient référence à des phénomènes 'réels', et qu'encore aujourd'hui elles font référence à des phénomènes 'réels'³¹ ». Le caractère arbitraire de la menace dans la vision « copenhagienne » de la sécurité est donc remis en cause.

²⁸ Jef Huysmans, « Dire et écrire la sécurité: le dilemme normatif des études de sécurité », *Cultures & Conflits*, 31-32, Printemps-été 1998, p. 2.

²⁹ Buzan, Waever, de Wilde, *op. cit.*, p. 35.

³⁰ David Campbell, *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, (Manchester: Manchester University Press, 1992), p. 1.

³¹ Olav F. Knudsen, « Post-Copenhagen Security Studies: Desecuritizing Securitization », *Security Dialogue*, vol.32, no.3, September 2001, 360. Pour d'autres critiques de l'École de Copenhague et de la sécuritisation, voir notamment Bill McSweeney, « Identity and Security: Buzan and the Copenhagen School », *Review of International Studies* 22 (1), p. 81-93.

Ayant posé comme prémisse fondamentale que le sentiment de vulnérabilité et la perception du danger sont essentiellement construits, qu'est-ce qui pousse alors un groupe ou une nation, à percevoir dans tel « objet » une menace, alors que ce même objet n'est source d'aucune inquiétude pour le pays voisin ? De nombreux facteurs jouent un rôle dans la perception du monde qu'ont la population et les élites d'un pays. L'identité nationale fournit un cadre cognitif qui influence les intérêts et la vision du monde d'un État³², et conséquemment sa perception du danger et de sa vulnérabilité. Cette identité, comme nous le verrons dans le troisième chapitre pour le cas nord-coréen, est forgée en grande partie par l'histoire, les conflits, l'idéologie et le type de régime en place. La présence d'hostilité entre deux pays, de guerres ou de conflits constants ont un impact considérable sur la perception de la menace et peuvent contribuer à l'amplification de celle-ci³³. Un pays « neutre », ayant un passé généralement exempt de conflits armés, est moins porté à interpréter les politiques d'un État voisin comme étant hostiles qu'un pays dont l'histoire est fortement teintée par des guerres et des relations internationales conflictuelles.

1.1 L'élargissement contre la tradition

Le contexte international post Guerre froide fut propice à l'émergence de l'École de Copenhague et au développement de la sécuritisation. Après la chute de l'Union soviétique, qui constituait la principale menace militaire aux yeux de la majorité des Occidentaux, les questions de défense nationale perdaient une grande part de leur importance. Une redéfinition de la notion de sécurité était donc de mise. La victoire apparente de l'idéologie démocratique libérale, signalant selon Fukuyama

³² S. S. Kim, *op. cit.*, p. 22.

³³ Buzan, Waever, de Wilde, *op. cit.*, p. 59-60.

« la fin de l'histoire »³⁴, rendait de plus en plus improbables les guerres interétatiques. L'atténuation de la menace militaire et étatique, ou du moins la perception de celle-ci, rendait donc attrayante l'idée voulant que la vision traditionnelle de la sécurité était devenue obsolète.

Se basant au départ sur une remise en question de la primauté du militaire dans la conceptualisation de la sécurité, les chercheurs de l'École de Copenhague préconisaient notamment l'élargissement du champ traditionnel de la sécurité afin d'y incorporer des notions et des objets de référence habituellement réservés à d'autres sphères. Deux grandes visions s'affrontent alors : celle des *wideners*, prônée par les chercheurs de l'École de Copenhague et qui favorise l'élargissement du champ d'étude, ainsi que celle des traditionnalistes, qui conservent une vision militaire et stato-centrique de la sécurité³⁵. La volonté d'élargissement des études de sécurité au-delà des simples enjeux militaires reflétait la conviction qu'avec la fin de la Guerre froide, une nouvelle ère verrait le jour dans laquelle les militaires ne joueraient plus un rôle de premier plan³⁶. Ces appels à la redéfinition de la sécurité ont largement atteint la cible dans la mesure où, aujourd'hui, une part importante de la littérature tient compte d'enjeux variés qui échappent à la définition traditionnelle de la sécurité. De plus, certaines notions développées par l'École de Copenhague, telle la « sécurité humaine », se sont frayées un chemin jusque dans les discours politiques³⁷.

Tout en reconnaissant la validité des questions militaires dans la sécuritisation, les *wideners* avançaient que des secteurs tels que l'environnement, l'économie, la société et la politique pouvaient aussi relever du domaine de la

³⁴ Voir Francis Fukuyama, « The End of History and the Last Man », (New York : Harper Perennial, 1993).

³⁵ *Ibid.*, p. 1.

³⁶ Knudsen, *op. cit.*, p. 358.

³⁷ Natasha Hamilton-Hart, « War and Other Insecurities in East Asia: What the Security Studies Field Does and Does Not Tell Us », *The Pacific Review*, 22, 1 (Mars 2009), p. 53.

sécurité. À titre d'exemple, dans le cadre de la sécurité politique, une idéologie nationale peut être présentée comme existentiellement menacée par un autre pays ou un mouvement culturel quelconque. Selon les instigateurs de la sécuritisation, la disparition de cette idéologie compromettrait irrémédiablement l'identité de cette nation, et donc sa survie en tant que telle. Parmi les cinq catégories de sécurité, l'environnement est évidemment une préoccupation plus récente dans les débats publics ayant cours, et son inclusion dans les questions de sécurité ne fait pas l'unanimité. Cependant, de nombreux groupes de défense de l'environnement insistent sur l'urgence de la situation, avançant que l'humanité est menacée de disparition sans l'adoption de mesures draconiennes visant à réduire les émissions polluantes et autres activités néfastes. Nous verrons dans le chapitre suivant qu'étant donné la nature du régime de Kim Jong-Il, le processus de sécuritisation ayant eut lieu en Corée du Nord sous son règne était avant tout d'ordre militaire et concernait relativement peu les autres domaines intégrés dans la nouvelle conception du champ d'étude.

Certains auteurs ont souligné les problèmes analytiques liés à l'élargissement du champ de la sécurité et la façon d'appréhender les « nouveaux » enjeux de sécurité telle que prônée dans les travaux de Buzan, Waeber et de Wilde. McSweeney, l'un des auteurs les plus critiques de l'École de Copenhague, entretient de sérieuses réserves concernant leur conceptualisation de la « sécurité sociétale³⁸ », notamment. Dans le cadre de la sécuritisation, la sécurité sociétale fait référence à la perception d'une menace existentielle pour « l'identité » de la société, telle qu'une vague d'immigration ou l'arrivée massive de réfugiés. Cependant, en mettant l'accent – de façon apparemment arbitraire – sur *l'identité* de la société comme unique dimension importante, l'École de Copenhague ignore la complexité du sujet et oublie de nombreuses facettes qui pourraient légitimement être intégrées au concept de sécurité

³⁸ McSweeney, *op. cit.*, p. 81-93.

sociétale. De plus, selon McSweeney, en réifiant la notion de l'identité, Buzan et al. en font un objet figé et mettent de côté toute la fluidité et l'intersubjectivité de sa formation. Pour le chercheur de la sécuritisation, qu'est-ce que cette identité ? Comment la saisir et en déterminer la nature ? McSweeney déplore que pour l'école de Copenhague, cette identité soit simplement « là », prête à être « découverte » et analysée en tant qu'objet³⁹. Cette critique s'applique plus largement à un certain positivisme dans cet aspect de la sécuritisation, malgré le caractère constructiviste du concept qui est revendiqué par ses tenants.

Tout en revendiquant résolument un terrain plus vaste dans le cadre des études de sécurité, Buzan, Waever et de Wilde sont conscients des dangers intellectuels et politiques liés à l'utilisation croissante du terme « sécurité » pour parler de divers enjeux⁴⁰. Dès 1995, Waever explique que trop élargir le sens du mot sécurité pourrait mener à la perte de son essence et de son utilité⁴¹. Lorsque tout devient une question de sécurité, il est difficile de discerner l'urgent de l'ordinaire. De plus, une utilisation excessive du langage de la sécurité risque de mener les gouvernements à se placer à l'extérieur du cadre politique et à recourir plus souvent à des mesures extralégales, ouvrant ainsi la porte à de nombreux abus. En d'autres termes, l'idée de sécurité ne doit pas être vue comme un objectif à atteindre ou comme un but à maximiser⁴², mais plutôt comme une logique dont on doit s'extraire.

Huysmans propose un point de vue plus nuancé quant aux dangers de la sécuritisation. Selon lui, la sécuritisation n'a pas à être nécessairement appliquée dans des intérêts conservateurs visant l'ordre et le statu quo. En effet, elle peut aussi être mise en œuvre dans une optique d'émancipation. Dans le cas de la sécurité sociétale

³⁹ *Ibid.*, 90.

⁴⁰ Buzan, Waever, de Wilde, *op. cit.*, p. vii, 1.

⁴¹ Waever, *op. cit.*, p. 48-9.

⁴² *Ibid.*, p. 57.

et des flux migratoires, par exemple, la sécuritisation « donne la priorité aux questions et à la mobilisation des personnes ; il est alors possible de l'utiliser comme un moyen tactique pour donner plus de visibilité aux questions des droits de l'homme⁴³ ». Dans cette optique, les ONG peuvent jouer un rôle important en tentant de dépeindre la situation vécue par un groupe donné comme un enjeu de sécurité dépassant le cadre restreint de ce groupe. Le fait d'attirer l'attention sur la question contribuerait ainsi à sensibiliser la population aux difficultés et injustices vécues par certains segments de la société.

1.2 L'objet de référence de la sécuritisation

« La sécurité concerne la survie. On parle de sécurité lorsque l'on dit qu'un enjeu pose une menace existentielle à un objet de référence désigné⁴⁴ », écrivent Buzan, Waever et de Wilde dans *Security : A New Framework for Analysis*. En d'autres mots, si l'État n'agit pas en conséquence, il cessera d'exister et tous les autres enjeux perdront leur pertinence⁴⁵. L'objet de référence est donc ce que les acteurs de la sécuritisation perçoivent ou veulent faire percevoir comment étant menacé. Une fois que les chercheurs ont mis de côté l'idée que la sécurité ne concerne que les États et les questions militaires, tout « objet de référence » peut en théorie être placé sur l'agenda sécuritaire. La question principale qui surgit alors concerne les raisons qui font qu'un problème donné devient ou non un enjeu relevant

⁴³ Huysmans, « Dire et écrire la sécurité », p. 14.

⁴⁴ Buzan, Waever et de Wilde, *op. cit.*, p. 21.

⁴⁵ Waever, *op.cit.*, p. 53.

du domaine de la sécurité⁴⁶. Le concept de sécuritisation vient mettre en lumière cet aspect du problème.

L'objet de référence peut être notamment l'État (sécurité militaire), la souveraineté nationale ou l'idéologie (sécurité politique), l'économie nationale (sécurité économique), l'identité collective (sécurité sociale), un habitat naturel ou des espèces animales (sécurité environnementale). Quatre de ces cinq objets de référence ne sont pas d'ordre militaire, et entrent ainsi dans la nouvelle conception de la sécurité. Chaque cas de sécuritisation peut désigner plusieurs objets de référence à la fois. Le régime nord-coréen, comme nous le verrons au chapitre suivant, présente la menace comme pesant sur une multitude de dimensions de l'État, dont la souveraineté, l'idéologie et le système socialiste. Dans un autre ordre d'idée, un acteur politique pourrait dépeindre l'immigration illégale dans son pays, par exemple, autant comme une menace à l'identité qu'à l'économie nationale.

Il est important de noter ici la dimension normative de l'École de Copenhague. En effet, pour Buzan, et al., la sécuritisation doit être perçue comme un échec, puisqu'elle résulte de l'incapacité des dirigeants à résoudre un problème par des actions politiques normales⁴⁷. Tout danger, aussi immédiat et imminent soit-il, doit d'abord être combattu par les mesures politiques usuelles, excluant à prime abord le recours à toute mesure d'urgence et extra-légale. Tel que l'explique Williams, la « sécurité » doit être invoquée avec une grande prudence. En effet, si l'on présente un enjeu en termes sécuritaires, on peut contribuer à le rendre prioritaire dans l'agenda politique, mais on risque également de le placer dans une logique de menace et dans

⁴⁶ Jef Huysmans, « Revisiting Copenhagen: Or, On the Creative Development of a Security Studies Agenda in Europe », *European Journal of International Relations* 4, (1998), p. 491.

⁴⁷ Buzan, Waever et de Wilde, *op. cit.*, p. 29.

une dichotomie ami/ennemi, avec tous les risques que cela représente⁴⁸. Si malgré tout l'on s'engage dans la voie de la sécuritisation, celle-ci doit toujours, dans la mesure du possible, demeurer un processus temporaire et limité, mis en œuvre jusqu'à ce que la menace soit enrayée.

Le danger qui guette la population est que les autorités abusent du processus afin d'accroître le rôle des forces armées ou de sécurité⁴⁹, ce qui est sans contredit le cas en Corée du Nord, comme nous le démontrerons dans le chapitre suivant. Il y a également le risque, fort bien illustré par le régime de Kim Jong-Il, que la sécuritisation se cristallise et devienne institutionnalisée, rendant doublement difficile le retour à une situation politique normale. Dans le cas d'une institutionnalisation du processus, des lois, décrets ou amendements constitutionnels viennent souvent encadrer, légaliser, légitimer et officialiser l'orientation adoptée par les dirigeants. Ainsi, l'objectif de tout acteur de la sécuritisation devrait être la *désécuritisation*, telle que conceptualisée par Waever dans l'ouvrage *On Security*. Une fois le danger éliminé ou contrôlé, on s'éloigne du langage de la sécurité – puisque l'utilisation de ces mots favorise en soi l'émergence ou la continuation du processus sécuritaire – et l'on met un frein à l'application des mesures extraordinaires. La désécuritisation permet donc de diminuer les risques d'abus et de remettre l'enjeu donné dans le champ d'action de la politique « normale » de l'État.

⁴⁸ Michael C. Williams, « Words, Images, Enemies : Securitization and International Politics », *International Studies Quarterly* 47, (2003), p. 523.

⁴⁹ Ralf Emmers, « Securitization », ds. Alan Collins dir., *Contemporary Security Studies*, Oxford : Oxford University Press, 2007), p. 115.

1.3 L'acte de langage

À la fois le point de départ et l'aspect central de la sécuritisation, l'acte de langage (*speech act*) désigne le processus par lequel l'acteur souhaitant sécuritiser un enjeu tente de communiquer à un auditoire quelconque la nature existentielle et immédiate de la menace afin de le convaincre que celle-ci doit être combattue par des mesures extraordinaires entraînant souvent la mobilisation des ressources de l'État. Selon Huysmans, « le langage n'est plus ici le simple outil descriptif d'une réalité qui lui serait extérieure, mais une force déterminante, intégrant les relations sociales⁵⁰ ». En d'autres termes, l'acte de langage n'est pas une communication purement informative et désintéressée, mais plutôt un acte politique qui vise à construire la vision que l'auditoire a de son environnement de sécurité. Cet acte de langage doit être vu comme un processus social spécifique, c'est-à-dire la construction sociale – par le discours oral ou écrit – d'une question de sécurité⁵¹.

L'acte de langage peut prendre plusieurs formes, tels que des discours, des articles ou reportages médiatiques, de même que des campagnes de publicité et de mobilisation mises en œuvre par les autorités ou tout autre acteur souhaitant sécuritiser un enjeu. Cet acte n'a pas à être clairement circonscrit dans le temps et peut s'inscrire dans la durée. L'auditoire ciblé doit accepter que l'enjeu en question soit en quelque sorte placé *au-dessus* du domaine politique, dans une sphère de l'action étatique où les règles et procédures habituelles ne s'appliquent pas. L'État peut alors prendre tous les moyens à sa disposition pour répondre à la menace.

Lorsqu'il prononce l'acte de langage, l'acteur désirant sécuritiser un enjeu quelconque utilise un vocabulaire lié à la survie et à l'imminence du danger. L'acte

⁵⁰ Huysmans, « Dire et écrire la sécurité », p. 4.

⁵¹ Williams, *op. cit.*, p. 513. Voir également Thierry Balzacq, « Constructivism and Securitization Studies », in Victor Mauer et Myriam Dunn Cavelty (éds.), *Handbook of Security Studies*, Londres, Routledge, (2009), p. 58.

de langage n'est cependant pas qu'un acte purement verbal ou rhétorique ; l'acteur qui l'utilise fait usage d'une gamme de ressources contextuelles, institutionnelles et symboliques afin d'atteindre la cible⁵², et pige dans un « réservoir d'analogies (...) et de contrastes⁵³ » pour rendre le discours plus efficace. En faisant appel aux émotions les plus profondes et aux peurs particulières de la population cible, il espère obtenir l'assentiment à tout le moins tacite permettant aux autorités d'agir librement.

L'importance de l'acte de langage et de sa force émotive a été illustrée de façon éloquente dans les mois précédant l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Dans de nombreux discours, entrevues et points de presse, les membres de l'administration Bush (et en parallèle l'administration Blair en Grande-Bretagne) ont utilisé des expressions et des mots tels « armes de destruction massive », « terrorisme », « tyran », afin de convaincre la population américaine d'accepter l'inévitabilité d'une invasion militaire de l'Irak⁵⁴. On ne saurait oublier également la présentation du secrétaire d'État Colin Powell aux Nations Unies, lors de laquelle il a brandi une fiole afin d'illustrer le danger de l'anthrax que l'Irak, avait-il déclaré, possédait en grande quantité. Cette utilisation sensationnaliste d'une substance évoquant de douloureux souvenirs chez les Américains fut une tentative évidente de susciter, grâce à la peur, l'appui des citoyens pour la guerre. L'acte de langage doit donc interpeller directement et à un niveau émotionnel et/ou irrationnel les gens qui sont visés.

⁵² Williams, *op. cit.*, p. 526.

⁵³ Holger Stritzel, « Towards a Theory of Securitization : Copenhagen and Beyond », *European Journal of International Relations* 13, 3, (2007), p. 369.

⁵⁴ Pour un retour sur l'acte de langage qui précéda l'invasion de l'Irak, voir Emmers, *op. cit.*, p. 122.

1.3.1 L'acte de langage comme pièce maîtresse de la sécuritisation

La centralité de l'acte de langage et du discours dans le processus de sécuritisation exclut forcément certaines formes de représentation contemporaines, ce qui fait l'objet de certaines critiques. D'abord, en mettant l'accent sur la parole et l'écrit, l'École de Copenhague ignore presque toute la gamme de communications visuelles (télévision, images, dépliants) et virtuelles (internet) qui ont une importance grandissante dans les discours de sécurité⁵⁵. À l'ère des chaînes d'information continue et des communications instantanées, les représentations visuelles peuvent jouer un rôle primordial dans la conception de la sécurité.

Ensuite, la désignation de l'acte de langage comme élément pivot de la sécuritisation soulève certaines questions méthodologiques. En théorie, la sécuritisation a lieu une fois que l'acte de langage a été accepté par l'auditoire ciblé. « Puisque la sécuritisation ne peut jamais être simplement imposée, il est nécessaire de présenter des arguments en faveur de la mise en place du processus⁵⁶ », rappellent Buzan et al. Selon ces derniers, l'acte de langage ne donnerait donc lieu qu'à deux issues possibles: son approbation ou son rejet. Comment alors déterminer la réponse de l'auditoire visé par les acteurs de la sécuritisation? Par exemple, si un politicien souhaitant sécuritiser la menace qui pèse sur la souveraineté de l'État cherche à convaincre l'électorat du pays de l'urgence de la situation, comment savoir si celui-ci approuve les mesures proposées? Ou, pour reprendre la question soulevée par McWeeney, comment savoir si la société *appuie activement* l'acteur de la sécuritisation⁵⁷? Buzan, Weaver et de Wilde restent silencieux à cet égard. Bien sûr,

⁵⁵ Pour une critique de cet aspect de la sécuritisation, voir Williams, *op.cit.*, p. 511-531, et Matt McDonald, « Securitization and the Construction of Security », *European Journal of International Relations* 14, 4, (2008), p. 564.

⁵⁶ Buzan, Waever et de Wilde, *op.cit.*, p. 25.

⁵⁷ McSweeney, *op. cit.*, p. 84. Stritzel pose également la question, *op. cit.*, p. 363.

à moyen terme, des élections pourraient donner une indication de la réception de l'acte de langage. Mais dans l'immédiat, comment l'évaluer ? Si le public ciblé refuse le discours sécuritaire, cela peut donner lieu notamment à des manifestations, des grèves ou des campagnes de publicité. Dans un cas où les acteurs de la sécuritisation n'occupent pas des positions de pouvoir et tentent de pousser les autorités à sécuritiser un enjeu, la réponse à l'acte de langage est généralement plus facile à déterminer : soit on ignore l'acte de langage sans prendre de mesures spéciales (échec de la sécuritisation), ou l'on décide de sécuritiser l'enjeu en le plaçant au-dessus du domaine politique afin de prendre des mesures d'exception⁵⁸. Cependant, le modèle de sécuritisation tel que conceptualisé par les chercheurs de l'École de Copenhague n'offre pas de piste méthodologique pour opérationnaliser une recherche empirique. Étant donné l'importance du processus discursif de sécurité et de ses conséquences, cet aspect de la théorie mériterait d'être approfondi.

Cela constitue l'une des lacunes existantes dans l'application du concept de sécuritisation. L'École de Copenhague a jusqu'à maintenant mis l'accent sur la construction de cette approche théorique des études de sécurité, alors que la recherche empirique a été négligée⁵⁹. Selon Stritzel, la sécuritisation demeure ainsi « théoriquement vague et ne fournit pas d'orientation claire pour les études empiriques⁶⁰ ». Si certains auteurs ont tenté d'y remédier en proposant une version

⁵⁸ À titre d'exemple, Kristian Åtland et Kristin Ven Bruusgaard présentent un cas intéressant où un acte de langage visant le pouvoir fut un échec. En 2005, des membres importants de l'industrie des pêches russe ainsi que de nombreux observateurs ont appelé le gouvernement russe à prendre des mesures exceptionnelles (démonstration de force, manœuvres militaires) pour répondre à la tentative de la Garde côtière norvégienne d'arrêter le capitaine d'un bateau russe qui pêchait illégalement dans les eaux territoriales norvégiennes. L'administration Poutine a gardé la tête froide et décidé de ne pas agir. Voir « When Security Speech Act Misfires : Russia and the *Elektron* Incident », *Security Dialogue* 40, 3, (Juin 2009), p. 333-353.

⁵⁹ Emmers, *op. cit.*, p. 116.

⁶⁰ Stritzel, *op. cit.*, p. 367-8.

raffinée du concept⁶¹, il est encore trop tôt pour voir se détacher une conceptualisation d'une « néo-sécuritisation » qui fasse école.

1.3.2 L'acte de langage et l'étude des systèmes non démocratiques

La centralité de l'acte de langage est encore plus problématique dans l'analyse d'un régime dictatorial puisque généralement le degré d'acquiescement au discours sécuritaire ne peut être évalué ou même observé. Le cas de la Corée du Nord illustre de façon probante cet obstacle puisqu'il s'agit sans doute du pays le plus fermé aux étrangers. Bien entendu, l'histoire nous enseigne que la présence d'un leader autoritaire n'a pas toujours empêché la population de se soulever ou de contester les décisions du gouvernement. Il n'en demeure pas moins que l'opposition active est beaucoup moins probable que dans un État démocratique. De plus, si l'auditoire appuie manifestement l'acte de langage, cet appui est souvent feint ou « manufacturé » par des moyens coercitifs.

Ainsi, l'étude de la sécuritisation dans les sociétés non démocratiques nécessiterait dans certains cas un léger ajustement du concept : le point focal se déplacerait du résultat immédiat de l'acte de langage (l'acceptation par le public) vers, plus largement, les motivations animant la sécuritisation et les conséquences globales du processus. Dans cette optique, tout en faisant abondamment référence dans ce mémoire à l'acte de langage étant donné l'importance d'illustrer la perspective nord-coréenne, nous effectuerons une analyse approfondie des motivations et conséquences du processus de sécuritisation (voir *chap.4*). L'univers analytique de la sécuritisation n'a pas à être conforme au modèle proposé à l'origine par l'École de Copenhague, et la complexité de la réalité politique justifie

⁶¹ Voir par exemple Stritzel et McDonald.

l'élaboration de différentes catégories ou formes de sécuritisation⁶². Pour que le modèle puisse devenir une théorie complète ainsi qu'un programme de recherche, celui-ci doit pouvoir être appliqué à différents types de régimes politiques, du plus libéral au plus autoritaire.

Outre ces enjeux méthodologiques, la sécuritisation dans un État dictatorial présente aussi des enjeux politiques et liés aux droits de la personne. Emmers exprime succinctement le problème en expliquant que « dans les sociétés non démocratiques, le grand public n'est pas invité à se prononcer, et par conséquent n'est pas en mesure de prévenir les dangers associés à l'acte de sécuritisation⁶³ ». Les risques d'une sécuritisation excessive sont donc accrus, tel qu'illustré par le cas nord-coréen.

Pour toutes ces raisons, l'étude de la sécuritisation est habituellement associée aux sociétés démocratiques⁶⁴, tel que l'illustrent les nombreux travaux sur la sécuritisation traitant des discours de sécurité effectués en Europe et aux États-Unis. Selon l'idée largement acceptée, les régimes dictatoriaux n'ont pas besoin d'assurer leur légitimité politique puisqu'ils peuvent gouverner par la peur et sans justifier leurs actes⁶⁵. Toutefois, la réalité politique est toute autre. La légitimité demeure un élément essentiel dans la survie de toute institution sociale⁶⁶. Tous les gouvernements, y compris les plus autoritaires, en ont besoin pour conserver leur « liberté » d'action, sans quoi ils courent le risque de faire face à des soulèvements

⁶² Juha A. Vuori propose pour sa part cinq différentes catégories de sécuritisation. Voir « Illocutionary Logic and Strands of Securitization: Applying the Theory of Securitization to the Study of Non-Democratic Political Orders », *European Journal of International Relations* 14, 1, (2008), p. 65-99.

⁶³ Emmers, *op. cit.*, p. 115.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 113. Voir aussi Vuori, *op. cit.*, p. 66.

⁶⁵ Vuori, *op. cit.*, p. 68.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 68.

populaires ou des manifestations. Si la population ne se soulève pas forcément, le régime peut faire face à une résistance passive, également très dommageable dans ses conséquences mais plus difficile à réprimer puisque moins visible.

Dans le cas d'une dictature aux visées totalitaires comme la Corée du Nord, cela peut résulter en un affaiblissement graduel du système à cause de la corruption et du refus (indirect) des gens de participer au système imposé du sommet. De plus, même si la population n'exprime pas son désaccord, certaines factions au sein des élites politiques ou militaires peuvent toujours s'opposer à la sécuritisation, rendant la prise de décision au sommet plus difficile et la mise en œuvre des mesures d'urgence moins efficace. Conséquemment, même si les leaders de régimes dictatoriaux peuvent en principe agir sans le consentement de leurs sujets, ils sentent toujours le besoin de défendre leur position. Que ce fut sous l'Union Soviétique de Staline, l'Allemagne de Hitler, ou la Chine de Mao⁶⁷, l'acte de langage a joué un rôle essentiel dans les mesures répressives prises par les plus importants dictateurs du 20^e siècle.

1.4 L'acteur de la sécuritisation

L'acteur de la sécuritisation (*securitizing actor*) désigne l'individu ou le groupe qui utilise le langage de la sécurité pour déclarer que quelque chose – l'objet de référence – est existentiellement menacé. Les acteurs de la sécuritisation peuvent être notamment des dirigeants politiques, des bureaucrates, des lobbyistes et des groupes d'intérêt. Dans les sociétés démocratiques, n'importe qui peut jouer ce rôle puisque personne ne détient, en théorie, le monopole du discours sécuritaire et de

⁶⁷ Pour une analyse des efforts de sécuritisation du Parti communiste chinois lors événements de Tiananmen, alors que le pays était dirigé par Deng Xiaoping, voir Vuori, (2008), p. 65-99. L'auteur écrit « Even though Chinese politics have been very secretive, and the 'masses' have not been allowed access to the processes that go on behind the great spectacles of Chinese politics, Chinese leaders have had the need and urge to appeal to the masses for support of this or that campaign », (p. 71).

l'articulation du sentiment d'urgence. Un regroupement de citoyens peut tenter par exemple de convaincre la population que l'immigration illégale constitue une menace pour l'économie ou l'identité de la société et qu'elle doit être combattue par tous les moyens par les autorités. Les exemples pullulent où des groupes tentent de sécuriser un enjeu en présentant au gouvernement des pétitions ou en utilisant les médias pour sensibiliser le grand public à leurs doléances.

Cependant, la réalité politique fait en sorte que les acteurs de la sécurisation sont presque toujours des membres de l'élite et des figures d'autorité. En effet, ceux-ci sont mieux à même d'effectuer efficacement l'acte de langage, ayant un meilleur accès aux médias et aux plates-formes où sont braqués les projecteurs. Selon Stritzel, nous faisons face dans certains cas à un monopole du pouvoir chez les élites, ce qui leur donne la capacité de définir la signification du réel⁶⁸.

Certains critiques de l'École de Copenhague ont attiré l'attention sur ce qu'ils perçoivent comme l'étroitesse de cette conception de l'acteur de sécurisation, laquelle exclurait les acteurs marginaux et faibles. Déplorant cet « élitisme », McDonald prône une approche de la construction de la sécurité qui soit préoccupée par « l'identification et la reconnaissance des articulations alternatives de la sécurité, particulièrement celles présentées par des voix marginalisées⁶⁹ ».

S'il est vrai que l'École de Copenhague laisse peu de place aux acteurs non institutionnels de la sécurisation, cela n'est pas tant le résultat de négligence ou d'un biais idéologique quelconque, mais plutôt le résultat d'une froide interprétation des dynamiques de la construction de la sécurité, lesquelles favorisent généralement le discours des individus occupant des positions de pouvoir. De plus, l'étude de la sécurisation dans les régimes non démocratiques tend à donner encore plus de poids

⁶⁸ Stritzel, *op. cit.*, p. 372.

⁶⁹ McDonald, *op. cit.*, p. 565.

à la vision copenhaguienne décrite ci-dessus, puisque très peu d'acteurs peuvent légitimement prononcer un acte de langage. Dans le cas qui nous intéresse, la Corée du Nord n'a pas de société civile, la liberté d'expression est inexistante, et le régime a le monopole de l'information et de l'articulation de l'environnement cognitif de la population. Ainsi, il va de soi que l'acteur de la sécuritisation ne peut être externe au régime en place.

Selon Buzan, Waever et de Wilde, l'identification de l'acteur de la sécuritisation peut être une tâche ardue⁷⁰, à plus forte raison lorsque nous avons affaire à un régime dictatorial. En effet, si habituellement les acteurs de la sécuritisation sont ceux qui prononcent l'acte de langage, l'analyste doit également déterminer qui sont ceux dont les intérêts sont favorisés par la mise en œuvre du processus. Pour qui ou pour quoi est faite la sécuritisation ? Le fait de sécuritiser un enjeu peut constituer un avantage certain pour un segment de la population autre que celui qui l'a prôné au départ.

Si le concept de la sécuritisation comporte certaines failles et est l'objet de critiques parfois sévères, il demeure d'une grande utilité pour comprendre les dynamiques de la construction de la menace et ses conséquences sur les politiques gouvernementales. La Corée du Nord est un sujet tout désigné pour les études de la sécuritisation, étant donné que la menace étrangère – principalement celle représentée par les États-Unis – est au cœur de sa pensée stratégique et occupe une place dominante dans toutes les formes de propagande du régime de Kim Jong-Il. Nous verrons ainsi comment le régime tente de sécuritiser la menace étrangère et pourquoi

⁷⁰ Buzan, Waever et de Wilde, *op. cit.*, p. 40.

la politique *Songun* peut être vue comme une manifestation de phénomène de sécuritisation.

CHAPITRE II

SONGUN ET LA SÉCURITISATION NORD-CORÉENNE

Le phénomène de sécuritisation observé en Corée du Nord est indissociable de *Songun*, la politique accordant la priorité à l'armée, mieux connue sous son vocable anglais « *military-first politics* ». Nous utiliserons principalement dans ce document l'appellation coréenne *Songun* (선군), une combinaison de deux mots se traduisant littéralement par « en avant/premier » (선) et « armée » (군), et qui se retrouve telle quelle dans les documents diffusés en anglais par les médias et le gouvernement nord-coréens ainsi que dans une bonne partie de la littérature étrangère sur la Corée du Nord.

Plus qu'une simple mesure politique, *Songun* constitue une véritable idéologie et une orientation globale s'étendant à la plupart des domaines de l'action gouvernementale. Essentiellement, la « politique *Songun* », comme elle était régulièrement désignée par le régime de Kim Jong-Il, consiste à faire de l'armée le fer de lance de la « révolution » socialiste et la priorité suprême dans la transformation de la Corée du Nord en « État puissant et prospère »¹. L'éditorial conjoint du 1^{er} janvier 2009, document annuel publié par tous les grands médias du pays et indiquant les grandes orientations du régime pour l'année à venir, donne une indication de l'État d'esprit guidant le leadership sous la politique donnant priorité à l'armée : « Nous

¹ L'objectif officiel du régime est de faire de la République populaire démocratique de Corée un « État puissant et prospère » (강성대국) pour 2012, l'année du centenaire de la naissance de Kim Il-Sung. Cet objectif est répété inlassablement dans la propagande nord-coréenne.

devons constamment faire de grands efforts pour développer l'industrie de la défense, tel que requis par la l'idée du développement économique dans l'ère *Songun*. Tout le nécessaire doit ainsi lui être fourni sur une base préférentielle² ». La Commission de la défense nationale, qui est responsable des forces armées et dont Kim Jong-Il était le président, a été élevée au rang d'organe suprême de la RPDC en 1998 lors de la révision de la constitution³, témoignant de la hausse du profil de la branche militaire. Kim Jong-Il dirigeait ainsi le pays par l'entremise de l'armée, plutôt qu'à titre de secrétaire général du Parti des travailleurs de Corée, tandis que sous Kim Il-Sung, le parti occupait le sommet de la hiérarchie. Ainsi, davantage que la militarisation, la principale nouveauté provoquée par l'instauration de *Songun* était la suprématie du leadership militaire dans le système politique⁴.

En termes concrets, *Songun* signifie que l'État investit des sommes massives dans le développement de ses capacités militaires – incluant le développement de missiles et le programme nucléaire – afin de se doter d'une force de dissuasion suffisante pour assurer sa survie. Il mobilise une armée d'environ un million d'hommes⁵, la quatrième plus importante armée permanente (quoique mal équipée), dont le régime se sert autant pour surveiller les frontières que pour travailler aux récoltes ou à des projets de construction⁶. En 1998, trois ans après la mise en œuvre

² « Joint New Year Editorial Issued », *KCNA*, 1^{er} janvier 2009, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 1^{er} novembre 2010).

³ Chon, Jeung, Choi et Lee, *op. cit.*, p. 18.

⁴ Han S. Park, « North Korean Perceptions of Self and Others: Implications for Policy Choices », *Pacific Affairs* 73, 4, (Hiver 2000-2001), 511.

⁵ Selon les estimations de Hassig et Oh, plus de 8 millions de Nord-Coréens sont prêts à porter les armes, si l'on inclut les forces armées régulières, la police et agences de sécurité, les réservistes, la Garde paysanne-ouvrière et les jeunes Gardes rouges. Ralph Hassig et Kongdan Oh, *The Hidden People of North Korea: Everyday Life in the Hermit Kingdom*, (Lanham: Rowman & Littlefield, 2009), 107.

⁶ Lors de notre séjour en Corée du Nord en 2009, nous avons été directement témoins de la militarisation de la société, et ce, non seulement à Pyongyang, mais également lors de nos déplacements à l'extérieur de la capitale. Nous avons vu de nombreux soldats, ainsi que des étudiants

officielle de *Songun*, la CIA estimait que les dépenses militaires de la Corée du Nord s'élevaient entre 3,7 et 4,9 milliards de dollars, soit de 25 à 33% de son PIB. À titre comparatif, les dépenses militaires de la Corée du Sud, d'une valeur de 12 milliards en l'an 2000, ne constituaient que 3% de son PIB⁷. Quant à son programme nucléaire, le Ministère de la défense nationale de la Corée du Sud estimait en 2006 que Pyongyang y avait investi entre 290 et 764 millions de dollars⁸.

2.1 *Songun* et la propagande

L'idéologie *Songun* se manifeste ostensiblement dans la propagande. À la télévision, dans les articles de journaux et de magazines, de même que sur les panneaux urbains, l'armée est placée sur un piédestal, son esprit révolutionnaire idéalisé, on louange les vertus des soldats et on les présente comme des modèles à émuler pour les civils. « L'esprit » du soldat, c'est-à-dire son courage, sa dévotion et son jusqu'au-boutisme, doit être celui de toute la population. En effet, les Nord-Coréens sont encouragés à se préparer à payer l'ultime sacrifice pour leur leader et la nation, comme le montrent les paroles de cet hymne diffusé périodiquement durant les nouvelles du soir à l'été 2009 : « dix millions deviendront des fusils et des bombes...donner sa vie pour le Général (Kim Jong-Il) est le plus grand honneur du soldat⁹ ». La rhétorique guerrière est partout présente, dans toutes les sphères de la

et citoyens « ordinaires » portant l'habit militaire – dont un grand nombre de femmes – et nous avons vu des groupes de militaires réquisitionnés pour travailler dans les champs.

⁷ Merrily Baird, « Kim Chong-il's Erratic Decision-Making and North Korea's Strategic Culture », dans Schneider, Barry R. et Jerrold M. Post, ed. *Know Thy Enemy: Profiles of Adversary Leaders and Their Strategic Cultures*, (Maxwell Air Force Base, Alabama: USAF Counterproliferation Center, Juillet 2003, 2e éd.), 130.

⁸ Michishita, *op. cit.*, p. 107. Notons qu'il est très difficile d'obtenir des statistiques économiques fiables sur la Corée du Nord puisque Pyongyang ne publie aucune donnée. Les estimations indiquées ici proviennent de sources fiables et sont basées sur des recherches exhaustives, mais ne peuvent donner des résultats précis.

⁹ Chanson citée dans Myers, *The Cleanest Race*, p. 125.

vie quotidienne, que ce soit à l'école ou sur les lieux de travail¹⁰. Dès leurs débuts à l'école, les écoliers sont conditionnés à admirer les soldats et on leur apprend à lire avec des récits héroïques de guerriers nord-coréens, comme ceux de Kim Il-Sung à l'époque de la guérilla antijaponaise.

La rhétorique associée à la politique *Songun* dans les articles, éditoriaux, dépêches et déclarations diffusés par l'Agence de presse centrale ouvre une fenêtre sur la façon dont le régime lui-même perçoit et « exploite » cette idéologie. Autant en anglais qu'en coréen, l'un des mots les plus souvent associés à *Songun* est « révolution », avant même « politique ». *Songun* est vue en effet comme une idée novatrice du leader, se distinguant non seulement des autres pays mais également du passé nord-coréen, et qui permettra à la nation d'accomplir son destin. Lorsqu'ils parlent de l'idéologie, les journaux utilisent souvent un langage pompeux et grandiloquent. En janvier 2003, le lendemain de l'annonce du retrait de la Corée du Nord du Traité de non-prolifération nucléaire, le quotidien *Minju Joson* écrivait en gros titre « la politique *Songun* est une épée qui défend toute l'humanité¹¹ ». Six mois plus tard, le même quotidien titrait « la politique *Songun* garantit la victoire du socialisme¹² ».

L'expression « Corée *Songun* » est également très présente dans la littérature, traduisant le désir de rendre la nation et l'idéologie indissociables, et montrant que *Songun* n'est pas qu'une simple politique mais aussi un système global de

¹⁰ Le documentaire *North Korea : A Day in the Life* (2004), du réalisateur Pieter Fleury, montre des ouvrières faisant des exercices avant de commencer leur journée de travail, pendant qu'une femme vante au porte-voix les vertus du travail pour Kim Jong-Il et la nation. Cette femme dit : « Ce matin, aussi, vous marchez toutes vers le *champ de bataille* de votre destin ». Le vocabulaire lié à l'armée est employé à toutes les sauces.

¹¹ « La politique *Songun* est une épée qui défend toute l'humanité » (선군정치는 인류를 지켜 주는 만능의 보검), *Minju Joson*, 11 janvier 2003.

¹² « La politique *Songun* garantit la victoire du socialisme » (선군정치는 사회주의승리의 담보), *Minju Joson*, 4 juin 2003.

gouvernance. *Songun* est un mode de vie politique, un ensemble de principes, une structure qui a défini l'ère Kim Jong-Il, et qui continue de définir les premiers mois du règne de son fils Kim Jong-Un. C'est pourquoi la propagande parle régulièrement de révolution, d'idée, et d'ère *Songun*¹³.

Afin de comprendre ce que la politique *Songun* signifie pour les Nord-Coréens et comment celle-ci est liée à la menace externe, nous devons examiner la façon dont les médias dépeignent la politique donnant priorité à l'armée. Le régime décrit *Songun* comme suit, extrait tiré d'un éditorial du *Rodong Sinmun*, le journal officiel du Parti des travailleurs :

L'idée *Songun* est la stratégie révolutionnaire qui permet d'augmenter notre puissance avec l'armée révolutionnaire en tant que pilier qui monte la garde afin de défendre le socialisme et qui constitue le contingent le plus révolutionnaire, militant et puissant de notre société (sic). L'idée représente une ligne révolutionnaire qui contribue de façon dynamique à la construction socialiste, basée sur le principe de la priorité aux affaires militaires. (...) (L'armée est) une arme puissante afin d'établir des relations internationales justes et basées sur l'égalité et le respect mutuel (sic).¹⁴

L'armée populaire de Corée est en quelque sorte placée au-dessus de la mêlée et devient une institution intouchable, puisque le sort de la « révolution » coréenne dépend d'elle. Cet extrait trahit également le sentiment d'infériorité des élites nord-coréennes (et du peuple) puisqu'on y exprime le désir d'être reconnu et traité avec un respect que, nous pouvons supposer, les Nord-Coréens n'estiment ne pas avoir reçu.

Les principes animant la pensée *Songun* traduisent une vision du monde proche de celle exprimée par certains penseurs réalistes et néoréalistes, tels

¹³ Les médias ainsi que les panneaux et affiches politiques parlent souvent de la « construction de l'ère *Songun* ».

¹⁴ « Rodong Sinmun on Songun Idea », *KCNA*, 17 juin 2004. En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 15 novembre 2010). (Note : Tous les passages cités en français sont des traductions de l'auteur du mémoire)

Morgenthau et Mearsheimer. En effet, dans la pensée réaliste, l'objectif immédiat est l'accroissement de la puissance nationale¹⁵, et les relations internationales sont caractérisées par une compétition effrénée pour la sécurité. Résultat, chaque État doit tout faire pour assurer sa survie et être prêt à la guerre, puisque les autres États constituent tous des menaces potentielles¹⁶. Dans la Corée du Nord de l'ère *Songun*, les capacités militaires constituent le baromètre de la puissance nationale dans un monde anarchique, avec très peu d'égards pour l'économie, l'influence politique ou la culture. Pour Pyongyang, le *hard power* éclipse totalement le *soft power*. *Songun* est la manifestation concrète d'idées politiques que d'aucuns considéreraient comme archaïques, puisque pour les dirigeants nord-coréens, cette idéologie « reflète les exigences de l'époque selon lesquelles les armes déterminent le destin et la prospérité du pays et de la nation¹⁷ ».

2.2 L'émergence de *Songun*

Il est important de noter que la militarisation à outrance de la Corée du Nord, ainsi que dans une certaine mesure la sécuritisation, ne sont pas des phénomènes récents. La perception de la menace étrangère a eu une influence capitale les membres de la dynastie Kim depuis au moins la fin de la Guerre de Corée. Si le régime de Kim Il-Sung commença à accorder une importance capitale à la construction de ses capacités militaires dès les années 60, avec l'adoption notamment

¹⁵ Hans Morgenthau, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace* (5^e éd.), (New York : Alfred A. Knopf, 1973), p. 27.

¹⁶ John J. Mearsheimer, « The False Promise of International Institutions », *International Security* 19, 3, (Hiver 1994-1995), p. 9-11.

¹⁷ « Rodong Sinmun on Main Force of Revolution », *KCNA*, 28 avril 2003, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2003/200304/news04/28.htm#11>>, (page consultée le 15 novembre 2010).

des « Directives militaires en quatre points »¹⁸, c'est sous la férule de Kim Jong-Il que Pyongyang formalisa et accentua la mise en avant-plan de l'armée. Devant consolider son pouvoir après la mort de son père en juillet 1994, Kim Jong-Il fit de l'armée, dont il était le commandant suprême depuis 1991, le pilier de la société¹⁹.

Deux ans plus tôt, en 1993, la première crise nucléaire faisait éruption entre les États-Unis et la Corée du Nord, après que Kim Il-Sung eut refusé aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) l'accès à certains sites soupçonnés d'être liés à son programme d'armements nucléaires, et menacé de se retirer du Traité de non prolifération nucléaire. Une période de fortes tensions s'en suivit, durant laquelle des membres de l'administration Clinton considérèrent des frappes militaires sur Yongbyon²⁰, site des principales installations nucléaires de la Corée du Nord. Suite à une visite de l'ancien président américain Jimmy Carter à Pyongyang à l'été 1994, Kim Il-Sung accepta de mettre un frein à son programme nucléaire. En octobre 1994, les États-Unis et la RPDC signèrent un Accord-cadre sous le leadership de Kim Jong-Il, qui venait de prendre la tête du pays suite au décès de son père en juillet. Cette entente prévoyait la cessation des activités nucléaires de la Corée du Nord en échange d'aide énergétique, incluant la construction de deux réacteurs nucléaires à eau légère visant à combler ses besoins en énergie. Pyongyang et Washington mettaient ainsi un terme à une période de confrontation de presque deux ans au sujet du programme nucléaire nord-coréen.

¹⁸ Adoptées en 1962, ces directives visaient à 1- faire de tous les soldats des cadres potentiels 2- moderniser toute l'armée 3- armer toute la population 4- faire de tout le territoire une forteresse. L'objectif ultime était de faire de la société nord-coréenne un immense quartier militaire. Pour plus de détails, voir *North Korea Handbook*, Yonhap News Agency, (Séoul : East Gate Book, 2003), p. 676-677.

¹⁹ Hassig et Oh, *The Hidden People*, p. 26.

²⁰ Baird, *op. cit.*, p. 131.

Songun fit ainsi son apparition dans les médias nord-coréens en 1995²¹, l'année suivant la signature de l'entente américano-coréenne. À prime abord, l'émergence apparemment soudaine de cette nouvelle orientation peut laisser perplexe puisqu'à l'époque le régime communiste ne faisait face à aucune menace immédiate, du moins ostensiblement, et que ses relations avec Washington « n'avaient jamais été meilleures²² » selon B. R. Myers. Il faudrait donc voir ailleurs que dans les relations avec les États-Unis les raisons pouvant expliquer cette politique du « tout militaire ».

Méthode politique de mobilisation²³, le relèvement du profil de l'armée pouvait constituer une façon pour le leader fraîchement arrivé au pouvoir de maintenir un contrôle plus serré sur la population et d'assurer la stabilité du régime. En effet, avec la presse nord-coréenne qui continuait d'avertir que la grande guerre avec l'ennemi américain est proche²⁴, il était plus facile de justifier cette mobilisation et un contrôle social accru. Sans vouloir s'éloigner des idées de Kim Il-Sung, le nouveau chef désirait asseoir dès le départ sa crédibilité en mettant de l'avant une politique qui lui serait propre, comme son père l'avait fait avec l'idéologie *Juche*²⁵ dans les années 50. Un article du quotidien *Rodong Sinmun* déclara en 2002 que la politique *Songun* était la « première dans l'histoire qui désignait l'armée révolutionnaire comme force principale de la révolution²⁶ ».

²¹ « Songun Chongch'i (Army First) », *Globalsecurity.org*, En ligne, <<http://www.globalsecurity.org/military/world/dprk/songun-chongchi.htm>>, (page consultée le 10 février 2011).

²² Myers, *The Cleanest Race*, p.52

²³ Chon, Jeung, Choi et Lee, *op. cit.*, p. 17.

²⁴ Hassig et Oh, *The Hidden People*, p. 179.

²⁵ Inscrite dans la constitution, et encore à ce jour l'idéologie officielle de l'État, *Juche* est une idéologie et philosophie volontariste prônant l'indépendance et l'autosuffisance.

²⁶ « Rodong Sinmun calls for advancing along road indicated by army-based idea », *KCNA*, 5 octobre 2005, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 14 novembre 2010).

Selon les autorités, la mise en priorité des questions militaires permettait de surmonter les menaces internes et externes au régime²⁷, puisque cette politique élevait le profil de l'armée et des forces de sécurité en leur accordant plus de ressources financières, matérielles et humaines. Outre l'idée que l'augmentation des capacités militaires était la meilleure façon d'assurer le rayonnement d'une nation, *Songun* constituait également un important vecteur de fierté nationale, et conséquemment l'appui de la population pour ses dirigeants s'en trouvait renouvelé. Ainsi, selon Myers, le militarisme nord-coréen est *a priori* de nature idéologique et ne serait pas à l'origine une réaction aux mouvements politiques des États-Unis²⁸.

Les graves difficultés économiques – diminution de l'aide étrangère, désastres naturels et grave famine – vécues par la RPDC durant la période de succession ont également contribué à l'émergence de *Songun*, puisqu'ancrée dans cette politique se trouvait l'idée du militaire comme moteur de développement économique national. En effet, une analyse officielle nord-coréenne datant de mars 2003 donne un aperçu des fondements idéologiques de la politique militaire en ce qui a trait au développement:

Notre théorie sur la construction d'un État puissant (...) est l'incarnation de la vérité profonde selon laquelle la base de la force nationale est la puissance militaire, et la dignité et puissance d'un pays provient de la bouche d'un canon (...) Dans un État puissant, l'industrie de la défense occupe une position clé et joue le rôle de tête dans l'économie²⁹.

Songun est donc présenté comme une panacée, c'est-à-dire la solution qui permettra au pays de devenir *en temps et lieu* une nation puissante et prospère.

²⁷ Chon, Jeung, Choi et Lee, *op. cit.*, p. 35.

²⁸ B. R. Myers, « Pyongyang' True Ideology », *Wall Street Journal*, 30 juin 2009, p. A12.

²⁹ Cet extrait d'un document nord-coréen est tiré de Nicholas Eberstadt, « The Persistence of North Korea », *Hoover Institution*, Policy Review no 124, 1^{er} octobre 2004, En ligne, <<http://www.hoover.org/publications/policy-review/article/6592>>, (page consultée le 5 novembre 2010).

Comme sa mise en œuvre nécessite une militarisation à outrance, *Songun* est indissociable du processus de sécuritisation, celui-ci étant fondé sur l'idée que la force militaire permet de contrer ce que le régime perçoit comme une menace extraordinaire à la nation.

2.3 La sécuritisation en Corée du Nord : l'acte de langage

La sécuritisation ayant cours actuellement en Corée du Nord se distingue des autres cas observés par la durée du processus et de l'acte de langage. Dans la théorie de l'École de Copenhague, le contexte de l'acte de langage est défini plus étroitement et on y écarte implicitement la possibilité que la sécurité soit construite de façon progressive et sur le long terme³⁰. Il est vrai que généralement, les discours de sécurité qui caractérisent la sécuritisation se manifestent dans des discours ou dans la presse durant une période limitée, pouvant aller de quelques semaines à quelques mois. À cet égard, l'offensive en Irak menée par les États-Unis en mars 2003, et dont nous avons fait état dans le premier chapitre, constitue un cas représentatif. Durant les mois précédant le déclenchement de la guerre, l'administration Bush a présenté le régime de Saddam Hussein et ses armes de destruction massive comme une menace directe à la sécurité des États-Unis dans le but de convaincre la population américaine de la nécessité de frappes militaires. L'acte de langage a eu lieu durant cette campagne intensive de relations publiques qui s'est traduite par de nombreux discours et déclarations martelant l'importance d'agir face au danger irakien.

Dans le cas nord-coréen, la sécuritisation étant un processus de longue haleine, l'acte de langage ne peut être circonscrit dans un laps de temps précis et limité. Il serait possible de reculer non seulement à l'introduction de *Songun* en 1995, mais également à l'ère Kim Il-Sung pour illustrer comment le régime nord-coréen

³⁰ McDonald, *op. cit.*, p. 564.

utilise le langage de la survie et de l'urgence propre à la sécuritisation dans le but de justifier la militarisation de la société. Cependant, nous étudions pour les besoins de ce mémoire la période d'hostilité renouvelée suivant le discours sur l'axe du mal de George W. Bush en janvier 2002. Conséquemment, dans le cas qui nous intéresse, l'acte de langage comprend les articles, les déclarations et communiqués officiels ayant été publiés par la Corée du Nord après son inclusion dans l'axe du mal. L'acte de langage ne peut être limité à une période précise de la dernière décennie ou à une série de discours particulière puisque l'identification et la construction de la menace par les autorités nord-coréennes poursuivent leur cours normal aujourd'hui, même après la mort de Kim Jong-Il. Dans une certaine mesure, l'acte de langage en Corée du Nord constitue un cycle perpétuel et sans fin, par lequel le régime cherche continuellement à justifier à la population l'orientation militaire du pays et la mobilisation massive des ressources économiques, matérielles et humaines.

Le message martelé par les médias et les autorités nord-coréennes est que les États-Unis, aidés de Séoul, sont perpétuellement en train de mener des préparations afin de désarmer ou d'attaquer le pays. N'importe quel événement, déclaration, ou politique émanant de Washington peut servir à nourrir les peurs les plus profondes de la population nord-coréenne. Selon Pyongyang, les exercices militaires régulièrement menés par Washington et Séoul sont autant de preuves que la confrontation est imminente :

Les va-t'en-guerre américains et sud-coréens doivent annuler immédiatement l'aventure des exercices de guerre nucléaire anti-RPDC (...) Les yeux injectés de sang, les États-Unis et l'armée fantoche de la Corée du sud³¹ se préparent à attaquer de manière

³¹ Noter que dans la littérature nord-coréenne de langue anglaise, telles que les déclarations gouvernementales destinées à l'étranger ainsi que les traductions officielles de certains articles, on réfère souvent au voisin du sud comme « south Korea », sans S majuscule, plutôt que « South Korea », ce qui lui conférerait une légitimité que Pyongyang n'est pas prête à accorder.

préventive la RPDC à tout moment, tandis qu'ils mettent sur pied les exercices militaires conjoints Key Resolve et Foal Eagle.³²

Dans la même veine, un article datant de 2002 et provenant du même quotidien déclarait en gros titre : « les impérialistes américains ont effectué de l'espionnage aérien et ont pratiqué des exercices militaires en vue d'une attaque³³ ». Cet article constitue un exemple frappant de construction de la menace dans une optique de sécuritisation. Les États-Unis ont régulièrement effectué des opérations de reconnaissance aérienne sur la péninsule depuis la fin de la Guerre de Corée, ce qui est peu surprenant compte tenu du fait que Washington et Pyongyang n'ont jamais signé de traité de paix et sont techniquement toujours en guerre. Même si les États-Unis n'ont jamais effectué de manœuvres agressives envers la RPDC suite à des activités de reconnaissance aérienne, le régime nord-coréen continue de présenter de telles actions comme des préparatifs pour une invasion. Pyongyang publie même à l'occasion des décomptes du nombre de vols de reconnaissance américains effectués dans le mois³⁴, dans le but évident de souligner et d'exagérer la nature menaçante et malicieuse des États-Unis. Visant à attiser ce climat de paranoïa, la presse a également déclaré que les États-Unis commettaient quatre provocations militaires à l'heure³⁵.

Traités, ententes ou organismes internationaux peuvent également être la cible de la propagande de Pyongyang, poussant les médias et les autorités à parler de

³² Citation du quotidien *Minju Joson*, reprise dans, « Cancellation of anti-DPRK Nuclear War Exercises Urged », *KCNA*, 5 mars 2010, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2010/201003/news05/20100305-06ee.html>>, (page consultée le 30 août 2010).

³³ « Les impérialistes américains ont effectué de l'espionnage aérien et ont pratiqué des exercices militaires en vue d'une attaque » (미제가 1월에 공중정탐행위와 북 침전쟁연습 수많이 감행), *Minju Joson*, 2 février 2002.

³⁴ « North Korea Accuses US of Increasing Aerial Espionage after its Nuclear Test », *Pravda*, 31 octobre, 2006, <<http://english.pravda.ru/news/world/31-10-2006/85293-korea-0/>>, (page consultée le 10 décembre 2010).

³⁵ Hassig et Oh, *The Hidden People*, p. 179.

menace ou à poser la nation en victime malheureuse dans un monde hostile. À titre d'exemple, en 2003, suite au retrait de la Corée du Nord du Traité de non prolifération nucléaire (TNP), les autorités décrivirent le traité comme un outil qui sert « à mettre en œuvre la politique hostile des États-Unis envers la RPDC visant à la désarmer et à détruire son système par la force³⁶ ». Ainsi, non seulement les États-Unis représentent un danger mortel pour la nation, mais les organismes et traités internationaux, tels le TNP, contribueraient aussi à la menace.

Selon les dirigeants nord-coréens, « aucune nation dans le monde n'a autant été exposée à la menace nucléaire et pour une période aussi longue que les Coréens (du nord)³⁷ ». Dans de telles circonstances, les mesures « exceptionnelles » que doit prendre le régime de Kim Jong-Il vont d'elles-mêmes : renforcer les capacités militaires et se doter de la seule arme qui puisse repousser l'agresseur. En effet, selon Pyongyang, « l'accès à l'arme nucléaire a fourni à la RPDC un moyen de dissuasion si efficace que le danger de déclenchement d'une guerre a diminué radicalement sur la péninsule coréenne³⁸ ». En 2003, les autorités avançaient que dans le contexte de menaces militaires de plus en plus explicites de la part des États-Unis, la « seule façon de préserver la paix (...) est d'avoir un puissant moyen de dissuasion³⁹ ». La journée du tout premier essai nucléaire de la Corée du Nord, réalisé le 9 octobre 2006, les médias expliquèrent dans la même veine que cette « réussite scientifique » ainsi que le développement des capacités de défense nationale contribuaient « à la défense

³⁶ Déclaration du gouvernement nord-coréen, *Nautilus Institute*, 10 janvier 2003, En ligne, <http://www.nautilus.org/DPRKBriefingBook/agreements/CanKor_VTK_2003_01_10_dprk_statement_on_withdrawal_from_npt.pdf>, (page consultée le 10 mars 2011).

³⁷ « Foreign Ministry Issues Memorandum on N-Issue », *KCNA*, 21 avril 2010, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 14 novembre 2010).

³⁸ Ibid.

³⁹ Déclaration de KCNA en mai 2003, citée dans Myers, *The Cleanest Race*, p. 57.

de la paix et la stabilité sur la péninsule coréenne et dans les environs⁴⁰ ». Plutôt que de parler d'une mesure défensive visant à dissuader l'ennemi, de telles déclarations manifestent une volonté de dépeindre la développement de l'arme nucléaire comme une *action positive et constructive* dont le résultat est la « paix et la stabilité », plutôt que comme une arme de destruction massive.

Pour les autorités nord-coréennes, les tentatives de forcer la RPDC à mettre un terme à son programme d'armements nucléaires, peu importe la façon dont elles sont exprimées, sont d'autres manifestations de la menace américaine :

Si les États-Unis poursuivent désespérément leur politique hostile visant à isoler et à étouffer la RPDC sous le prétexte de la 'question nucléaire' ou des 'droits de la personne', refusant de coexister avec la RPDC, *celle-ci réagira en augmentant encore ses moyens de dissuasion d'auto-défense*⁴¹. (italiques ajoutées)

Tel qu'illustré par cette déclaration du Ministère des affaires étrangères, Pyongyang est systématiquement placée sur la défensive lorsqu'est mentionné quelque enjeu lié à sa souveraineté, tels les droits civils et la légitimité de posséder l'arme nucléaire.

La rhétorique qui pose la Corée du Nord en victime évoluant dans un monde hostile et un environnement sous haute tension est martelée à répétition afin de justifier la militarisation et les privations qui en découlent. On accuse les États-Unis de vouloir dominer le monde – accusations se poursuivant d'ailleurs depuis l'élection

⁴⁰ « DPRK Successfully Conducts Underground Nuclear Test », *KCNA*, 9 octobre 2006, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2006/200610/news10/10.htm#1>>, (page consultée le 15 novembre 2010).

⁴¹ Déclaration du Ministère des affaires étrangères de la RPDC, reprise dans « U.S. Accused of Trying to Bring Down DPRK System », *KCNA*, 21 décembre 2004, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 30 septembre 2010).

d'Obama⁴² – et de poser une « menace constante à la RPDC après avoir stocké massivement des armes nucléaires en Corée du Sud et dans la région⁴³ ».

Si les États-Unis sont dépeints comme la menace principale à laquelle doit faire face le pays, les autorités n'hésitent pas à rappeler que le danger provient également d'autres sources. Les Coréens – autant au nord qu'au sud – ont toujours entretenu des relations conflictuelles avec le Japon, échaudés par de nombreuses tentatives d'invasions au fil des siècles ainsi que par la colonisation japonaise de la péninsule de 1910 à 1945. Pyongyang saisit toutes les occasions de dénoncer le gouvernement nippon et de déclarer que les forces d'autodéfense japonaises représentent une menace sérieuse à la sécurité en Asie de l'Est⁴⁴. En mars 2010, l'agence de presse centrale dénonça l'augmentation du budget militaire du Japon et avertit que « la RPDC était la cible première de ses actions militaires agressives⁴⁵ ». La scène politique japonaise n'est pas exempte de politiciens de droite et d'extrême droite prônant un plus grand rôle des forces armées ainsi que la ligne dure envers Pyongyang, et chacune de leurs déclarations est promptement rapportée par les médias nord-coréens.

⁴² Lors de notre séjour personnel en Corée du Nord en novembre 2009, une guide du régime expliqua, fidèle à la ligne de parti, qu'elle détestait les Américains et Barack Obama, ce dernier n'étant pas différent de George Bush puisque tout aussi hostile au pays. Illustrant cet état d'esprit, l'agence de presse nord-coréenne écrit en 2010 : « Le léopard peut-il changer ses taches ? Nous pouvons dire la même chose de la nature agressive et prédatrice des États-Unis, les maîtres de l'impérialisme » (6 décembre 2010).

⁴³ Rodong Sinmun, cité dans « U.S. Chiefly to Blame for Posing Threat », *KCNA*, 25 avril 2003. En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 13 novembre 2010).

⁴⁴ « KCNA Blasts Japan's Moves to Become Military Power », *KCNA*, 8 mars 2010, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 1^{er} avril 2010).

⁴⁵ Ibid. Voir également « Japan's Arms Build-Up Blasted », *KCNA*, 11 août 2010, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2010/201008/news11/20100811-05ee.html>>, (page consultée le 10 mars 2011). Cet article dénonce le développement des capacités militaires du Japon et sa « sinistre intention de conquérir l'Asie ».

Dans une moindre mesure, le gouvernement sud-coréen est également une cible de choix de la propagande communiste. Celui-ci est présenté comme complètement soumis aux volontés belliqueuses de l'administration américaine, et ce, encore plus depuis l'arrivée au pouvoir du conservateur Lee Myung-Bak en 2008. La presse du régime communiste parle invariablement de l'armée sud-coréenne comme d'une « armée fantoche » et fait référence au parti de Lee Myung-Bak en tant que « groupe de traîtres ». Les épithètes accolées au gouvernement Lee et à l'armée témoignent du refus de Pyongyang d'accorder quelque reconnaissance que ce soit à Séoul. Parlant du président sud-coréen, le quotidien *Rodong Sinmun* déclara en octobre 2008 que « le traître a complètement réduit la Corée du sud à une colonie des États-Unis⁴⁶ » et que le système qu'il met en place « vise à déclencher une guerre d'agression contre le nord, apportant les nuages noirs de la guerre et menaçant la paix sur la péninsule coréenne⁴⁷ ». Les politiques mises en œuvre par Séoul sont régulièrement décriées et taxées d'illégales, les médias nord-coréens critiquant les « actes criminels du groupe conservateur au pouvoir⁴⁸ ». Selon la propagande, les Coréens du sud ne sont pas agressifs en soi, la nation coréenne étant de nature pacifique, mais sont en proie à un gouvernement corrompu et soumis aux volontés des impérialistes américains.

⁴⁶ Rodong Sinmun, repris dans « Lee Myung Bak's Moves to Intensify Fascist Dictatorship Assailed », *KCNA*, 16 octobre 2008, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2008/200810/news16/20081016-15ee.html>>, (page consultée le 10 mars 2011).

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Rodong Sinmun, repris dans « Strong Action against "Cooperation" with Outsides Urged », *KCNA*, 2 avril 2010, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 13 novembre 2010).

2.3.1 L'acte de langage en Corée du Nord : une rhétorique efficace ?

Mis en œuvre avec tous les instruments de propagande à la disposition du régime, l'acte de langage est donc pour les Coréens du nord une réalité quotidienne. Néanmoins, il y a lieu de se demander si cette rhétorique de sécurité atteint la cible. La population nord-coréenne est-elle sensible aux avertissements du régime sur la menace externe, et conséquemment accepte-t-elle les mesures prises pour y faire face ? Les réponses à ces questions ne peuvent être que spéculatives, compte tenu de la fermeture du pays aux étrangers et de l'impossibilité de mesurer le degré d'approbation de la population. Des sondages et enquêtes ont été réalisés afin de connaître les opinions politiques de réfugiés nord-coréens installés en Chine ou en Corée du Sud⁴⁹. Si les résultats obtenus peuvent être éclairants, ils ne peuvent pas nécessairement être appliqués à l'ensemble des Nord-Coréens puisque les réfugiés constituent un groupe spécifique dont les opinions politiques sont quasi automatiquement défavorables, par opposition à un échantillon aléatoire de la population.

Comme les Nord-Coréens – hormis certaines personnes occupant des positions privilégiées – n'ont pas accès à l'internet et très peu aux médias étrangers, ils sont peu exposés à des messages qui divergent de la propagande officielle. Certes, le « cordon de l'information » entourant le pays n'est plus aussi serré qu'avant. Des informations sur le monde extérieur sont de plus en plus disponibles – illégalement – et les gens ont moins d'inhibitions quant à la consommation de renseignements allant à l'encontre de la ligne officielle du régime⁵⁰. Un nombre croissant de gens achète sur le marché noir des DVD et CD en provenance principalement de la Chine et de la Corée du Sud. Les Nord-Coréens savent maintenant pour la plupart que les Chinois et

⁴⁹ Voir entre autres Stephan Haggard et Marcus Noland, *Political Attitudes Under Repression : Evidence from North Korean Refugees*, East-West Center Working Papers, No.21 (Mars 2010), de même que Hassig et Oh, *The Hidden People*.

⁵⁰ Haggard et Noland, *Political Attitudes*, p. 20

leurs voisins du sud sont plus prospères qu'eux, et après des années de mauvaise gestion économique, leur respect pour le leader décline⁵¹. En effet, comme l'expriment avec justesse Hassig et Oh, « il est difficile, après tout, de rester unis autour d'un échec⁵² ». Néanmoins, dû aux « conditions facilitatrices⁵³ » de ce processus de sécuritisation, telle l'absence d'une pluralité de points de vues et de sources de renseignements, on doit penser que la population accepte, à tout le moins passivement, le discours sur la menace externe et les mesures militaires qui en découlent.

Si le mécontentement à l'égard du régime est à la hausse, il n'en demeure pas moins que dans un système fondé sur la répression et la surveillance, toute forme de résistance ou de dissidence est pratiquement impossible. Ceux qui oseraient s'exprimer contre les politiques gouvernementales s'exposeraient à des peines sévères⁵⁴. Ainsi, contrairement à l'acte de langage dans un pays démocratique, le succès du discours sécuritaire en Corée du Nord n'est pas tributaire de la réception de la population, puisque celle-ci est prise pour acquis, ou plus précisément n'est pas prise en compte. L'acte de langage étant prononcé, les autorités prennent les mesures « extraordinaires » qu'elles estiment nécessaires, sans égard au résultat cet acte. Néanmoins, le régime continue à utiliser tous les outils à sa disposition afin de convaincre la population de l'imminence du danger, puisque si l'acte de langage est accepté, les probabilités de résistance s'en trouvent diminuées.

⁵¹ Hassig et Oh, *The Hidden People*, p. 2.

⁵² *Ibid.*, 1.

⁵³ Matt McDonald décrit les « conditions facilitatrices » comme les « dynamiques, développements et contextes institutionnels » qui permettent le succès de la sécuritisation. Voir McDonald, *op. cit.*, p. 571.

⁵⁴ On estime à environ 200 000 le nombre de prisonniers politiques vivant dans des camps de rééducation en Corée du Nord. Voir le document « North Korea : Internal vs. External Insecurity », Collins : *Contemporary Security Studies*, (Oxford : Oxford University Press, 2007), 3.

2.4 Les acteurs de la sécuritisation

L'identification des acteurs de la sécuritisation nécessite de la part du chercheur qu'il détermine qui sont les individus ou le groupe dont les intérêts sont favorisés par un tel processus, puisque ceux qui prononcent l'acte de langage ne sont pas nécessairement ceux qui sont à l'origine de la sécuritisation. Cette tâche peut être particulièrement ardue avec un objet d'analyse tel que le système nord-coréen, caractérisé par un haut degré d'opacité. En effet, Haggard et Noland rappellent qu'il est « virtuellement impossible pour les étrangers d'être confiants de comprendre le fonctionnement interne de la prise de décision en Corée du Nord⁵⁵ ». Si les renseignements sur le pays et le gouvernement sont aujourd'hui de meilleure qualité qu'ils ne l'étaient durant les premières décennies après sa fondation, il n'en demeure pas moins que la nature du système nord-coréen rend l'analyse ardue. La recherche indépendante à l'intérieur du pays est impossible et les journalistes étrangers sont systématiquement interdits d'entrée, hormis lors de certains événements spéciaux⁵⁶. Néanmoins, ces obstacles de nature méthodologique n'empêchent pas de tirer certaines conclusions sur les rouages de la mise en œuvre de la sécuritisation nord-coréenne.

Étant donné le haut degré de centralisation des structures politiques et la forte concentration du pouvoir entre les mains de Kim Jong-Il et de la très puissante Commission de la défense nationale (CDN) qu'il présidait, l'ancien leader nord-coréen doit être désigné comme principal acteur de la sécuritisation. D'autres individus œuvrant dans les hautes sphères du pouvoir pourraient également être inclus parmi les acteurs de la sécuritisation. Chang Sung-Taek, pour ne nommer que celui-là, est selon plusieurs experts l'une des plus puissantes figures politiques en

⁵⁵ Haggard et Noland, « Sanctioning North Korea », p. 22.

⁵⁶ À titre d'exemple, plusieurs dizaines de journalistes étrangers furent invités à couvrir les célébrations et la parade militaire entourant le 65^e anniversaire de la fondation du Parti des travailleurs de Corée, en octobre 2010.

Corée du Nord⁵⁷, et était considéré comme le bras droit de Kim Jong-Il⁵⁸. Cependant, aucun projet n'échappait à la portée décisionnelle du leader, compte tenu de son fort besoin de contrôle⁵⁹. Toute politique liée à l'orientation propagandiste, la militarisation, et la politique étrangère dépendait de lui. Si la détérioration de son état de santé depuis 2008 l'avait vraisemblablement forcé à réduire ses activités, il demeure difficile de savoir dans quelle mesure l'ancien leader nord-coréen s'appuyait sur ses proches dans la prise de décision⁶⁰. Bien entendu, nous pouvons soupçonner certains hauts placés du régime, tel Chang Sung-Taek, mentionné précédemment, d'avoir eu une influence certaine sur les décisions de Kim en lien avec le processus de sécuritisation. Kim Jong-Un, nommé à des postes importants au sein du régime en septembre 2010 en vue de consolider la succession, entretenait des liens étroits avec son père et aurait pu aussi jouer un rôle dans les questions politiques et militaires. Toutefois, pour les raisons mentionnées plus haut, toute tentative d'évaluer le degré réel de leur influence sur la politique nord-coréenne demeure un exercice spéculatif. Conséquemment, étant donné la centralité du rôle de Kim Jong-Il ainsi que le fait qu'il ait eu le dernier mot dans toutes les décisions en matière de politique étrangère, notre analyse place l'ancien dirigeant nord-coréen comme pièce centrale et acteur

⁵⁷ Ilan Berman, « Obama needs to rethink Pyongyang », *Far Eastern Economic Review*, Octobre 2009, Vol 172, no 8, 38.

⁵⁸ Jerry Guo, « The Regent Behind the Son », *Newsweek*, 26 septembre 2010, En ligne, <<http://www.newsweek.com/2010/09/26/will-kim-jong-un-be-north-korea-s-new-leader.html#>>, (page consultée le 30 novembre 2010). Selon plusieurs observateurs, l'influence de Chang Sung-Taek serait encore plus grande depuis la mort de Kim Jong-Il. Voir notamment Sung-Won Shim et Kiyoshi Takenaka, « North Korean Power-Behind-Throne Emerges as Neighbors Meet », *Reuters*, 25 décembre 2011, En ligne, <<http://www.reuters.com/article/2011/12/25/us-korea-north-power-idUSTRE7BO02I20111225>>, (page consultée le 2 janvier 2012).

⁵⁹ Baird, *op. cit.*, p. 112.

⁶⁰ Il est important de noter cependant que la littérature existante sur la gouvernance de Kim Jong-Il comprend de nombreuses contradictions entre les experts, illustrant à quel point il est difficile de connaître précisément les rouages de la prise de décision au sommet de la hiérarchie. À titre d'exemple, Michael Breen écrit que Kim « sollicite le conseil de ses associés plus que ne le faisait son père » (dans *Kim Jong-il, dictateur nord-coréen*, (Paris : Saint-Honoré Média, 2004), p. 127), alors que Ralph Hassig et Kongdan Oh déclarent que « throughout most of his career, it appears, Kim did not consult with advisors as often as his father did » (*The Hidden People*, p. 41).

principal de la sécuritisation. La mise en œuvre de cette politique constituait sans contredit un puissant outil de mobilisation et de renforcement de légitimité pour Kim, qui contrôlait tous les leviers du pouvoir dont l'armée, son fer de lance. Ce sont en premier lieu les intérêts du dirigeant, de même que ceux des hauts placés du régime, qui sont servis par la sécuritisation.

Rappelons qu'il n'existe pas, en Corée du Nord, de voix alternative. Il n'y a aucun média indépendant, groupe de citoyens ou autre agent qui soit en mesure d'articuler une vision de la sécurité différente de celle présentée par le leadership. De plus, seuls les intérêts des leaders de la nation sont servis par la sécuritisation, puisqu'elle consolide leur position alors que la très grande majorité de la population doit vivre avec les privations directement causées par les mesures prises en réponse à la menace externe.

2.5 L'objet de référence

Une analyse des médias et des déclarations officielles permet de voir que le régime nord-coréen fait allusion à plus d'un objet de référence et que ceux-ci sont intimement liés les uns aux autres. Le régime et les médias présentent la sécuritisation, manifestée entre autres dans *Songun*, comme étant mise en œuvre dans l'intérêt de tout le peuple coréen. Un éditorial du *Rodong Sinmun* datant de 2004 appela le peuple à voir « l'idée *Songun* du leader Kim Jong-Il comme la bouée de sauvetage éternelle de la révolution coréenne⁶¹ ». Manifestant clairement la rhétorique de survie propre au phénomène de la sécuritisation, cette déclaration vise à montrer que sans la mobilisation de l'armée, la Corée révolutionnaire, fondée par Kim Il-Sung il y a plus d'un demi-siècle, ne serait plus.

⁶¹ « Rodong Sinmun on Songun Idea », *KCNA*, 16 juin 2004, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 15 novembre 2010).

En mai 2009, au lendemain du second essai nucléaire, l'Agence de presse centrale de Corée (du Nord) décrit la politique militaire nationale comme « une précieuse épée servant à défendre la *souveraineté nationale et la paix* ». Le même article ajouta plus loin que « la politique hostile des réactionnaires impérialistes tombe à plat face à la puissance de *Songun*⁶² ». On pose ici la souveraineté comme objet de référence.

Dans la même veine, les autorités affirment régulièrement que l'idéologie socialiste et le système politique sont en danger. L'ancien vice maréchal Kim Il-Chol dénonça en 2006 « l'ambition agressive (des États-Unis) de renverser notre système socialiste⁶³ », et le quotidien *Rodong Sinmun* avertit en 2004 de manière encore plus explicite que le *but ultime* de Washington était « de forcer la RPDC à se désarmer et de faire tomber le système socialiste de style coréen⁶⁴ ».

Ainsi, différentes dimensions de l'activité étatique sont déclarées tour à tour en « danger de mort » par les autorités. Comme toutes ces dimensions sont fondamentalement reliées à la sécurité militaire et qu'il s'agit donc d'une menace (perçue comme) pesant sur l'ensemble du pays, nous posons comme objet de référence *l'État nord-coréen*. Celui-ci constitue la seule catégorie pouvant englober à la fois le système politique, l'idéologie, la souveraineté et la révolution nord-coréenne. Dans le cadre de la sécuritisation nord-coréenne, tout revient effectivement à l'État lui-même, dans la mesure où les menaces externes sont toujours décrites dans les termes les plus durs afin de convaincre l'auditoire cible que si celles-ci ne sont pas contrées, l'État nord-coréen tel que nous le connaissons s'éteindra.

⁶² « DPRK's Power increased by Dint of Songun », *KCNA*, 26 mai 2009, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 12 novembre 2010).

⁶³ Patrick McEachern, « North Korea's Policy Process: Assessing Institutional Policy Preferences », *Asian Survey* 49, 3, (mai 2009), p. 541.

⁶⁴ « U.S. Fabrication of False Information under Fire », *KCNA*, 20 décembre 2004, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 12 novembre 2010).

Songun est une partie intégrante du paysage politique, économique et social nord-coréen et ne peut être dissocié du processus de sécuritisation. Ce processus, comme nous l'avons vu, est largement fondé sur un acte de langage caractérisé par sa durée, son intensité et sa virulence. On rappelle quotidiennement à la population que sans l'action et le leadership du dirigeant, l'État nord-coréen cesserait tout simplement d'exister. Afin de mieux comprendre comment la sécuritisation et *Songun* ont contribué à façonner la réalité politique du pays, nous analyserons la politique étrangère nord-coréenne entre les années 2002 et 2010, ainsi que certains facteurs ayant un impact sur la pensée stratégique de Pyongyang.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA CORÉE DU NORD – 2002 À 2010

À la fin du second mandat de Bill Clinton ainsi qu'au tout début des années 2000, peu d'indices laissaient présager la recrudescence de l'hostilité qui allait s'opérer entre Pyongyang et Washington à partir de 2001. À l'aube du nouveau millénaire, la RPDC avait établi des relations diplomatiques avec de nombreux pays occidentaux, ce qui avait été rendu possible notamment par le changement d'attitude de l'administration Clinton, qui ne traitait plus Pyongyang comme un régime criminel¹. Si le programme d'armements nucléaires nord-coréen mis sur pied dans les années 80 continuait d'alimenter les tensions entre les deux pays, celles-ci n'avaient à aucun moment atteint le niveau critique de la première crise nucléaire de 1993 et 1994.

L'arrivée au pouvoir de George W. Bush en 2001 changea la donne des relations Washington – Pyongyang. Les néoconservateurs en poste dans le cabinet de Bush, de même que la majorité des Républicains au Congrès, ne croyaient pas que le gouvernement américain pouvait faire confiance à la Corée du Nord et considéraient comme futile toute négociation avec elle. Ainsi, durant sa première campagne électorale présidentielle, Bush avait dénoncé l'Accord-cadre signé par Washington et Pyongyang en 1994 et qui promettait une aide énergétique à la Corée du Nord en échange de la cessation de ses activités nucléaires. Prônant la ligne dure à l'égard de

¹ Barthélémy Courmont, *L'autre pays du matin calme: les Paradoxes nord-coréens*, (Paris : Armand Colin, 2008), 131.

Pyongyang, les Républicains considéraient que la conclusion d'un accord avec le régime de Kim Jong-Il constituait une stratégie d'apaisement².

L'arrivée de l'administration Bush à Washington signala l'apparition d'une « nouvelle trinité » dans la politique étrangère américaine, composée d'une dose de fondamentalisme néoconservateur, d'une vision du monde manichéenne, et d'un *hypernationalisme* aveuglant³. Cette combinaison explosive et l'unilatéralisme qui en découlait furent à l'origine des tensions subséquentes sur la péninsule coréenne et, comme nous le verrons, eut comme effet de fournir de l'eau au moulin de la machine sécurisatrice du régime nord-coréen. En effet, cette « trinité » dans la politique étrangère de Bush se manifesta dans une volonté d'adopter une ligne dure et intransigeante envers les « États voyous », notamment l'Irak et la Corée du Nord.

3.1 L'axe du mal : les réactions au discours et la réponse nord-coréenne

Le 29 janvier 2002, presque quatre mois après les attentats du 11 septembre, le président Bush prononça son discours annuel sur l'état de l'union. Avec une rhétorique ironiquement caractéristique d'un acte de langage, il déclara au sujet de l'Irak, de l'Iran et de la Corée du Nord, que « des États comme ceux-ci et leurs alliés terroristes constituent un axe du mal, qui s'arment afin de menacer la paix mondiale. En cherchant à obtenir des armes de destruction massive, ces régimes posent une lourde menace et un danger grandissant⁴ ».

² Leon V. Segal, « North Korea : Negotiations Work », *MIT Center for International Studies* 7, 3, (février 2007), 2.

³ S. S. Kim, *op. cit.*, p. 227.

⁴ *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*, The American Presidency Project. En ligne. <<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=29644>>, (page consultée le 17 septembre 2010).

La simple énonciation de ces paroles lourdes de sens et à forte charge idéologique eut des conséquences importantes. D'abord, l'inclusion de la Corée du Nord dans cet axe du mal constituait une stigmatisation douloureuse pour Pyongyang. De plus, l'utilisation du terme « mal » impliquait en soi l'obligation morale pour Washington d'agir pour le contrer. En effet, comment rester impassible face au « mal », avec toute l'immoralité et la dangerosité qui lui sont inhérentes? Enfin, l'adoption de la notion de l'axe du mal en référence à la Corée du Nord signifiait que les États-Unis avaient adopté une politique de refoulement à l'égard de Pyongyang⁵, fermant ainsi la porte à la conciliation. Washington était résolue à ne plus négocier et dorénavant chercherait plutôt à empêcher Pyongyang par tous les moyens – jusqu'aux frappes militaires si nécessaire – de développer son arsenal nucléaire et de menacer la paix. Illustrant cette politique nettement plus agressive, l'administration Bush révéla dans son *Nuclear Posture Review* de 2001 que la Corée du Nord constituait une cible potentielle pour une attaque nucléaire⁶. Ainsi, Washington était elle-même en train de sécuriser la menace nord-coréenne, la dépeignant comme un danger si grand que des frappes préventives pourraient être nécessaires.

Sans surprise, Pyongyang fit rapidement savoir son indignation et sa réaction officielle au discours du président américain fut sans appel. L'Agence de presse centrale de Corée déclara que le discours révélait :

(l)'intention imprudente des États-Unis de s'emparer de la RPDC par la force des armes après l'avoir désignée comme deuxième cible de la 'guerre anti-terrorisme'. Son débordement n'est pas loin d'une déclaration de guerre contre la RPDC, et pourrait encore une fois amener la situation militaire sur la péninsule coréenne au bord du conflit.⁷

⁵ Pierre Rigoulot, *Corée du Nord, État Voyou*, (Paris : Buchet Chaster, 2007), 132.

⁶ Segal, *op. cit.*, p. 2.

⁷ « KCNA on Bush's belligerent remarks », *KCNA*, 2 février 2002, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 1^{er} mars 2010).

Le Ministre de la défense nord-coréen Kim Il-Chol renchérit, dénonçant dans un discours « l'ambition agressive de renverser notre système socialiste », démontrée par les « sorties provocatrices contre notre République, disant que nous sommes un 'axe du mal' et une 'cible pour une attaque nucléaire préventive'⁸ ».

Si des réactions négatives au discours sur l'axe du mal se firent entendre dans de nombreux pays, y compris chez les alliés des États-Unis⁹, il est intéressant de noter que les Sud-Coréens y ont également très mal réagi. En effet, les Coréens des deux pays, malgré leurs différences, ont un fort sentiment d'unicité ethnique, et l'utilisation de l'épithète « mal » au sujet du Nord fut accueillie négativement au Sud¹⁰.

3.2 La seconde crise nucléaire, ou l'hostilité renouvelée (2002-2003)

En octobre 2002, soit dix mois après le discours sur l'état du l'union, le Secrétaire d'État adjoint James Kelly se rendit à Pyongyang, confronta les Nord-coréens, et fit part des soupçons de l'administration Bush sur la reprise du programme nord-coréen d'armements nucléaires en violation de l'Accord-cadre signé en 1994. Suite à cette visite, Kelly annonça que ses interlocuteurs nord-coréens avaient admis l'existence de ce programme secret d'armements nucléaires. Encore aujourd'hui, les raisons motivant cet aveu surprenant sont nébuleuses¹¹. Comme la révélation de l'existence de ce programme constituait le premier événement d'importance dans les

⁸ McEachern, *op. cit.*, p. 541.

⁹ Pour des exemples de ces réactions, voir « Bush's 'Evil Axis' comment stirs critics », *BBC*, 2 février 2002, En ligne, <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/1796034.stm>>, (page consultée le 20 mars 2011).

¹⁰ S. S. Kim, *op. cit.*, p. 233.

¹¹ Selon Samuel S. Kim, il est probable que l'aveu de la RPDC fut motivé par la bellicosité des politiques américaines. Voir *op. cit.*, p. 258.

relations bilatérales depuis le discours sur l'axe du mal, peut-on conclure qu'il s'agissait là d'un message lancé en direction de Washington? Les Nord-Coréens désiraient-ils forcer la main de l'administration Bush afin d'amorcer des négociations et espérer ainsi monnayer leur « nouvelle » carte nucléaire? Toujours est-il qu'à partir de la visite de Kelly, les actions de Pyongyang devinrent de plus en plus défiantes.

Le 12 décembre 2002, la Corée du Nord envoya une lettre à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) afin d'annoncer qu'elle allait redémarrer son réacteur de Yongbyon de même que ses activités dans les autres installations nucléaires qui avaient été gelées suite à l'accord de 1994¹². Elle demanda également à l'organisation onusienne de retirer ses scellés et ses équipements de surveillance dans ses installations nucléaires, puis expulsa les deux inspecteurs de l'AIEA chargés de surveiller les activités nord-coréennes.

Dans un nouveau geste d'éclat, Pyongyang annonça le 10 janvier 2003 son retrait du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui devint effectif le 10 avril. Le régime nord-coréen expliqua sa décision par la nécessité de protéger sa souveraineté, soulignant « l'hypocrisie » de l'AIEA, qui selon Pyongyang se prétend impartiale mais demeure en fait un « serviteur et porte-parole pour les États-Unis¹³ ». Puis, le mois suivant l'annonce de son retrait du TNP, Pyongyang procéda à deux lancements de missiles dans la mer du Japon. Dans un contexte où la rhétorique sécuritaire occupe tout l'univers politique et discursif nord-coréen, ces manœuvres étaient aisément justifiées par l'obligation du régime d'affirmer sa souveraineté face au danger venant des États-Unis. Le retrait du TNP, ainsi que les actions posées précédemment en lien avec le programme nucléaire, ont été facilités

¹² « Chronology of U.S.-North Korean Nuclear and Missile Diplomacy », *Arms Control Association*, En ligne, <<http://www.armscontrol.org/factsheets/dprkchron>>, (page consultée le 9 octobre 2010).

¹³ « Statement of DPRK Government on its withdrawal from NPT », *KCNA*, En ligne, 10 janvier 2003, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 15 novembre 2010).

par le processus sécuritaire et l'acte de langage qui ont fait suite au discours sur l'axe du mal.

3.3 Les pourparlers à six : de ses origines à l'effondrement

La naissance des pourparlers à six sur la dénucléarisation de la Corée du Nord est fondamentalement liée à l'évolution de la stratégie chinoise entre les deux crises nucléaires. Contrastant avec son effacement lors de la crise nucléaire de 1993 et 1994, la Chine a tenu à partir de 2002 un rôle diplomatique de premier ordre dans la question nucléaire nord-coréenne. Son développement accéléré, la nouvelle confiance qui l'habitait en lien avec sa montée en puissance, ainsi que son profond désir de jouer un rôle constructif et d'être perçue comme une puissance responsable ont largement contribué à lui donner l'assurance dont elle fit preuve dans le cadre de sa diplomatie nucléaire post-2003. Ce sont toutefois des facteurs externes qui l'ont principalement poussée à adopter une approche très proactive après être initialement restée sur les lignes de côté¹⁴. La montée des tensions sur la péninsule, causée par les actions provocatrices de Pyongyang ainsi que par la fermeté affichée par Washington à son égard, menaçait de déstabiliser la région, ce dont Beijing tenait absolument à faire l'économie. La crainte d'une action militaire américaine contre la Corée du Nord, sans doute aggravée par le déclenchement de la guerre en Irak en mars 2003, a également joué un rôle dans la redéfinition de la stratégie chinoise¹⁵.

Du 23 au 25 avril 2003, la Chine, les États-Unis et la Corée du Nord tinrent à Beijing des négociations trilatérales afin de discuter du programme nucléaire nord-coréen. Les discussions de trois jours se terminèrent dans la confrontation, les

¹⁴ Robert G. Sutter, *China's Rise in Asia: Promises and Perils*, (Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 2005), p. 162.

¹⁵ Bonnie S. Glaser et Wang Liang, « North Korea: The Beginning of a China-U.S. Partnership? », *The Washington Quarterly*, 31, 3, (été 2008), p. 168.

délégués américains et nord-coréens exposant publiquement leurs récriminations. Le porte-parole du Ministère des affaires étrangères nord-coréen déplora que les États-Unis aient répété que la Corée du Nord devrait démanteler son programme nucléaire avant le dialogue, sans apporter de nouvelles propositions. Beijing déclara toutefois que la rencontre était un « bon début » et que toutes les parties avaient convenu de poursuivre dans la voie diplomatique¹⁶.

Après des mois de tractations et de diplomatie active de la part de la Chine, le 27 août 2003 s'ouvrit à Beijing le premier cycle des pourparlers à six entre la Corée du Nord, la Corée du Sud, les États-Unis, la Chine, la Russie et le Japon. Durant les deux premières années de négociations, les parties réalisèrent des progrès modestes¹⁷, incluant la déclaration conjointe de 19 septembre 2005, dans le cadre de laquelle la Corée du Nord s'engageait à démanteler son programme d'armes nucléaires en échange notamment d'aide énergétique ainsi que l'assurance que l'administration Bush n'avait pas l'intention de l'attaquer. Cependant, des doutes firent rapidement surface quand à la mise en œuvre de l'entente, dus notamment au bras de fer entourant des fonds nord-coréens gelés dans la Banco Delta Asia à Macao. Sans plan d'action visant la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de la déclaration conjointe, cette dernière ne fut pas menée à bout.

Illustrant une nouvelle fois la précarité du processus de dénucléarisation, Pyongyang procéda à son premier essai nucléaire le 9 octobre 2006, près de onze mois après l'ouverture du cinquième cycle de pourparlers. Ce geste d'éclat, que les médias nord-coréens qualifièrent de « grand pas dans la construction d'une nation

¹⁶ « N Korea blames US in nuclear row », *BBC*, 25 avril 2003, En ligne, <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2974213.stm>>, (page consultée le 9 octobre 2010).

¹⁷ James L. Schoff, Charles M. Perry et Jacquelyn L. Davis, *Nuclear matters in North Korea*, (Dulles, Virginia: Potomac Books, 2008), 6.

socialiste puissante et prospère¹⁸ », déclencha une vague de protestations de la part de la communauté internationale et fut suivie le 14 octobre par l'adoption de la résolution 1718 au Conseil de sécurité de l'ONU. Celle-ci interdisait notamment tout autre essai nucléaire ou de missiles balistiques et exigeait des pays membres de l'ONU qu'ils bloquent tous les échanges commerciaux avec la Corée du Nord impliquant des armes de destruction massive ou des équipements reliés à celles-ci.

De retour à la table des négociations en février 2007 pour la troisième phase de ce cycle, les délégués des six pays en vinrent à une entente qui établissait les « actions initiales pour la mise en œuvre de la déclaration conjointe » de septembre 2005. Selon cet accord, Pyongyang promettait de fermer ses installations nucléaires de Yongbyon et de permettre à nouveau la visite d'inspecteurs de l'AIEA en retour d'aide énergétique. Cependant, des différends firent leur apparition concernant l'envoi d'aide en Corée du Nord ainsi que le rapport complet que celle-ci devait fournir afin de divulguer toutes ses activités nucléaires. Conséquemment, l'entente de 2007, tout comme la déclaration conjointe de septembre 2005, ne fut jamais respectée.

Le 5 avril 2009, le régime de Kim Jong-Il annonça avoir effectué avec succès le lancement d'une fusée mettant en orbite un satellite de communication dans le cadre de son « programme spatial pacifique ». La table était mise pour l'effondrement des négociations. Même si la fusée s'était en réalité écrasée dans l'océan Pacifique, cette annonce provoqua un concert de protestations de la part des États-Unis, du Japon, de la Corée du Sud et de l'Union européenne, ceux-ci soupçonnant que le lancement constituait en fait un test de missile à longue portée¹⁹. Le 13 avril 2009, le Conseil de sécurité de l'ONU diffusa une déclaration

¹⁸ « DPRK Successfully Conducts Underground Test », *KCNA*, 9 octobre 2006, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 21 mars 2011).

¹⁹ « North Korea space launch 'fails' », *BBC*, 5 avril 2009, En ligne, <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7984254.stm>>, (page consultée le 10 novembre 2010).

présidentielle qui condamnait le lancement de fusée et appelait à de nouvelles sanctions, affirmant que le lancement contrevenait à la résolution 1718 qui interdisait à Pyongyang de mener des activités liées à son programme de missiles balistiques²⁰. La réaction de Pyongyang fut prompte ; dès le lendemain, le Ministère des affaires étrangères déclara que la condamnation du Conseil de sécurité constituait une « moquerie intolérable envers le peuple coréen²¹ » et ajouta que la Corée du Nord ne participerait plus jamais aux négociations à six, mettant un terme au processus de dénucléarisation. À peine un mois plus tard, le Ministère des affaires étrangères nord-coréen renchérit, avançant « (qu')il est maintenant absolument impossible pour la République populaire démocratique de Corée de même envisager d'abandonner ses armes nucléaires²² ». Dans le même communiqué, le ministère annonça que la RPDC allait mettre sur pied un programme d'enrichissement de l'uranium, en plus de leur programme nucléaire fondé sur le plutonium.

La controverse concernant le lancement de la fusée à peine passée, Pyongyang procéda à un second essai nucléaire le 25 mai 2009, lequel, expliqua la presse nationale, s'inscrivait « dans le cadre des mesures visant à renforcer sa force nucléaire de dissuasion pour l'auto-défense²³ ». En caractérisant ainsi l'essai nucléaire de mesure d'auto-défense, le régime utilisait alors une rhétorique propre à une démarche classique de sécuritisation, puisqu'il cherchait à convaincre son

²⁰ « Security Council Condemns Launch by Democratic People's Republic of Korea, Agrees to Adjust Travel Ban, Assets Freeze, Arms Embargo Imposed in 2006 », *Security Council*, En ligne, <<http://www.un.org/News/Press/docs/2009/sc9634.doc.htm>>, (page consultée le 5 novembre 2010).

²¹ « DPRK Foreign Ministry Vehemently Refutes UNSC's "Presidential Statement" », *KCNA*, 14 avril 2009, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 10 novembre 2010).

²² « DPRK Foreign Ministry Declares Strong Counter-Measures against UNSC's "Resolution 1874" », *KCNA*, 13 juin 2009, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2009/200906/news13/20090613-10ee.html>>, (page consultée le 30 septembre 2010).

²³ « KCNA Report on One More Successful Underground Nuclear Test », *KCNA*, 25 mai 2009, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 15 novembre 2010).

auditoire – autant la population nord-coréenne que la communauté internationale dans ce cas – du caractère indispensable d'une telle action pour assurer sa survie.

D'une force supérieure au premier essai en 2006, cette explosion souterraine contrevenait directement à la résolution 1718 du Conseil de sécurité et fut suivie le 12 juin de l'adoption à l'unanimité de la résolution 1874. Cette dernière renforça essentiellement les mesures imposées par la résolution 1718 et introduisit également un « sévère système d'interdiction²⁴ » qui appela notamment les pays membres de l'ONU à inspecter tous les chargements à destination ou en provenance de la Corée du Nord qui se trouveraient sur leur territoire. Au début 2012, les pourparlers n'avaient toujours pas repris, plus de quatre ans après le dernier cycle de négociations.

3.4 La politique étrangère nord-coréenne : le facteur Washington

L'élément ayant l'impact le plus important sur les décisions nord-coréennes est la relation avec les États-Unis. Le « facteur Washington », principale source de danger aux yeux du régime, occupe depuis la fondation de la République démocratique populaire de Corée en 1948 une place centrale dans sa pensée stratégique²⁵, autant sous Kim Il-Sung que Kim Jong-Il. Les forces armées américaines sont présentes en permanence en Corée du Sud²⁶ depuis le début de la Guerre de Corée en 1950 et leur proximité rend leur impact sur Pyongyang d'autant

²⁴ « Report to the Security Council from the Panel of Experts established Pursuant to Resolution 1874 (2009) », Version finale, 2009, p. 1.

²⁵ Pour une analyse approfondie de l'importance des États-Unis dans la pensée stratégique nord-coréenne, voir S. S. Kim, *op. cit.*, p. 225-295. Voir aussi Jonathan D. Pollack, qui écrit que « the United States has loomed very large in Pyongyang's calculations », dans *No Exit : North Korea, Nuclear Weapons and International Security*, (Oxon, Angleterre : Routledge, 2011), p.15.

²⁶ En 2011, les forces armées des États-Unis en Corée (USFK) comptent 28 500 soldats et membres du personnel.

plus important. Les calculs politiques du leadership politique nord-coréen se font ainsi en grande partie à travers le prisme de sa perception de la menace externe, principalement représentée par les États-Unis. Il est donc impossible d'analyser la politique étrangère de Pyongyang sans examiner sa façon de percevoir les États-Unis et le rôle qu'elle voudrait jouer face à eux. La présence américaine en Asie et sur la péninsule est pour Pyongyang un facteur indépassable ; sans l'inimitié historique entre les deux pays, nul doute que la Corée du Nord aurait emprunté une voie différente. Outre la guerre de Corée, une panoplie d'incidents, de confrontations et de crises opposant les deux pays ont influencé le cours des affaires péninsulaires. Quant au programme d'armements nucléaires de Pyongyang, si les motivations initiales derrière celui-ci peuvent sembler nébuleuses, les États-Unis ont assurément eu un poids important dans la décision de se doter de l'arme nucléaire.

Compte tenu de leur présence militaire sur la péninsule et de son importance stratégique pour les deux Corées, les États-Unis constituent, pour le meilleur et pour le pire, le facteur externe qui exerce le plus d'influence sur la politique étrangère de la Corée du Nord et sur le règlement de la question nucléaire. Plus que les politiques de Beijing, ce sont les actions américaines qui ont les répercussions les plus importantes sur les décisions nord-coréennes en matière de dénucléarisation²⁷. Comme l'a exprimé un expert chinois des relations Chine – Corée du Nord, « la voie de la dénucléarisation passe par Beijing, mais les États-Unis sont le joueur clé²⁸ ». Certes, les leaders chinois, étant donné leurs liens étroits avec les dirigeants à Pyongyang,

²⁷ Compte tenu de l'opacité de la prise de décisions à Pyongyang, toute évaluation de l'influence d'acteurs externes sur le régime de Kim Jong-Il relève en partie de la spéculation. Pour des auteurs appuyant l'idée que nous avançons sur l'influence des États-Unis, voir notamment S. S. Kim, *op. cit.*, p. 233, et Yongho Kim et Myung Chul Kim, « China in the North Korean Nuclear Quagmire: Rethinking Chinese Influence on North Korea », *Issues & Studies* 44, 3, (Septembre 2008), p. 151. En revanche, de nombreux auteurs avancent que Beijing est l'acteur ayant le plus d'influence sur Pyongyang. Voir notamment Hui Zhang, "Ending North Korea's Nuclear Ambitions". *Arms Control Today* 39, 6, (Juillet/août 2009), p. 21-27.

²⁸ Entrevue personnelle de l'auteur de ce mémoire avec le professeur Yu Wanli de l'Université de Pékin. Beijing (Chine), 2 novembre 2009.

peuvent faire pression sur ces derniers, et l'ont déjà fait à plusieurs reprises par le passé²⁹. Cependant, les deux essais nucléaires de 2006 et 2009, qui ont été effectués en dépit du profond désaccord et des pressions de Beijing, ont démontré hors de tout doute que l'influence chinoise est limitée. En revanche, Pyongyang est attentive à tout mouvement de Washington puisque c'est avec l'administration américaine que le régime nord-coréen souhaite avant tout négocier et signer un traité de paix. Souvent perçus comme des provocations gratuites, les gestes d'éclat posés par Pyongyang en lien avec son programme nucléaire peuvent avoir des causes diverses. Outre les considérations liées au prestige national et aux impératifs de la sécuritisation, ces actions servent souvent à attirer l'attention et à faire pression sur Washington afin d'entrer en négociations directes avec elle, comme nous le verrons plus tard.

Tout comme durant les premières années après la fondation de la RPDC, les États-Unis sont encore aujourd'hui omniprésents dans l'imaginaire collectif nord-coréen. La couverture médiatique des États-Unis est uniformément négative³⁰. D'innombrables articles et panneaux de propagande font référence à « l'empire américain » (미제), des livres et des films de fiction mettent en scène les « crimes » commis par les Américains³¹, et les médias font constamment état des politiques de Washington et des menaces qu'elles posent, tel que nous l'avons démontré dans le chapitre précédent. Outre la propagande médiatique, les autorités ont d'autres moyens à leur disposition pour assurer que la population n'oublie pas la menace américaine. À titre d'exemple, le système d'éducation, où la haine fait partie de l'enseignement³², sert à renforcer cet état d'esprit. Tandis qu'on inculque cette profonde antipathie et la

²⁹ À titre d'exemple, en 2003, la Chine a interrompu pendant trois jours l'approvisionnement en pétrole de la Corée du Nord, ce que plusieurs analystes ont perçu comme un avertissement visant à exercer une plus grande pression sur Pyongyang.

³⁰ Hassig et Oh, *The Hidden People*, p. 185.

³¹ Pour une analyse de la propagande anti-américaine dans l'art nord-coréen (littérature, cinéma, peinture), voir Myers, *The Cleanest Race*.

³² Breen, *op. cit.*, p. 82.

peur de l'autre, on exalte toutes les réussites nord-coréennes et on célèbre la « coréanité », en accord avec une idéologie profondément ancrée dans un « nationalisme xénophobe³³ ». La fomentation délibérée de cette haine envers les États-Unis par les autorités est une manifestation patente de cette idéologie.

Compte tenu de la haine que suscitent les États-Unis en Corée du Nord, il peut sembler surprenant, *a priori*, que Pyongyang cherche à normaliser ses relations avec Washington et à conclure un traité de paix depuis les années 70. En effet, à plusieurs reprises, Kim Il-Sung entreprit des initiatives diplomatiques visant à mettre fin à la confrontation avec les États-Unis et à assurer la non-agression mutuelle³⁴. Lors d'une session de l'Assemblée suprême du peuple en mars 1973, la Corée du Nord suggéra pour la première fois d'entamer des négociations directes avec les États-Unis et de remplacer l'armistice par un traité de paix³⁵. En 1977, Kim Il-Sung ajouta dans une entrevue au journal *Le Monde* qu'il était prêt à normaliser les relations avec Washington³⁶. D'autres initiatives diplomatiques furent entamées jusqu'ici, mais pour diverses raisons, incluant un manque de volonté du côté américain ou des exigences trop strictes, les efforts de Pyongyang visant à conclure un traité de paix n'ont pas produit les résultats escomptés. Ce désir de longue date exprimé par la Corée du Nord démontre avant tout la réelle crainte qu'inspire les États-Unis chez les dirigeants à Pyongyang. Si un traité de paix et la normalisation des relations ne sauraient éliminer complètement les risques de conflits entre les deux

³³ Balazs Szalontai et Sergey Radchenko, « North Korea's Efforts to Acquire Nuclear Technology and Nuclear Weapons: Evidence from Russian and Hungarian Archives », *Woodrow Wilson International Center for Scholars*, Cold War International History Project – Working Paper #53, 22. B. R. Myers qualifie également l'idéologie nord-coréenne de nationaliste et xénophobe, parlant même de « nationalisme paranoïaque », dans *The Cleanest Race*, p. 165.

³⁴ Pour un résumé des premières initiatives diplomatiques de Pyongyang, voir Narushige Michishita, « Signing a Peace Agreement : Issues for Consideration », *International Journal of Korean Unification Studies* 19, 1, (2010), p. 30-1.

³⁵ Chon, Jeung, Choi et Lee, *op. cit.*, p. 5.

³⁶ S. S. Kim, *op. cit.*, p. 249.

États, cela poserait à tout le moins les bases pour des rapports moins belligérants et instituerait un mécanisme facilitant le règlement des différends.

3.4.1 Le facteur « survie »

Pour reprendre la phrase de Buzan, Waeber et de Wilde, « la sécurité concerne la survie³⁷ ». Intimement associées à la perception de la menace et au processus de sécuritisation, les considérations liées à la survie politique du régime nord-coréen influencent durablement la politique étrangère de Pyongyang. La politique étrangère nord-coréenne, tout comme ses actions posées dans le cadre du processus de sécuritisation et de la politique *Songun*, vise à assurer la survie d'un régime affligé depuis longtemps d'une mentalité d'assiégé. Presque toutes les décisions de Kim Jong-Il furent subordonnées à cet objectif, et force est d'admettre que jusqu'à maintenant le régime a été extrêmement habile et persistant dans la poursuite de ce but³⁸. Durant la première crise nucléaire et la grande famine du milieu des années 90, nombreux furent les experts qui affirmèrent que la chute du régime de Kim Jong-Il était imminente. Cette perspective était également répandue dans les cercles politiques occidentaux. En effet, durant plusieurs années, les leaders de Washington et d'autres capitales voyaient le régime nord-coréen comme un « phénomène » temporaire³⁹, celui-ci devant composer avec de nombreux problèmes, dont une économie en déclin rapide, situation causée notamment par la perte de l'aide économique de l'Union soviétique au début des années 90. Grâce à une combinaison d'assistance de la Chine et de la Corée du Sud, ainsi qu'à des manœuvres diplomatiques permettant à Kim Jong-Il d'obtenir des concessions en jouant la carte

³⁷ Buzan, Waeber et de Wilde, *op. cit.*, p. 21.

³⁸ Andrei Lankov, « Pyongyang : Rules of Engagement », *The Pacific Review*, 16, 4, (2003), p. 614.

³⁹ Berman, *op. cit.*, p. 37-38.

nucléaire, le régime parvint à assurer sa survie. Si aujourd'hui la Corée du Nord vit une période trouble suite à la succession de Kim Jong-Il, sa survie politique à court terme ne semble pas menacée. Échaudés par les prédictions erronées des années 1990, peu de spécialistes osent maintenant prédire l'effondrement prochain du régime communiste, quoique cette perspective connaisse certain un regain de vie depuis 2009⁴⁰.

Nonobstant les opinions émanant de l'étranger sur les perspectives de survie du régime, il ne fait aucun doute que les hauts placés à Pyongyang, tout comme la population, sentent leur existence menacée par les États-Unis. Que le gouvernement américain vise réellement la chute de Pyongyang ou non n'a ici pas d'importance. Pour reprendre la phrase célèbre du sociologue W.I. Thomas, « si les hommes définissent des situations comme réelles, celles-ci sont réelles de par leurs conséquences⁴¹ ». Les hauts placés du régime craignent pour leur survie, et ceci a un impact sur les décisions politiques. Certes, les autorités exagèrent l'imminence et l'importance de la menace externe (voir *chap.2*, p.46), comme le font d'ailleurs tous les systèmes politiques⁴², et l'instrumentalisent pour justifier les différentes mesures prises. Cependant, la perception de l'existence du danger est à la base bien réelle.

Pour comprendre comment est né le sentiment de danger qui afflige le leadership nord-coréen et pourquoi il persiste, certains éléments méritent d'être rappelés. D'abord, l'alliance militaire entre la République de Corée (Corée du Sud) et les États-Unis, l'une des plus durables et solides dans la région, a été explicitement formée dans le but de contrer la menace communiste venant du nord. La présence de

⁴⁰ Andrei Lankov, « Revival of 'Collapse' Theory », *The Korea Times*, 7 novembre 2010. En ligne, <http://www.koreatimes.co.kr/www/news/opinion/2010/11/137_75895.html>, (page consultée le 8 novembre 2010).

⁴¹ W.I. Thomas and D.S. Thomas. *The Child in America: Behavior Problems and Programs*. (New York: Knopf, 1928), p. 571-2.

⁴² Ballard, *op. cit.*, p. 232.

soldats américains a été presque toujours constante en Corée du Sud, avec aujourd'hui un peu moins de 30 000 épaulant l'armée sud-coréenne. Il faut également considérer que l'équilibre militaire sur la péninsule a inexorablement tourné en faveur de Séoul, surtout depuis que la Russie et la Chine ont arrêté de vendre certains équipements militaires à la Corée du Nord dans les années 90⁴³. De plus, les armées américaine et sud-coréenne mènent conjointement des exercices militaires de grande envergure depuis plusieurs années, dans des démonstrations de force visant à dissuader toute action provocatrice nord-coréenne. Andrew Mack utilise une analogie révélatrice afin de remettre en perspective la menace qui, d'après Pyongyang, pèse sur elle. Il imagine les conséquences possibles si la Corée du Nord menait des exercices militaires avec la Russie, qui aurait des dizaines de milliers d'hommes postés sur la péninsule, dans des manœuvres dirigées clairement vers la Corée du Sud. Si en plus la Russie refusait d'exclure l'option de frappes nucléaires sur le sud et que l'équilibre militaire favorisait clairement Pyongyang, la Corée du Sud prendrait inévitablement des mesures pour se doter rapidement de l'arme nucléaire⁴⁴. Vu sous cet angle, il devient plus facile de comprendre l'ampleur de la menace telle que perçue par la Corée du Nord.

3.4.2 *Le programme nucléaire comme outil de politique étrangère*

Le développement d'une force de dissuasion adéquate, en l'occurrence l'arme nucléaire, constituait aux yeux du régime de Kim Jong-Il le meilleur outil afin d'assurer sa survie. Cependant, la décision de mettre sur pied un programme nucléaire ne répondait pas uniquement à des considérations d'ordre sécuritaire. En

⁴³ Andrew Mack, « The Nuclear Crisis on the Korea Peninsula », *Asian Survey* 33, 4, (avril 1993), p. 341.

⁴⁴ *Ibid.* 344.

effet, des documents d'archives récemment rendus publics par la Hongrie et la Russie, deux alliés de Pyongyang durant la Guerre froide, montrent que Kim Il-Sung tenait à ne pas tirer de la patte dans un domaine aussi important que la technologie nucléaire face à la Corée du Sud et ses alliés de l'Europe de l'est⁴⁵. La question du prestige national jouait donc un rôle important. Encore aujourd'hui, la rhétorique employée dans les médias nord-coréens lorsqu'ils traitent du programme nucléaire laisse clairement voir que le régime utilise ses avancées technologiques et ses capacités militaires pour susciter l'appui et la fierté de la population.

Toutefois, si les avantages intangibles du programme nucléaire – prestige, fierté, unité – sont indéniables, la diplomatie nucléaire sert aujourd'hui principalement à solidifier la position du régime. Compte tenu des conditions économiques désastreuses, d'une armée certes importante en effectifs mais gravement sous-équipée ainsi que d'un isolement accru sur la scène internationale, l'arme nucléaire constitue pour Pyongyang son seul atout dans ses interactions avec les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud. Mettant l'accent sur l'utilité de la carte nucléaire pour Pyongyang, Samuel Kim écrit que jusqu'à maintenant, « la RPDC a cherché à utiliser son programme d'armements nucléaires comme un instrument de politique étrangère à usages multiples, fongible et rentable⁴⁶ ». Force est d'admettre que cet objectif a dans l'ensemble été atteint, puisque cet « instrument » de politique étrangère a permis à Pyongyang d'obtenir de nombreuses concessions de ses interlocuteurs depuis les années 90.

En effet, le régime de Kim Jong-Il préconisait une stratégie que certains observateurs qualifient de « diplomatie par extorsion⁴⁷ ». Dans le cadre de celle-ci, il

⁴⁵ Szalontai et Radchenko, *op. cit.*, p. 21.

⁴⁶ S. S. Kim, *op. cit.*, p. 256.

⁴⁷ « Nuclear Weapons Program », *Globalsecurity.org*, En ligne, <<http://www.globalsecurity.org/wmd/world/dprk/nuke.htm>>, (page consultée le 15 mars 2011).

contrôlait la teneur de ses relations extérieures, posant des gestes provocateurs afin d'obtenir ce qu'il désirait avant de retourner dans l'isolement⁴⁸. En faisant volontairement grimper la tension, comme ce fut le cas lors des deux essais nucléaires et du lancement de sa fusée, Pyongyang souhaite attirer l'attention et être perçue comme une menace dans le but de forcer les États-Unis à négocier directement avec elle ou à lui concéder quelque chose pour qu'elle retourne à sa position précédente, faisant ainsi le jeu du régime nord-coréen.

À quelques reprises, Pyongyang a posé certains gestes exigés par ses interlocuteurs en lien avec son programme nucléaire en retour d'une aide économique ou d'une concession quelconque. À cet égard, quelques épisodes méritent d'être rappelés. Suivant l'entente signée en février 2007 lors des pourparlers à six sur la dénucléarisation, le régime nord-coréen déclarait en juillet avoir fermé ses installations nucléaires de Yongbyon, ce qui fut confirmé par l'AIEA après l'envoi d'une équipe d'inspecteurs. En retour, la Corée du Nord reçut ses premières livraisons de pétrole, l'entente prévoyant à terme l'envoi d'un million de tonnes pour la fermeture de toutes les installations nucléaires⁴⁹. Certes, cette étape constituait pour Pyongyang un recul pour son programme nucléaire, mais la fermeture de Yongbyon n'était pas irréversible et le régime de Kim Jong-Il ne touchait pas à son arsenal existant, estimé à entre six et douze armes nucléaires. En avril 2009, durant la période de haute tension ayant suivi le lancement de la fusée nord-coréenne, Pyongyang déclarait avoir réactivé les installations de Yongbyon afin d'extraire des barres de combustible de son réacteur nucléaire⁵⁰. Que cette déclaration ait constitué du bluff

⁴⁸ Hassig et Oh, *op. cit.*, p. 250.

⁴⁹ « UN Confirms N Korea Nuclear Halt », *BBC*, 16 juillet 2007, En ligne, <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6900184.stm>>, (page consultée le 9 octobre 2010).

⁵⁰ « Foreign Ministry Spokesman on Reprocessing of Spent Fuel Rods », *KCNA*, 25 avril 2009, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 21 mars 2011).

ou non, le simple fait qu'elle ait été prise au sérieux illustre clairement le caractère réversible de la fermeture initiale du complexe scientifique.

En octobre 2008, le régime nord-coréen obtenait de Washington son retrait de la liste des États fournissant un soutien au terrorisme (*State sponsors of terrorism*), sur laquelle elle figurait depuis 1988, et dont l'inclusion était accompagnée de restrictions économiques. Afin d'obtenir ce gain, Pyongyang avait dû fournir un rapport complet détaillant son programme nucléaire et permettre une vérification de ses installations. Il n'y avait cependant aucune façon d'établir la véracité du document fourni par Pyongyang, et de nombreux analystes craignaient que celui-ci ne cache certains aspects essentiels des activités nucléaires nord-coréennes⁵¹. Plus tôt, en juin de la même année, Washington avait également mis fin à l'application du *Trading with the Enemy Act* pour la Corée du Nord, facilitant les importations de produits nord-coréens et ses transactions financières internationales. Encore une fois, les mesures prises par Pyongyang afin d'obtenir ces concessions de Washington eurent des effets minimes sur son programme nucléaire.

Ainsi, depuis 2002, le régime nord-coréen est parvenu à obtenir, entre autres, diverses formes d'aide économique, le dégel de 25 millions de dollars lui appartenant dans une banque de Macao, son retrait de la liste des pays soutenant le terrorisme et la fin des restrictions liées au *Trading with the Enemy Act* de Washington, ainsi que la reconnaissance implicite de son statut d'État nucléaire. Elle a également continué à recevoir une aide en nourriture et en pétrole de la Corée du Sud, surtout sous la présidence de Roh Moo-Hyun. En retour, Pyongyang a posé des gestes limités pour mettre un frein à ses activités nucléaires, y compris certains gestes d'éclat comme la destruction très médiatisée d'une tour de refroidissement à Yongbyon en juin 2008. Tel que mentionné précédemment, le régime de Kim Jong-Il n'a jamais eu à toucher à

⁵¹ « US to Ease North Korea Sanctions », *BBC*, 26 juin 2008, En ligne, <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7476625.stm>>, (page consultée le 9 octobre 2010).

ses réserves de plutonium ou aux armes nucléaires qu'elle détenait déjà. Il pouvait de toute façon se permettre de fermer ces centres de recherche et complexes nucléaires puisqu'il n'avait pas besoin fabriquer de nouvelles armes nucléaires⁵². De plus, la révélation en novembre 2010 faite par le scientifique américain Siegfried Hecker concernant l'existence en Corée du Nord de nouvelles installations nucléaires ultramodernes tend à démontrer que Pyongyang continuait à mener clandestinement un programme d'enrichissement de l'uranium, malgré les sanctions de l'ONU et les ententes préalables.

Nous voyons ainsi que l'arme nucléaire joue pour le régime nord-coréen beaucoup plus qu'un rôle strictement lié à la défense nationale et la dissuasion. La maîtrise de la technologie nucléaire répondait à l'origine non seulement à des objectifs militaires mais également à des considérations de nature propagandiste, Kim Il-Sung voulant faire de ce programme un vecteur de fierté nationale. Aujourd'hui, en plus de son utilité au plan intérieur, le programme nucléaire constitue un outil de politique étrangère à géométrie passablement variable, servant tour à tour à extraire des concessions de ses interlocuteurs, à dissuader toute entreprise militaire à son encontre, ou encore à acquérir des revenus supplémentaires en vendant de la technologie à l'étranger.

Parmi les neuf pays⁵³ possédant l'arme nucléaire, la Corée du Nord constitue de loin le plus pauvre et le plus faible. Mais tandis que les huit autres États nucléaires ont principalement développé cette arme pour affirmer leur statut de grande puissance – ou de puissance régionale – et assurer leur sécurité, l'arme nord-coréenne est un instrument polyvalent et monnayable. De plus, en règle générale, le développement technologique et l'applicabilité des armements nucléaires n'occupent plus une place

⁵² Andrei Lankov, « Why N. Korea Won't Give Up Its Nuclear Weapons », *The Chosunilbo*, 4 mai 2007, En ligne, <http://english.chosun.com/site/data/html_dir/2007/05/04/2007050461029.html>, (page consultée le 5 novembre 2010).

⁵³ États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, Inde, Pakistan, Israël et Corée du Nord.

prépondérante dans la pensée stratégique des autres puissances nucléaires. Avant l'essai nucléaire réalisé par la Corée du Nord en 2006, les dernières explosions remontaient à 1998 au Pakistan et en Inde, illustrant du même coup la désuétude grandissante de l'arme nucléaire et la réprobation généralisée dont elle fait désormais l'objet. En revanche, l'arme nucléaire occupe encore et toujours une place prédominante et indépassable dans la pensée stratégique et la politique étrangère de Pyongyang. Il s'agit là du caractère unique de l'arme nucléaire nord-coréenne.

L'étude de la période 2002-2010 donne un aperçu de la teneur des relations entre Washington et Pyongyang depuis la fin de la Guerre de Corée. Si certains moments ont laissé entrevoir de brèves lueurs d'espoir quant à un possible rapprochement, les relations ont été caractérisées par un état de confrontation politique quasi constant. La présence des États-Unis ainsi que les impératifs liés à la survie politique du régime sont deux facteurs immédiats qui ont eu un impact certain sur la pensée stratégique du régime de Kim Jong-Il. L'arme nucléaire doit également être vue comme un « outil » qui influence non seulement les actions nord-coréennes mais également l'approche de ses interlocuteurs à son égard. Dans la dernière partie, nous allons voir comment, de manière plus globale, le processus de sécuritisation contribue à modeler la politique étrangère de Pyongyang.

CHAPITRE IV

LA SÉCURITISATION ET SON IMPACT SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE NORD-CORÉENNE

Le processus de sécuritisation mis en œuvre par le régime nord-coréen, de même que la politique *Songun* qui y est liée, est à l'origine d'un environnement politique qui influence inévitablement la conduite de sa politique étrangère. Les efforts qui sont investis pour dépeindre le monde externe comme une menace constante – laquelle est représentée au premier chef par les États-Unis – produisent des pressions et des contraintes quant à la façon de réagir face au danger. En effet, dans un environnement social et politique où l'accès à des sources de renseignements externes ou alternatives est extrêmement limité, les appels aux armes et à la défense de la nation proclamés par les médias – qui, bien entendu, représentent la voix du gouvernement – conditionnent les actions et les mesures que le régime peut prendre face à la menace. Nous expliquerons dans ce chapitre comment la construction et le discours sur la menace externe – l'acte de langage – ainsi que les mesures qui en découlent influencent globalement la politique étrangère de Pyongyang. Nous analyserons également les motivations derrière la sécuritisation ainsi que l'utilité de sa mise en œuvre pour le régime de Kim Jong-Il.

4.1 L'acte de langage et le conditionnement politique des autorités

Malgré un contrôle extrêmement serré de la population et de son environnement cognitif, le régime nord-coréen estime avoir besoin de constamment

expliquer, justifier et légitimer ses actions en lien avec sa politique. La propagande médiatique qui est continuellement servie aux Nord-Coréens au sujet de la menace américaine, japonaise et sud-coréenne constitue pour les autorités une façon peu coûteuse de susciter sinon l’approbation explicite, à tout le moins l’acquiescement tacite de la population à la militarisation à outrance et aux inévitables privations qui en découlent.

Cependant, la propagande gouvernementale ne fait pas qu’uniquement présenter et relater l’existence du danger qui guette la nation. Elle appelle également les citoyens à se préparer à la guerre et exalte sans arrêt la puissance du pays et de l’Armée populaire de Corée (voir figure 4.1). De plus, elle fait régulièrement part – de façon plus ou moins directe – des mesures prises par les dirigeants pour contrer la menace. Comme nous le verrons plus loin, le développement de l’arme nucléaire en constitue une illustration frappante, puisque l’on justifie continuellement le programme nucléaire par l’existence de la menace nucléaire américaine et de la « politique hostile » de Washington envers Pyongyang.



Figure 4.1. Propagande militaire à Pyongyang. Exaltant la puissance de l’armée et de la politique de Kim Jong-Il, on y lit « Longue vie à la grande victoire de la politique *Songun* ! ». Lors de notre séjour à Pyongyang en 2009, de nombreuses affiches semblables occupaient le paysage urbain (Photo : Benoit Hardy-Chartrand).

La rhétorique employée par les médias et dans les affiches politiques et les communiqués est souvent belliqueuse et parsemée d'images violentes et sensationnalistes (voir figure 4.2). L'impact de ces mots ne peut être pris à la légère. Dans la mesure où la rhétorique est unidimensionnelle, unidirectionnelle, et surtout incontestée (et incontestable), elle contribue à créer chez les leaders nord-coréens une certaine culture politique qui restreint considérablement les choix qui s'offrent à eux. Cette culture politique renforce à son tour la teneur agressive du discours, dans un cercle vicieux dont il devient difficile de sortir.



Figure 4.2. Panneau de grande dimension situé à Pyongyang, contenant les paroles « Quiconque s'attaque à notre fierté fera face à notre jugement, où qu'il soit », avec l'image d'un énorme poing écrasant un soldat américain sur une carte de l'Amérique du Nord. (Photo : Éric Lafforgue. Utilisée avec la permission du photographe)

Si par exemple un article du *Rodong Sinmun* ou du *Minju Joson* appelle à une réponse musclée face à un événement donné, les options des autorités s'en trouvent limitées. En effet, une réponse modérée serait considérée comme inappropriée, ou pire, pourrait être perçue comme faible, ce qui constituerait un risque important dans un État fortement nationaliste où le gouvernement a constitué sa légitimité en grande partie sur sa prétention de tenir tête au monde externe et de répliquer sévèrement à toute attaque contre lui. La crédibilité et la légitimité du régime sont donc en jeu, un aspect d'autant plus critique que celui-ci doit constamment s'assurer de maintenir un certain appui de la population face aux succès de son voisin du sud¹. Comme cet appui est déjà vacillant, tel que nous l'avons vu dans le second chapitre, les hauts dirigeants du régime sont fort probablement davantage réticents à prendre des risques et à s'éloigner de la ligne dictée par la propagande. Ceux-ci, rappelons-le, sont avant tout préoccupés par leur survie politique, et ont pleinement conscience que la perte de légitimité pourrait à terme provoquer leur chute.

Même lorsque la propagande n'invoque pas de mesure particulière en réponse à la menace perçue, le bellicisme présent dans presque toutes les communications (médias, communiqués, discours) pose des contraintes sur l'action gouvernementale. Le 22 janvier 2002, le quotidien *Minju Joson* déclarait que la Corée du Nord n'allait pas demeurer un « spectateur passif » devant les manœuvres américaines visant à la faire tomber dans le cadre de ses actions visant la domination du monde². Cet article paraissait quelques semaines après le dépôt par le Département de la défense américain du *Nuclear Posture Review*, dans lequel la Corée du Nord faisait partie des sept pays constituant une cible potentielle d'une attaque nucléaire des États-Unis. Puis, quelques jours après la parution de l'article, George W. Bush prononçait son

¹ Myers, « Pyongyang's True Ideology ».

² Minju Joson, cité dans « U.S. wild ambition for world domination Under fire », *KCNA*, 22 janvier 2002, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 14 novembre 2010).

discours sur l'état de l'union dans lequel il incluait la Corée du Nord dans l'axe du mal.

Le début de l'année 2002 fut donc marqué par une intensification de la rhétorique anti-américaine, alors que le régime nord-coréen se montrait plus ferme et laissait très peu de place au dialogue. La tension était tout aussi vive au début octobre 2002, après que les Nord-Coréens eurent admis pour la première fois à l'émissaire américain James Kelly l'existence d'un programme nucléaire clandestin. Quelques semaines après la visite de Kelly à Pyongyang, un autre article du *Minju Joson* affirmait, dans une rhétorique remarquablement similaire à celle du 22 janvier, « que la RPDC ne (pouvait) pas rester les bras croisés pendant que les États-Unis attendent l'occasion de s'emparer d'elle par la force³ ». Un mois et demi plus tard, elle annonçait la réactivation du réacteur de Yongbyon, et au début janvier 2003, elle annonçait son retrait du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Sans préciser les mesures à prendre face au danger posé par les États-Unis, les passages cités illustrent tout de même l'état d'esprit des autorités et la teneur des appels lancés quasi quotidiennement par ceux-ci.

Bien entendu, les exhortations présentes dans la propagande n'obligent pas forcément Pyongyang à agir. Par exemple, les autorités nord-coréennes promettent de répliquer presque à chaque fois que l'armée sud-coréenne et/ou l'armée américaine effectuent des exercices militaires de routine sur la péninsule ou autour de celle-ci. Ces exercices sont systématiquement dénoncés comme un acte d'agression et une preuve de la préparation d'une attaque contre la Corée du Nord. La grande majorité des menaces de représailles aux exercices militaires demeure toutefois sans suite. Cependant, l'attaque surprise du 23 novembre 2010, lors de laquelle l'armée nord-

³ Minju Joson, cité dans « U.S. urged to drop its hostile policy towards DPRK forthwith », *KCNA*, 26 octobre 2002, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 30 août 2010).

coréenne a effectué plus d'une centaine de tirs d'artillerie sur l'île sud-coréenne de Yeonpyeong et tué quatre Sud-Coréens – officiellement en réponse à un exercice militaire de l'armée du Sud – rappelle que les menaces de Pyongyang ne peuvent être prises à la légère. Même sans passer de la parole aux actes, ce genre de rhétorique guerrière contribue inmanquablement à renforcer la culture politique que nous venons d'évoquer. Au strict minimum, elle lie les mains du gouvernement et rend difficile l'adoption d'une politique plus conciliante, puisque cela serait perçu comme une capitulation.

4.2 La sécuritisation et l'arme nucléaire

L'acte de langage, comme nous l'avons vu précédemment, consiste à convaincre un auditoire donné de la nature existentielle de la menace afin que celle-ci soit combattue par la mobilisation des ressources de l'État. Le programme nucléaire nord-coréen constitue à cet égard l'une des facettes les plus probantes du processus de sécuritisation.

Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, à l'origine, la mise sur pied du programme nucléaire nord-coréen n'était pas uniquement motivée par l'insécurité, mais également par la volonté de Kim Il-Sung d'en faire une source de prestige et de fierté nationale. Dans la dernière décennie, en revanche, la menace américaine était constamment invoquée par le régime de Kim Jong-Il pour expliquer la nécessité de développer et de posséder une force de dissuasion suffisante pour y faire face. Les médias et les communiqués officiels nord-coréens rapportent avec une régularité déconcertante les moindres documents émanant des États-Unis ainsi que toute parole de politiciens ou d'hommes militaires américains qui démontreraient que le pays constitue la cible d'une attaque américaine, et que celle-ci l'oblige à posséder l'arme nucléaire.

Le discours du régime sur la question nucléaire est révélateur de la culture politique dans laquelle baignent les décideurs du régime et de la réalité qu'ils tentent de transmettre au public. Le 4 octobre 2002, pendant la visite du Secrétaire d'État adjoint des États-Unis James Kelly, venu à Pyongyang discuter de la question nucléaire, *Rodong Sinmun* fit paraître un article dans lequel on déclarait : « Les États-Unis envisagent même l'utilisation d'armes nucléaires contre la RPDC après l'avoir incluse dans l'axe du mal et désignée comme cible d'une attaque nucléaire. Cela contraint la RPDC à développer encore plus ses capacités d'auto-défense⁴ ». En février 2010, l'Agence de presse centrale de Corée écrivit que « la RPDC (avait eu) accès à la dissuasion nucléaire en dépensant des sommes d'argent colossales tout en se serrant la ceinture et en surmontant toutes sortes de difficultés et d'épreuves. Cela était une mesure d'auto-défense pour faire face à la menace nucléaire américaine⁵ ».

Certains éléments de ces citations sont particulièrement dignes de mention. Dans les deux passages, on fait clairement ressortir que la responsabilité du « problème » nucléaire repose entièrement sur les épaules de Washington, puisque ce sont ses actions menaçantes qui ont contraint Pyongyang à se doter de l'arme nucléaire. La Corée du Nord est posée en victime qui a été forcée contre son gré à emprunter cette avenue exceptionnelle. Le régime lance le message que sans l'arme nucléaire, la nation nord-coréenne ne pourrait survivre. Tout ce discours entourant le programme d'armements nucléaires correspond explicitement au caractère extraordinaire de la menace et des réponses politiques qu'ont décrit Buzan, Weaver et de Wilde dans leur travaux sur la sécuritisation.

⁴ « Rodong Sinmun on DPRK Armed Forces », *KCNA*, 4 octobre 2002. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/item/2002/200210/news10/04.htm#9>>, (page consultée le 30 septembre 2010).

⁵ « KCNA Snubs Calls for DPRK's Dismantlement of Nukes », *KCNA*, 19 février 2010. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/item/2010/201002/news19/20100219-07ee.html>>, (page consultée le 20 février 2010).

Le second élément essentiel du message du régime est que les contraintes liées à la nécessité de défendre la nation justifient les privations dont le peuple fait les frais. Comme nous l'avons vu au premier chapitre, tout gouvernement, aussi autoritaire soit-il, doit justifier et légitimer la sécuritisation puisque celle-ci ne peut être simplement imposée. Dans le cas nord-coréen, après avoir expliqué à la population que le développement de l'arme nucléaire était la seule façon de survivre, on lui rappelle que la survie nationale a un prix, celui des privations et des sacrifices continuels. Cette rhétorique a pour effet non seulement de justifier les difficultés vécues par la population jusqu'à maintenant, mais permet également de légitimer quasi perpétuellement la poursuite de l'arme nucléaire, au moins tant que le leadership arrivera à dépeindre de façon crédible les États-Unis comme une menace directe pour la nation.

Notons que tout en justifiant sans relâche son programme nucléaire, Pyongyang professe avec véhémence sa volonté de voir la péninsule dénucléarisée⁶, message qui est destiné autant aux Nord-Coréens qu'à la communauté internationale. Le discours sur la dénucléarisation permet non seulement de faire preuve de bonne volonté face à la communauté internationale mais aussi de montrer à la population nord-coréenne la fidélité du régime aux volontés de Kim Il-Sung, qui avait déclaré avant sa mort souhaiter la dénucléarisation de la péninsule.

⁶ « Kim Jong-Il répète sa volonté de désarmer », *La Presse*, 8 février 2010, En ligne. <<http://www.cyberpresse.ca/international/asie-oceanie/201002/08/01-947662-kim-jong-il-repete-sa-volonte-de-desarmer.php>>, (page consultée le 20 mars 2011). Voir également le discours du Ministre des affaires étrangères de la Corée du Nord, « DPRK Proposes to Start of Peace Talks », *KCNA*, 11 janvier 2010, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2010/201001/news11/20100111-03ee.html>>, (page consultée le 10 avril 2011).

4.3 L'arme nucléaire et l'impact sur la sécurité régionale

La politique étrangère de la RPDC repose en grande partie sur la « diplomatie nucléaire ». Dans cette optique, l'arme nucléaire ne constituait pas qu'une fin en soi, mais également un outil de politique étrangère permettant, aux yeux du régime de Kim Jong-Il, d'assurer sa survie ainsi qu'une position avantageuse dans ses interactions avec la communauté internationale. Le fait de posséder cet outil de dissuasion conditionne aussi bien la politique étrangère de Pyongyang que celle des pays ayant des intérêts sur la péninsule. Un pays possédant l'armée nucléaire n'approche pas ses relations étrangères de la même façon qu'un autre qui ne dispose que d'armes conventionnelles. C'est donc en partie sous cet angle que nous devons comprendre comment la sécuritisation institutionnalisée par le régime nord-coréen influence la façon dont celui-ci mène ses relations avec les différents intervenants, entre autres dans le cadre des pourparlers à six sur la dénucléarisation de la péninsule.

Depuis les années 90, alors que le programme nucléaire de la Corée du Nord a fait son apparition sur l'agenda de sécurité internationale, Pyongyang a forcé les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon à réajuster leur stratégie face à la nouvelle menace. D'un petit État isolé dont les forces militaires conventionnelles étaient certes imposantes en nombre mais technologiquement peu développées, la Corée du Nord est devenue un État récalcitrant possédant la force dissuasive de l'arme nucléaire, prêt à se servir de celle-ci comme outil de négociation, et selon toute vraisemblance disposé à vendre de la technologie et son expertise à l'étranger⁷. À plusieurs reprises, comme nous l'avons vu, et ce, bien souvent dans le cadre des négociations sur la dénucléarisation, le régime nord-coréen a « utilisé » la carte nucléaire en faisant

⁷ Pour citer un exemple récent, plusieurs sources affirment que le réacteur nucléaire détruit par Israël en Syrie en 2007 était de fabrication nord-coréenne. Pour les accusations de Washington concernant la collaboration Corée du Nord – Syrie, voir notamment Greg Miller et Paul Richter, « U.S. Opens Dossier on Syrian Facility », *Los Angeles Times*, 25 avril 2008, En ligne, <<http://articles.latimes.com/2008/apr/25/world/fg-ussyria25>>, (page consultée le 10 juin 2011). Voir aussi J. Pollack, *op. cit.*, p.136.

miroiter la possibilité de faire marche arrière en retour de concessions de la part des États-Unis et de la Corée du Sud.

Durant le règne de Kim Jong-Il, si la plupart des experts s'entendaient pour dire que l'utilisation de l'arme nucléaire par Pyongyang constituerait un suicide politique, la perception passablement répandue de Kim comme dirigeant « irrationnel », conjuguée aux immenses difficultés économiques qui pouvaient rendre le régime plus audacieux, était suffisante pour forcer les États voisins à faire preuve d'une grande prudence à l'égard de Pyongyang⁸. Alors que les puissances régionales cherchaient auparavant à empêcher les régimes de Kim père et fils d'avancer dans la voie de la nucléarisation, elle tentent depuis la fin de la décennie 2000, avec les États-Unis en tête, d'endiguer la Corée du Nord tout en demeurant prêts à reprendre les pourparlers à six si Pyongyang respecte certaines conditions.

Une stratégie utilisée à maintes reprises par le régime nord-coréen consiste à provoquer délibérément une augmentation de la tension sur la péninsule afin de justifier les manœuvres subséquentes⁹. Il pose d'abord un geste perçu comme une provocation par la communauté internationale, obligeant celle-ci à réagir. Les condamnations qui s'en suivent, qu'elles soient sous la forme de déclarations officielles ou de sanctions économiques, sont ensuite présentées par Pyongyang comme une preuve de l'hostilité à son égard et de la menace qui pèse sur elle. Cela permet ainsi au régime de justifier ses politiques militaire et nucléaire.

⁸ Une illustration de cette prudence envers Pyongyang est la réponse passablement modérée de la Corée du Sud et de la communauté internationale à la suite de l'attaque nord-coréenne sur l'île de Yeonpyeong, le 23 novembre 2010.

⁹ Une stratégie semblable fut utilisée par Pyongyang dès les années 70. En 1974 et 1993, le régime de Kim Il-Sung a entrepris des initiatives diplomatiques dans le but de convaincre les États-Unis de la nécessité de conclure un traité de paix, puisque selon Pyongyang, la tension était vive et le risque de guerre élevé. Le régime a ensuite posé certaines actions militaires afin de faire monter la tension et de « créer la situation qui correspondait à sa logique ». Voir à ce sujet Michishita, « Signing a Peace Agreement », p. 32.

Le lancement d'un satellite de communication ainsi que le second essai nucléaire, effectués respectivement en avril et mai 2009, sont une illustration probante de cette approche. Les semaines précédant ces événements avaient été d'abord marquées par des efforts de propagande visant à montrer la nécessité de la militarisation et d'une vigilance constante. À titre d'exemple, le quotidien *Minju Joson* avait déclaré le 24 mars 2009 que les « graves tensions militaires provoquées par les États-Unis sur la péninsule (obligeaient) la RPDC à renforcer ses capacités de dissuasion¹⁰ ». Puis, le lancement du satellite de communication eut lieu le 5 avril. Les protestations de la communauté internationale et la condamnation officielle du Conseil de sécurité de l'ONU qui firent suite au lancement furent promptement dénoncées par Pyongyang et utilisées pour justifier son retrait des négociations sur la dénucléarisation et sa volonté d'augmenter ses capacités nucléaires d'auto-défense. La situation demeura tendue durant plusieurs semaines, et les médias nord-coréens continuèrent à parler de la menace d'une attaque étrangère¹¹. Moins d'une semaine après la condamnation officielle de l'ONU, le régime déclara par l'entremise du quotidien *Rodong Sinmun* que l'augmentation de ses capacités nucléaires était la mesure la plus juste en réponse à la crise provoquée par la déclaration du Conseil de sécurité¹². Quelques jours plus tard, on écrivit dans le *Minju Joson* que la gravité de la situation faisait en sorte que « la seule chance de survie de l'humanité (était) de développer sa propre force et de s'en remettre à elle¹³ ». Il est intéressant, par ailleurs,

¹⁰ « Aim Sought by U.S. in Relocating Its Forces Overseas Disclosed », *KCNA*, 24 mars 2009, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 10 novembre 2010).

¹¹ « Anti-DPRK War Hysteria of U.S. and S. Korean Puppet Army Brass hats Flailed », *KCNA*, 17 avril 2009, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2009/200904/news17/20090417-18ee.html>>, (page consultée le 1^{er} novembre 2010).

¹² « Rodong Sinmun Refutes UNSC's "Presidential Statement" », *KCNA*, 19 avril 2009, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2009/200904/news19/20090419-08ee.html>>, (page consultée le 29 septembre 2010).

¹³ « UNSC's 'Presidential Statement' Rebuked », *KCNA*, 22 avril 2009, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2009/200904/news22/20090422-14ee.html>>, (page consultée le 20 mars 2011).

de noter l'importance qu'accorde le régime à sa propre lutte, puisque ce discours laisse entendre que la survie du peuple coréen équivaut à celle de l'humanité toute entière. Une telle déclaration dépeint indirectement la nation nord-coréenne comme le fer de lance de la lutte anti-impérialiste. Outre la portée universaliste de cette phrase, le message est constant et sans équivoque : l'augmentation de ses capacités militaires et nucléaires demeure la seule option envisageable.

Le régime nord-coréen respecta sa parole quant au développement de « sa propre force », puisque le 25 mai, à peine sept semaines après le lancement du satellite, le régime effectua son second essai nucléaire malgré les avertissements répétés de Washington et de Séoul. Au début juin, le régime persista et signa, alors qu'il déclara qu'en raison de la politique hostile des États-Unis, il se voyait dans l'obligation de continuer à renforcer ses capacités de dissuasion afin d'assurer la paix sur la péninsule¹⁴. Le 12 juin 2009, le Conseil de sécurité approuva à l'unanimité la résolution 1874 qui imposait de nouvelles sanctions contre Pyongyang. Dès le lendemain, le Ministre des affaires étrangères de la RPDC annonça trois mesures pour répondre à la résolution qui, selon le communiqué nord-coréen, illustre « l'animosité » de la communauté internationale envers le pays. Le régime annonça en premier lieu qu'il allait utiliser à des fins militaires la totalité du plutonium récemment extrait de ses barres de combustible. Puis, il annonça qu'il allait mettre sur pied un programme d'enrichissement de l'uranium. Finalement, il avertit que toute tentative par les États-Unis et ses alliés de lui imposer un blocus serait considérée comme un acte de guerre et entraînerait une réplique militaire¹⁵.

¹⁴ « U.S. Supply of Military Equipment to S. Korea under Fire », *KCNA*, 2 juin 2009, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2009/200906/news02/20090602-08ee.html>>, (page consultée le 2 mars 2011).

¹⁵ Voir la déclaration du Ministre, « DPRK Foreign Ministry Declares Strong Counter-Measures », *op.cit.*

Kim Jong-Il et les haut placés du régime s’attendaient forcément à ce que les actions posées en avril et mai 2009 provoquent de fortes réactions au sein de la communauté internationale, d’autant plus que les Américains et leurs alliés avaient averti Pyongyang des possibles conséquences qu’elles pourraient entraîner. Ainsi, il est difficile de ne pas voir ces événements comme étant, du moins en partie, le résultat de calculs stratégiques du leader nord-coréen. Comme les mesures annoncées par Pyongyang le 13 juin 2009 auraient été difficilement justifiables sans la résolution de l’ONU, il serait surprenant que celles-ci n’aient pas été préparées à l’avance. L’annonce de la mise sur pied d’un programme d’enrichissement d’uranium ne peut pas, vraisemblablement, être le résultat d’une décision impulsive du régime, à moins qu’elle ne soit que du bluff. Dans cette optique, ces mesures ne sauraient être vues comme une réaction intempestive du régime mais plutôt comme le résultat d’un plan préétabli. Évidemment, les actions de Pyongyang peuvent répondre à d’autres considérations. Les gestes d’éclat peuvent être posés par exemple dans le but de forcer les États-Unis à retourner à la table de négociations. Il est toutefois difficile d’ignorer dans ce cas l’utilité pour Pyongyang d’une crise sur la péninsule¹⁶. L’idée selon laquelle certaines actions nord-coréennes seraient le résultat d’un plan préétabli s’inscrit aisément dans la démarche sécurisatrice. L’objectif ultime du processus est de justifier par un discours instrumental les mesures qui permettent au régime de Kim Jong-il – et maintenant Kim Jong-Un – de survivre dans cet « environnement hostile ». Dans le but d’assurer sa survie,

¹⁶ Cette proposition appuie l’idée selon laquelle le comportement international de la Corée du Nord ne serait pas irrationnel mais froidement calculé. L’histoire semble donner raison à cette hypothèse. Mis à part quelques épisodes lors desquels les Nord-Coréens ont commis certains gestes qui auraient pu facilement dégénérer (par exemple, le meurtre à la hache de deux officiers américains par des soldats nord-coréens dans la zone démilitarisée en 1976, la capture du USS Pueblo en 1968), des documents de la Guerre froide récemment déclassifiés provenant d’alliés de Pyongyang semblent indiquer que son comportement était, dans la plupart des cas, tout à fait rationnel : « les actions provocatrices nord-coréennes ont souvent été planifiées longtemps à l’avance et ont été coordonnées avec des manœuvres diplomatiques, ce qui indique que les leaders du Parti des travailleurs de Corée étaient des acteurs plus rationnels que ce que l’on suppose parfois ». Szalontai et Radchenko, *op. cit.*, p. 13.

Pyongyang semble parfois procéder, tel que nous l'avons évoqué, en suivant une séquence d'actions coordonnées qui visent à renforcer sa position.

4.4 De l'utilité de la sécuritisation pour le régime de Kim Jong-Il

La voie de la sécuritisation, dans sa dimension stratégique plutôt que théorique, fut sciemment empruntée par Kim Il-Sung avant d'être renforcée et institutionnalisée avec la politique *Songun* sous le leadership de Kim Jong-Il. Pourquoi le régime de ce dernier considérait-il que la sécuritisation de la menace étrangère contribuait à l'atteinte de ses objectifs ? Outre Kim Jong-Il, quels individus ou groupes en bénéficiaient ? Dans l'optique stratégique, la sécuritisation consiste avant tout à convaincre le public ciblé de l'existence d'une menace ou d'un ennemi dans le but de mettre en œuvre des mesures d'exception, quitte à recourir à la *construction et l'exagération* du danger.

La « construction » d'un ennemi commun n'est évidemment pas un phénomène nouveau en relations internationales. Les leaders nationaux ont de tout temps instrumentalisé l'existence – construite ou réelle – de la menace étrangère afin de rallier la population derrière eux. L'exagération, voire la fabrication d'une menace, caractérise en effet presque tous les systèmes politiques¹⁷. Les États-Unis, dans l'un des épisodes les plus frappants de sécuritisation dans les dernières années, l'ont fait en 2003 avec le régime de Saddam Hussein, ce que nous avons exposé dans le premier chapitre. On peut également considérer qu'ils le faisaient avec le régime Kim Jong-Il. Dans le domaine de la sécurité sociale, certains politiciens européens ont érigé l'immigration illégale en menace pour la nation. La construction de la menace

¹⁷ Ballard, *op. cit.*, p. 232.

externe est le propre des systèmes démocratiques autant que des systèmes autoritaires.

Cependant, ce qui distingue la sécuritisation nord-coréenne, c'est non seulement l'intensité, la virulence et la longue durée du discours sécuritaire, mais également la portée des mesures prises en réponse à la menace. À bien des égards, l'acte de langage proféré par les autorités dure depuis la fondation du pays. Les efforts du régime en matière de sécuritisation sont rendus plus efficaces par les particularités du contexte politique et social nord-coréen – une des « conditions facilitatrices » décrites par McDonald et l'École de Copenhague – dans lequel l'accès à l'information non sanctionnée par le régime est très limité¹⁸.

De plus, la présence d'une Corée du Sud prospère et démocratique à ses portes oblige le régime à fonder sa légitimité sur d'autres sources que l'économie – contrairement à son voisin chinois, où le Parti communiste tire une part importante de son appui de la croissance économique. La défense du système distinct de la Corée du Nord et de l'important héritage de Kim Il-Sung représente une source de légitimité non négligeable mais fragile, puisqu'elle ne résulte pas en l'amélioration de la qualité de vie de la population. En revanche, la présence des États-Unis, la superpuissance mondiale posée en ennemi juré de la nation, donne au régime nord-coréen la justification nécessaire pour poursuivre la militarisation excessive de la société et le développement des capacités nucléaires, deux objectifs exigeant des sacrifices importants.

La sécuritisation, dans la mesure où elle permet au régime de maintenir un contrôle accru sur la population et de justifier son programme nucléaire, doit être vue comme une stratégie de survie. Ainsi, Pyongyang aurait-elle intérêt à ce que le conflit

¹⁸ Ralph Hassig et Kongdan Oh écrivent « qu'aucun autre pays au monde n'investit autant d'énergie et de temps à disséminer une idéologie », dans *North Korea Through the Looking Glass*, (Washington: Brookings Institution Press, 2000), p. 12.

avec Washington, et dans une moindre mesure avec Séoul et Tokyo, perdue ? Compte tenu de ce que nous avons vu jusqu'ici, nous pourrions répondre par l'affirmative. Le système politique et social de la Corée du nord a été bâti pour supporter la pression, et comme l'explique Ruediger Frank, « n'a aucune défense contre un comportement amical¹⁹ ». Ainsi, selon Frank, la politique sud-coréenne de la main tendue (*Sunshine Policy*), instituée par le président Kim Dae-Jung en 1998 et poursuivie par son successeur Roh Moo-Hyun jusqu'en 2008, a rendu la Corée du Nord « sans défense » face à son voisin. Bien sûr, Pyongyang a su profiter des largesses de Séoul, avec l'augmentation des échanges bilatéraux ainsi que de l'aide économique et alimentaire. Cependant, ce rapprochement relatif rendait moins crédible la propagande qui avait toujours affirmé que le gouvernement sud-coréen était hostile et complètement soumis aux « impérialistes » américains.

En outre, alors que l'objectif ultime de la politique de la main tendue était d'amener le Nord à s'ouvrir et à instituer des réformes²⁰, Pyongyang s'est plutôt retranché davantage dans la voie nucléaire. Certes, comme nous l'avons vu, les relations avec les États-Unis de Bush ont probablement contribué encore plus au durcissement de Pyongyang que toute considération liée à la politique de Séoul. Il est

¹⁹ Ruediger Frank, « Dreaming an impossible dream? Opening, reform and the future of the North Korean economy », *Global Asia*, Vol. 4 no 2, (été 2009), 22. D'autres auteurs abondent dans le même sens. B. R. Myers écrit qu'à voir la propagande anti-américaine et l'intensification de celle-ci lors des moments d'apparente accalmie, la seule conclusion qui s'impose est que le régime craint que la population cesse de percevoir les États-Unis comme un ennemi, puisque cela le priverait d'une justification importante de sa propre existence. Dans le même ouvrage, il écrit que « l'amitié américaine serait (...) plus dangereuse que son hostilité ». Voir *The Cleanest Race*, p. 150 et 167. Pierre Rigoulot écrit pour sa part que l'élection de Kim Dae-Jung et l'avènement de la *Sunshine policy* en 1998 a placé Pyongyang dans une situation difficile : « Reconnaître que le « fascisme » de Séoul se révélait plus respectueux de la démocratie que ce que la propagande avait proclamé (était) difficile à avouer », écrit-il. Voir *op. cit.*, p. 101-102.

²⁰ Cette ouverture opérée par Séoul durant une décennie pourrait même être vue, dans une certaine mesure, comme une tentative de *désécuritiser* la politique étrangère du régime de Kim Jong-Il. Cependant, comme l'ont vu les administrations Kim et Roh au Sud, le système nord-coréen ne se prêtait pas au démantèlement de l'édifice de la sécuritisation. À propos de la *désécuritisation*, voir Chap. 1, p.26.

possible, cependant, que les ouvertures sud-coréennes au régime de Kim Jong-Il aient contribué paradoxalement à la volonté de ce dernier d'affirmer l'hostilité du monde à son égard et d'agir en conséquence. Certains critiques conservateurs en Corée du Sud ont qualifié d'échec la politique de la main tendue, faisant valoir que la « nature trompeuse » de la Corée du Nord ne permettait pas de préconiser une approche fondée sur la réciprocité²¹.

Ainsi, est-ce possible de penser que l'élection du conservateur Lee Myung-Bak, en 2007, fit l'affaire de Pyongyang, tel qu'avancé encore une fois par Frank²² ? Certes, en surface, cette idée semble contre-intuitive. Ancien maire de Séoul, Lee se présentait en campagne comme un pragmatique opposé à la *Sunshine Policy* ainsi qu'à l'aide inconditionnelle qui l'accompagnait, et proposait une approche plus « réaliste » envers le Nord. Cependant, il ne fait aucun doute que le refroidissement inéluctable et soudain des relations intercoréennes à partir de 2008 a fourni aux propagandistes nord-coréens énormément de matériel pour dénoncer le « groupe de traîtres » de Séoul et la menace qu'il posait pour le Nord. Les tensions ont atteint leur paroxysme en 2010, avec l'incident de la corvette sud-coréenne Cheonan de même que l'attaque nord-coréenne sur l'île de Yeonpyeong. Suite à ce dernier incident, le régime de Kim accusa l'administration Lee de l'avoir provoqué par des exercices militaires effectués sur Yeonpyeong. Si l'élection de Lee n'a pas motivé directement, en soi, les actions de Pyongyang depuis 2008, les tensions qui ont suivi son arrivée au pouvoir ont contribué à justifier la sécuritisation de même que la mentalité d'assiégé qui anime les dirigeants nord-coréens.

La perpétuation du processus de sécuritisation s'explique non seulement par les effets bénéfiques pour le régime – contrôle strict de la population et survie

²¹ Ronald Popeski, « Sunshine Policy Failed to Change North Korea : Report », *Reuters*, 18 novembre 2010, En ligne, <<http://www.reuters.com/article/2010/11/18/us-korea-north-sunshine-idUSTRE6AH12520101118>>, (page consultée le 5 février 2011).

²² Frank, *op. cit.*, p. 22.

politique – mais aussi par l’absence d’alternative viable aux yeux du leadership. L’alternative prônée par Washington, Séoul et Beijing, soit des réformes semblables à celles entreprises en Chine depuis 1978, mèneraient à terme à un effondrement de son système social, politique et économique. En effet, la présence d’une Corée du Sud prospère, démocratique et livrant une guerre de légitimité nationale au Nord compromettrait fortement la viabilité du régime si celui-ci décidait d’emprunter la voie chinoise. Une telle ouverture économique nécessiterait forcément une plus grande liberté de mouvements des personnes et des capitaux, ainsi qu’un plus grand accès à l’information. L’économie planifiée ferait graduellement place à l’économie de marché, et les autorités n’auraient d’autre choix que d’abandonner le contrôle strict de la population qui va de pair avec le système nord-coréen. Comme ce système repose en grande partie sur la défense d’une réalité et d’une idéologie distinctes du Sud, l’ouverture de l’économie nord-coréenne priverait les leaders de leur principale raison d’être. Une Corée du Nord à l’économie ouverte, où la population a des contacts constants avec l’extérieur, serait lentement mais sûrement absorbée par le Sud. Cette nécessité d’assurer sa survie politique et de maintenir sa légitimité face au Sud freine donc toute « exploration politique » de Pyongyang²³.

Les options de Pyongyang ne se résument certes pas à un choix entre la poursuite de la politique actuelle et l’ouverture économique à la chinoise, mais les autres voies ne sont guère plus attrayantes. Il est difficile, notamment, d’imaginer une voie médiane où le régime conserverait sa poigne de fer sur la population tout en abandonnant l’édifice de la sécuritisation, sur lequel sont fondées presque toutes ses actions de politique étrangère et qui contribue à maintenir ladite poigne. De plus, la poursuite du système actuel favorise la survie politique du leader, ainsi que celle de son entourage immédiat et de toute l’élite politique nord-coréenne.

²³ Park, *op. cit.*, p. 506.

La survie politique des élites du pays dépend de la continuation de ce système, puisque les alternatives risquent de mener à l'effondrement du régime. De plus, les élites politiques du parti et de l'appareil étatique profitent des largesses du leader, qui cherche à s'assurer leur loyauté en leur offrant des produits étrangers de luxe²⁴. La mainmise sur les ressources permet également un contrôle accru, puisque les hauts dirigeants récompensent les éléments loyaux et punissent les citoyens déloyaux en fournissant ou en retenant des ressources telles que de la nourriture, des soins médicaux et autres produits²⁵. Ainsi, les élites politiques doivent leur survie politique à la poursuite du processus de sécuritisation qui assure, en surface, la stabilité du système par les contraintes sociales qu'elle impose.

²⁴ Kim Jong-Il offrait aux hauts placés voitures de luxe, bijoux et alcools importés. Il serait surprenant que ce système de récompenses cesse sous le règne de Kim Jong-Un.

²⁵ Daniel Pinkston, « North Korean-Style "Democracy" and the Prospects for True Democratisation », *International Crisis Group*, 27 avril 2011, En ligne, <<http://www.crisisgroup.org/en/regions/asia/north-east-asia/north-korea/north-korean-style-democracy.aspx>>, (page consultée le 9 juin 2011).

CONCLUSION

Dans le cadre de ce mémoire, nous cherchions d'abord à mettre en lumière les dynamiques du long processus de sécuritisation mis en œuvre en premier lieu sous le régime de Kim Il-Sung et poursuivi sous le leadership de Kim Jong-Il. En jetant un éclairage nouveau sur la sécuritisation, notre objectif était de comprendre la façon dont ce « phénomène » influence la formulation de la politique étrangère de Pyongyang, notamment dans le cadre de son programme nucléaire. Comme la sécuritisation est une notion généralement associée aux systèmes démocratiques, peu d'études ont été menées sur la sécuritisation dans des systèmes autoritaires et dictatoriaux, et à notre connaissance, aucune n'a encore été réalisée sur cet aspect de l'État nord-coréen. De plus, les actions nord-coréennes sont régulièrement taxées d'irrationnelles et d'imprévisibles, ce qui est généralement le résultat d'approches qui ne tiennent pas compte des perceptions, des motivations et de la pensée stratégique des dirigeants à Pyongyang²⁶. De manière générale, peu de travaux sur la Corée du Nord évaluent la perception qu'a le régime de son environnement et les effets de celle-ci sur ses actions (voir *Introduction*, p.4). Notre démarche visait donc, entre autres, à proposer une analyse originale sur le sujet, et ainsi ouvrir la porte à une nouvelle approche dans les études nord-coréennes.

La littérature sur la Corée du Nord comporte une grande variété d'explications sur sa politique étrangère, allant de facteurs internes tels l'idéologie jusqu'à des considérations liées à la survie du régime et à son environnement régional et international. À divers égards, la plupart de ces explications comportent

²⁶ Park, *op. cit.*, p. 503.

leur part de validité. Lorsque nous faisons affaire à un sujet d'une telle complexité et d'une telle opacité, il serait en effet malhonnête d'avancer qu'un seul facteur peut expliquer de manière satisfaisante un comportement qui est en apparence si singulier sur la scène internationale. Ainsi, l'argument fondamental de cette étude est que le processus de sécuritisation ayant lieu en Corée du Nord constitue *l'une des causes principales* d'une politique étrangère qui est globalement belligérante et peu propice au dialogue.

Nous avons expliqué dans les chapitres précédents que la sécuritisation nord-coréenne consiste à exagérer et même construire un sentiment de danger face à la menace externe. Si au départ, cette menace est perçue comme étant réelle par le régime, nous avons vu que la machine propagandiste utilise tous les moyens pour susciter chez la population la crainte de l'extérieur et d'une attaque américaine, malgré l'absence d'éléments objectifs appuyant cette hypothèse dans l'immédiat. Les efforts du régime de Kim Jong-Il visant à dépeindre les États-Unis comme une menace à la survie nationale ont inévitablement conditionné la teneur des relations entre Pyongyang et Washington. Il aurait été en effet difficile pour le régime de Kim de justifier une relation basée sur la coopération et la bonne foi avec « l'ennemi juré » du peuple coréen.

Dans le cadre de ce mémoire, nous avons étudié l'acte de langage effectué par le régime nord-coréen, qui constitue l'étape centrale et fondatrice de la démarche sécurisatrice. En analysant les articles de journaux, déclarations officielles et autres communications de nature propagandiste, nous avons pu mettre en lumière non seulement la perception qu'a le régime de son environnement de sécurité, mais surtout la vision qu'elle souhaite transmettre à la population. Sur une base quasi quotidienne, les autorités font état de divers événements survenus à l'étranger et qui démontrent l'ampleur de la menace et l'imminence du danger. Grâce à ce cycle perpétuel que constitue l'acte de langage, les acteurs de la sécuritisation souhaitent

justifier les mesures extraordinaires qui sont prises en réponse à la menace, telles que la militarisation extrême – manifestée dans la politique *Songun* – et le développement de la force nucléaire.

Pistes à explorer et problèmes à résoudre

Certains aspects de ce mémoire mériteraient d'être approfondis dans de futures études. Prenant de nombreux exemples concrets provenant des médias et des déclarations du régime de Kim, notre démarche visait à expliquer globalement l'influence de la sécuritisation sur la politique étrangère nord-coréenne. Afin de pousser l'analyse un peu plus loin et d'établir un lien de causalité clair entre l'acte de langage de la sécuritisation et les actions posées par Pyongyang dans le cadre de sa politique étrangère, une analyse discursive quantitative de la propagande nord-coréenne serait d'une grande pertinence. Une approche systématique, grâce à laquelle certains termes précis associés à la menace seraient comptabilisés et catégorisés, pourrait permettre d'établir des liens directs entre un acte de langage particulier et la mesure correspondante.

Également, on ne peut ignorer la contradiction apparente entre, d'une part, le désir exprimé par le régime nord-coréen de normaliser ses relations avec Washington, et d'autre part, « l'utilité » de la tension, que Pyongyang instrumentalise à ses fins dans le but de garder la population sur le qui-vive et de justifier la militarisation. Au moins en surface, tout porte à croire que le régime nord-coréen est sincère dans sa volonté de normaliser ses relations et de conclure un traité de paix avec les États-Unis. Nous avons vu dans le troisième chapitre que Kim Il-Sung a tenté dès les années 70 de normaliser les relations avec Washington. Depuis, Pyongyang n'a

jamais cessé de demander un dialogue direct et bilatéral²⁷. En janvier 2010, le quotidien *Minju Joson* fit paraître un éditorial dans lequel on écrivit que :

(la) position de la RPDC est que la source même du problème nucléaire doit être éliminée afin de dénucléariser complètement la péninsule coréenne (...). La conclusion d'un traité de paix et le rétablissement de la confiance entre la RPDC et les États-Unis aideraient à établir des mécanismes institutionnels pour la paix sur la péninsule et (...) créerait une atmosphère favorable à la dénucléarisation²⁸.

Encore récemment, suite aux vives tensions provoquées par les tirs d'artillerie sur Yeonpyeong en novembre 2010, Pyongyang faisait part de sa volonté de négocier avec Washington afin de signer un traité de paix. La signature d'un traité de paix ne figure cependant pas dans l'immédiat sur l'agenda de l'administration Obama, d'autant plus que les deux parties ne s'entendent pas sur les conditions à remplir avant d'envisager des pourparlers à cet effet. Alors que Pyongyang exprime le désir d'obtenir la normalisation des relations avant la dénucléarisation complète, Washington considère cette normalisation comme un processus long et graduel²⁹. L'administration Obama se dit prête à parler éventuellement d'un traité de paix, mais exige que la Corée du Nord réintègre d'abord les pourparlers et prenne des mesures concrètes pour amorcer le démantèlement de son programme nucléaire. Si Pyongyang répond positivement à ces demandes, les discussions pourront alors être élargies afin d'inclure le traité de paix³⁰.

²⁷ Chon, Jeung, Choi, et Lee, *op. cit.*, p. 5.

²⁸ « Building of Confidence between DPRK and US Called for », *KCNA*, 26 janvier 2010, En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2010/201001/news26/20100126-07ee.html>>, (page consultée le 10 mars 2011).

²⁹ Zhang, *op. cit.*, p. 26.

³⁰ Benoit Hardy-Chartrand, « Quel avenir pour les négociations sur le nucléaire nord-coréen ? », Analyse stratégique, *Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques*, 7 décembre 2010, En ligne,

L'édifice du processus de sécuritisation, et par conséquent le système nord-coréen, repose cependant sur un sentiment d'insécurité dont les États-Unis sont la principale cause. La sécuritisation, comme nous l'avons démontré, sert bien les intérêts du régime. Comme la normalisation et/ou un traité de paix élimineraient la cause principale des tensions entre les deux pays, le régime ne nuirait-il pas à ses propres intérêts? Plusieurs éléments de réponse doivent être considérés. D'abord, même si en surface le régime semble sincère dans sa volonté exprimée de normaliser les relations, nous ne pouvons ignorer la possibilité que cela ne soit qu'une démarche cynique visant à démontrer sa bonne volonté, sachant que les conditions qu'il exige pour une normalisation ne seront jamais acceptées par Washington ou que les négociations pourraient facilement s'éterniser³¹.

Tenons cependant pour acquis que la démarche est de bonne foi. Du point de Pyongyang, la signature d'un traité de paix et la normalisation des relations avec Washington constitueraient une situation avantageuse. En premier lieu, un traité de paix permettrait au régime d'obtenir certaines assurances quant à sa sécurité, une de ses préoccupations les plus immédiates. La nomination d'ambassadeurs dans les deux pays qui suivrait la normalisation rendrait les contacts plus directs et faciliterait le rétablissement de la confiance mutuelle, réduisant ainsi le risque de conflits. Ensuite, les bénéfices économiques liés à ce développement seraient importants, puisque celui-ci provoquerait à terme la fin de la plupart des sanctions commerciales contre la

<http://www.dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique_Asie/BH_Chronique_Coree_du_Nord_071110.pdf>, (Page consultée le 10 avril 2011).

³¹ Pierre Rigoulot écrit que les leaders du pays ont développé « un art consommé de la négociation, *non pour la faire aboutir mais pour la faire durer* – et leur pouvoir par la même occasion » (italiques ajoutées), dans *op. cit.*, p. 102. Voir également Richard Saccone, *Negotiating with North Korea*. (Elizabeth, NJ: Hollym International Corp, 2003). Ancien officiel américain ayant été impliqué personnellement dans des négociations avec la Corée du Nord, l'auteur explique en détails les stratégies de négociations employées, fait état de la grande patience des Nord-Coréens et démontre que les grandes différences culturelles et idéologiques rendent les négociations très difficiles.

Corée du Nord. Son fardeau financier serait donc allégé, et l'aide financière et énergétique augmenterait en conséquence.

Le régime pourrait poursuivre sans trop de difficulté la militarisation, en mettant l'accent sur le danger posé par le Japon, et dans une moindre mesure par la Corée du Sud. En effet, selon Michishita, un traité de paix aurait une faible incidence sur l'équilibre militaire qui prévaut sur la péninsule, et le régime nord-coréen maintiendrait un haut niveau de mobilisation. La Corée du Sud réduirait lentement et graduellement ses forces armées, mais sans que cela ne résulte en une restructuration majeure³². Avec ou sans garantie de sécurité officielle, une relation moins tendue avec le pays qui constitue sa principale source d'insécurité lui permettrait d'avoir les coudées franches et renforcerait la pérennité du régime. Un traité de paix serait également un pas supplémentaire vers la réduction – et possiblement le retrait éventuel – des troupes américaines de Corée du Sud, puisque la raison d'être de leur présence serait remise en question par la fin du conflit³³. D'autre part, dans la mesure où le Japon continue de voir la Corée du Nord comme une menace³⁴, et que la Corée du Sud continue à investir au rythme actuel dans la défense nationale et à effectuer des exercices militaires, le régime nord-coréen pourrait poursuivre dans la voie de la sécuritisation et de la priorité au militaire.

³² Michishita, « Signing a Peace Agreement », p. 52.

³³ Voir à ce sujet Sung-Yoon Lee, « North Korea's Carrot-and-Stick Strategy », *Los Angeles Times*, 5 août 2011, <<http://www.latimes.com/news/opinion/commentary/la-oe-lee-pyongyang-ploy-20110805,0,6143195.story>>, (page consultée le 2 septembre 2011). Cependant, l'auteur ne mentionne pas la montée de la Chine ainsi que l'alliance stratégique avec le Japon, deux raisons qui pourraient pousser les États-Unis à conserver un certain nombre de troupes sur la péninsule.

³⁴ En décembre 2010, la nouvelle stratégie de défense adoptée par le gouvernement japonais présentait la Chine et la Corée du Nord comme les principales menaces dans les dix prochaines années, amenant un renforcement des capacités de défense. Voir « La Chine et la Corée du Nord, principales menaces pour le Japon », *RFI*, 17 décembre 2010, En ligne, <<http://www.rfi.fr/asie-pacifique/20101217-chine-coree-nord-principales-menaces-le-japon>>, (page consultée le 19 décembre 2010).

Perspectives d'avenir

Que réserve l'avenir sur la péninsule coréenne? Dans quelle mesure pouvons-nous nous attendre à un changement dans la politique de Pyongyang suite à la mort de Kim Jong-Il? La voie de l'avenir est pavée d'incertitudes pour le pays. La situation actuelle est déjà si sombre qu'elle laisse difficilement entrevoir des lendemains plus roses à court et moyen terme. À bien des égards, la Corée du Nord ressemble de plus en plus aux anciens pays socialistes d'Europe de l'Est, c'est-à-dire stable en apparence, mais chancelante à l'intérieur³⁵. Si de l'extérieur, le transfert du pouvoir à Kim Jong-Un semble s'opérer dans la stabilité, on ne peut exclure à moyen terme la possibilité d'une lutte de pouvoir entre différentes factions, compte tenu du très jeune âge du nouveau leader et de la hâte avec laquelle la succession s'est préparée. De plus, l'économie nord-coréenne, moribonde depuis déjà plusieurs années, semble aujourd'hui en plus mauvaise position qu'elle ne l'a été depuis longtemps. Les pénuries de pétrole et de nourriture continuent d'affecter le pays, et des organisations humanitaires présentes en Corée du Nord, tel le Programme alimentaire mondial de l'ONU, font état d'un retour de la famine dans certaines régions du pays³⁶. Tout cela augure passablement mal pour le régime, qui, comme nous l'avons vu plus tôt, clame haut et fort vouloir faire du pays un État puissant et prospère pour 2012, l'année du centième anniversaire de naissance de Kim Il-Sung.

Compte tenu de ces circonstances difficiles, Kim Jong-Il avait entrepris avant sa mort certaines initiatives visant à raviver l'économie nationale et combler ses besoins en énergie et en nourriture. À la fin 2011, il avait conclu une entente avec la Russie et la Corée du Sud visant à faire passer sur son territoire un pipeline de gaz

³⁵ Frank, *op. cit.*, p. 19.

³⁶ Peter Foster, « North Korea Faces Famine : 'Tell the World We Are Starving' », *The Telegraph*, 16 juillet 2011, En ligne, <<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/northkorea/8641946/North-Korea-faces-famine-Tell-the-world-we-are-starving.html>>, (page consultée le 1^{er} septembre 2011).

naturel qui irait jusqu'en Corée du Sud, allant même jusqu'à reconnaître la participation de la « République de Corée » dans le communiqué annonçant l'entente – un fait extrêmement rare³⁷. Ce projet, s'il se concrétise sous Kim Jong-Un, permettrait au régime de récolter plusieurs millions de dollars par année en redevances.

Également, Pyongyang a récemment redoublé d'efforts pour attirer des investisseurs étrangers dans la nouvelle zone économique spéciale (ZES) de Rajin-Sonbong, dans l'extrême nord-est du pays, près des frontières chinoise et russe. Cela signifierait-il la fin de l'isolation économique de la Corée du Nord³⁸? Rien n'est moins sûr, mais il semblerait à tout le moins qu'un certain sentiment d'urgence anime les autorités nord-coréennes. À cause des risques associés à des réformes économiques nationales (voir *chap.4*, p.96), il est fort possible que les expérimentations du régime avec l'économie de marché demeurent limitées à quelques zones éloignées comme Rajin-Sonbong et Sinuiju.

Quant à la viabilité du régime de Kim Jong-Un, des doutes légitimes peuvent être exprimés sur sa capacité de survivre à moyen terme. Comme nous l'avons mentionné plus tôt (voir *chap.3*, p.74), avant même la mort de Kim Jong-Il, certains des experts les plus reconnus avaient commencé à douter ouvertement de la capacité de survie du régime³⁹, et l'arrivée au pouvoir de son troisième fils ne changera pas

³⁷ Aidan Foster-Carter, « Kim Jong-Il : Tactical Genius », *Asia Times Online*, 26 août 2011, En ligne, <<http://www.atimes.com/atimes/korea/mh26dg01.html>>, (page consultée le 1^{er} septembre 2011).

³⁸ « North Korea : Open for Business ? », *Pop Up Chinese*, 16 septembre 2011, En ligne, <<http://popupchinese.com/lessons/sinica/north-korea-open-for-business>>, (page consultée le 17 septembre 2011).

³⁹ Pour les opinions de quelques experts sur la possible chute du régime, voir Bryan Kay, « Is Collapse of NK Regime Imminent ? », *The Korea Times*, 15 novembre 2009, En ligne, <http://www.koreatimes.co.kr/www/news/nation/2009/11/120_55550.html>, (page consultée le 5 avril 2011).

leur opinion. Les difficultés actuelles ne risquent pas de s'estomper, et Kim Jong-Un hérite d'un pays au bord du gouffre. Celui-ci pourrait-il être tenté de sortir irrémédiablement le pays de son isolement et de changer son orientation politique? Il est plus vraisemblable que Kim Jong-Un détienne le pouvoir de façon nominale dans un groupe de leaders au sein duquel le pouvoir réel serait entre les mains de personnages tels que Jang Song-Taek, l'actuel vice-président de la Commission de la défense nationale. Membres de la vieille garde conservatrice, ceux-ci pourraient être tentés par une ouverture économique limitée, symbolisée par les zones économiques spéciales, mais une réorientation politique majeure demeure à court terme peu probable.

Sortir de l'impasse nucléaire

Compte tenu de l'ouverture relative manifestée à quelques reprises en 2010 par la Corée du Nord quant à une reprise des pourparlers, certains observateurs ont avancé que le gouvernement nord-coréen pourrait accepter de renoncer à l'arme nucléaire en retour d'une aide substantielle. En réponse à ces spéculations, Pyongyang fit une sortie acerbe en février 2010, déclarant que « ceux qui parlent de (ce) non-sens commettent une triste erreur s'ils pensent que la RPDC pourrait faire une chose aussi stupide que de démanteler ses armes nucléaires contre une 'récompense économique' de l'extérieur⁴⁰ ». S'agit-il, une fois de plus, d'une simple stratégie de négociations ? Rappelons que la carte du nucléaire militaire constitue pour Pyongyang son seul atout de poids dans ses interactions avec les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud. De plus, le développement de l'arme nucléaire représente une énorme source de fierté nationale pour le peuple et est présentée comme une

⁴⁰ « KCNA Snubs Call for DPRK's Dismantlement of Nukes », *KCNA*, 19 février 2010. En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>, (page consultée le 20 février 2010).

pièce centrale de la « puissance » nord-coréenne. Le régime exploite abondamment ses « avancées scientifiques et technologiques » pour tenter de générer l'appui des Nord-Coréens. Dans le contexte d'instabilité actuel, on ne peut imaginer le régime nord-coréen abandonner le seul véritable atout dont il dispose, sans doute l'une de ses dernières sources de légitimité auprès de la population. En effet, il aurait été difficile pour Kim Jong-Il de renoncer à l'arme nucléaire et espérer rester au pouvoir⁴¹, et le même constat pourrait s'appliquer à son fils.

Cela dit, les pourparlers à six doivent-ils être abandonnés pour autant ? La tâche, certes colossale, consiste à mettre sur pied l'un des modèles de dénucléarisation et de compensation les plus ambitieux jamais conçus⁴². Un fait demeure toutefois : plus la crise nucléaire dure, plus il sera difficile d'inverser la tendance. Conséquemment, même si les acteurs des pourparlers considèrent la dénucléarisation de la Corée du Nord comme irréalisable à court ou moyen terme, il est à souhaiter un retour des parties à la table de négociations. La formule des pourparlers à six demeure la *moins mauvaise option*⁴³. Aucune entente sur la dénucléarisation, aussi lointaine puisse-t-elle être, ne pourrait être viable sans la participation minimale de Beijing, Séoul et Washington. Et il est peu probable que Moscou et Tokyo consentent à ne pas y prendre part. Seul ce processus peut renverser la méfiance qui règne entre Pyongyang et Washington et établir les bases de la coopération. Si les Nord-Coréens rejettent souvent violemment la pression externe, l'histoire des négociations démontre qu'ils répondent positivement à une approche fondée sur la collaboration⁴⁴. Bien que les probabilités de voir aboutir les pourparlers soient minces à court terme, la voie diplomatique demeure l'option la plus viable afin

⁴¹ Myers, *The Cleanest Race*, p. 164.

⁴² Schoff, Perry, et Davis, *op. cit.*, p. 17.

⁴³ « North Korea : Getting Back to Talks », *International Crisis Group*, Asia Report no 169, 18 juin 2009, i.

⁴⁴ Saccone, *op. cit.*, p. 199.

de poser les bases d'une entente et ainsi atténuer la perception de la menace chez les Nord-Coréens et les conséquences de celle-ci⁴⁵.

⁴⁵ Hardy-Chartrand, *op. cit.*

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires – articles et monographies de Corée du Nord

- « Aim Sought by U.S. in Relocating Its Forces Overseas Disclosed ». 24 mars 2009. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 10 novembre 2010).
- « Anti-DPRK War Hysteria of U.S. and S. Korean Puppet Army Brass Hats Flailed ». 17 avril 2009. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/item/2009/200904/news17/20090417-18ee.html>>. (Page consultée le 1^{er} novembre 2010).
- « Building of Confidence between DPRK and US Called for ». *KCNA*. 26 janvier 2010. En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2010/201001/news26/20100126-07ee.html>>. (Page consultée le 10 mars 2011).
- « Cancellation of anti-DPRK Nuclear War Exercises Urged ». *KCNA*. 5 mars 2010. En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/item/2010/201003/news05/20100305-06ee.html>>. (Page consultée le 30 août 2010).
- « DPRK Foreign Ministry Declares Strong Counter-Measures against UNSC's "Resolution 1874" ». *KCNA*. 13 juin 2009. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/item/2009/200906/news13/20090613-10ee.html>>. (Page consultée le 30 septembre 2010).
- « DPRK Foreign Ministry Vehemently Refutes UNSC's "Presidential Statement" ». *KCNA*. 14 avril 2009. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 10 novembre 2010).
- « DPRK's Power increased by Dint of Songun ». *KCNA*. 26 mai 2009. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 12 novembre 2010).
- « DPRK Proposes to Start of Peace Talks ». *KCNA*. 11 janvier 2010. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/item/2010/201001/news11/20100111-03ee.html>>. (Page consultée le 10 avril 2011).
- « DPRK Successfully Conducts Underground Test ». *KCNA*. 9 octobre 2006. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 21 mars 2011).

- « Foreign Ministry Issues Memorandum on N-Issue », *KCNA*. 21 avril 2010. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 14 novembre 2010).
- « Foreign Ministry Spokesman on Reprocessing of Spent Fuel Rods », *KCNA*. 25 avril 2009. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 21 mars 2011).
- « Les impérialistes américains ont effectué de l'espionnage aérien et ont pratiqué des exercices militaires en vue d'une attaque » (미제가 1월에 공중정탐행위와 북 침전쟁연습 수많이 감행). *Minju Joson*. 2 février 2002.
- « Japan's Arms Build-Up Blasted », *KCNA*. 11 août 2010. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/item/2010/201008/news11/20100811-05ee.html>>. (Page consultée le 10 mars 2011).
- « Joint New Year Editorial Issued », *KCNA*. 1^{er} janvier 2009. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 1^{er} novembre 2010).
- « KCNA Report on One More Successful Underground Nuclear Test », *KCNA*. 25 mai 2009. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 15 novembre 2010).
- « KCNA on Bush's belligerent remarks », *KCNA*. 2 février 2002. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 1^{er} mars 2010).
- « KCNA Blasts Japan's Moves to Become Military Power », *KCNA*. 8 mars 2010. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 1^{er} avril 2010).
- « KCNA Snubs Calls for DPRK's Dismantlement of Nukes », *KCNA*. 19 février 2010. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/item/2010/201002/news19/20100219-07ee.html>>. (Page consultée le 20 février 2010).
- « Lee Myung Bak's Moves to Intensify Fascist Dictatorship Assailed », *KCNA*. 16 octobre 2008. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/item/2008/200810/news16/20081016-15ee.html>>. (Page consultée le 10 mars 2011).
- « La politique Songun est une épée qui défend toute l'humanité » (선군정치는 인류를 지켜 주는 만능의 보검). *Minju Joson*. 11 janvier 2003.

- « La politique Songun garantit la victoire du socialisme » (선군정치는 사회주의승리의 담보). *Minju Joson*. 4 juin 2003.
- « Rodong Sinmun Calls for Advancing Along Road Indicated by Army-based Idea ». 5 octobre 2005. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 14 novembre 2010).
- « Rodong Sinmun on DPRK Armed Forces ». *KCNA*. 4 octobre 2002. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/item/2002/200210/news10/04.htm#9>>. (Page consultée le 30 septembre 2010).
- « Rodong Sinmun on Main Force of Revolution ». *KCNA*. 28 avril 2003. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/item/2003/200304/news04/28.htm#11>>. (Page consultée le 15 novembre 2010).
- « Rodong Sinmun on Songun Idea ». *KCNA*. 17 juin 2004. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 15 novembre 2010).
- « Rodong Sinmun Refutes UNSC's "Presidential Statement" ». *KCNA*. 19 avril 2009. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/item/2009/200904/news19/20090419-08ee.html>>. (Page consultée le 29 septembre 2010).
- « Statement of DPRK Government on its withdrawal from NPT ». *KCNA*. En ligne. 10 janvier 2003. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 15 novembre 2010).
- « Strong Action against "Cooperation" with Outsides Urged ». *KCNA*. 2 avril 2010. En ligne, <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 13 novembre 2010).
- « UNSC's 'Presidential Statement' Rebuked ». *KCNA*. 22 avril 2009. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/item/2009/200904/news22/20090422-14ee.html>>. (Page consultée le 20 mars 2011).
- « U.S. Accused of Trying to Bring Down DPRK System ». *KCNA*. 21 décembre 2004. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 30 septembre 2010).
- « U.S. Chiefly to Blame for Posing Threat ». *KCNA*. 25 avril 2003. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 13 novembre 2010).

- « U.S. Fabrication of False Information under Fire ». *KCNA*. 20 décembre 2004. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 12 novembre 2010).
- « U.S. Wild Ambition for World Domination Under Fire ». *KCNA*. 22 janvier 2002. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 14 novembre 2010).
- « U.S. Urged to Drop its Hostile Policy Towards DPRK Forthwith ». *KCNA*. 26 octobre 2002. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/index-e.htm>>. (Page consultée le 30 août 2010).
- « U.S. Supply of Military Equipment to S. Korea under Fire ». *KCNA*. 2 juin 2009. En ligne. <<http://www.kcna.co.jp/item/2009/200906/news02/20090602-08ee.html>>. (Page consultée le 2 mars 2011).
- Jong, Ri Gun. *La réunification de la Corée, problème brûlant*. Pyongyang, Corée du Nord : Édition en langues étrangères. (1995). 270 p.
- Déclaration du gouvernement nord-coréen. *Nautilus Institute*. 10 janvier 2003. En ligne. <http://www.nautilus.org/DPRKBriefingBook/agreements/CanKor_VTK_2003_01_10_dprk_statement_on_withdrawal_from_npt.pdf>. (Page consultée le 10 mars 2011).

Articles de journaux et magazines étrangers

- « Bush's 'Evil Axis' comment stirs critics ». *BBC*. 2 février 2002. En ligne. <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/1796034.stm>>. (Page consultée le 20 mars 2011).
- « N Korea Blames US in Nuclear Row ». *BBC*. 25 avril 2003. En ligne. <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2974213.stm>>. (Page consultée le 9 octobre 2010).
- « North Korea Space Launch 'Fails' ». *BBC*. 5 avril 2009. En ligne. <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7984254.stm>>. (Page consultée le 10 novembre 2010).

- « UN Confirms N Korea Nuclear Halt ». *BBC*. 16 juillet 2007. En ligne. <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6900184.stm>>. (Page consultée le 9 octobre 2010).
- « US to Ease North Korea Sanctions ». *BBC*. 26 juin 2008. En ligne. <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7476625.stm>>. (Page consultée le 9 octobre 2010).
- « La Chine et la Corée du Nord, principales menaces pour le Japon ». *RFI*. 17 décembre 2010. En ligne. <<http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20101217-chine-coree-nord-principales-menaces-le-japon>>. (Page consultée le 19 décembre 2010).
- « Kim Jong-Il répète sa volonté de désarmer ». *La Presse*. 8 février 2010. En ligne. <<http://www.cyberpresse.ca/international/asi-oceanie/201002/08/01-947662-kim-jong-il-repete-sa-volonte-de-desarmer.php>>. (Page consultée le 20 mars 2011).
- « North Korea Accuses US of Increasing Aerial Espionage after its Nuclear Test ». *Pravda*. 31 octobre, 2006. <<http://english.pravda.ru/news/world/31-10-2006/85293-korea-0/>>. (Page consultée le 10 décembre 2010).
- Foster, Peter. « North Korea Faces Famine : 'Tell the World We Are Starving' ». *The Telegraph*. 16 juillet 2011. En ligne. <<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/northkorea/8641946/North-Korea-faces-famine-Tell-the-world-we-are-starving.html>>. (Page consultée le 1^{er} septembre 2011).
- Foster-Carter, Aidan. « Kim Jong-Il : Tactical Genius ». *Asia Times Online*. 26 août 2011. En ligne. <<http://www.atimes.com/atimes/korea/mh26dg01.html>>. (Page consultée le 1^{er} septembre 2011).
- Guo, Jerry. « The Regent Behind the Son ». *Newsweek*. 26 septembre 2010. En ligne. <<http://www.newsweek.com/2010/09/26/will-kim-jong-un-be-north-korea-s-new-leader.html#>>. (Page consultée le 30 novembre 2010).
- Kay, Bryan. « Is Collapse of NK Regime Imminent ? ». *The Korea Times*. 15 novembre 2009. En ligne. <http://www.koreatimes.co.kr/www/news/nation/2009/11/120_55550.html>. (Page consultée le 5 avril 2011).
- Lankov, Andrei. « Revival of 'Collapse' Theory ». *The Korea Times*. 7 novembre 2010. En ligne.

<http://www.koreatimes.co.kr/www/news/opinion/2010/11/137_75895.html>. (Page consultée le 8 novembre 2010).

_____. « Why N. Korea Won't Give Up Its Nuclear Weapons ». *The Chosunilbo*. 4 mai 2007. En ligne. <http://english.chosun.com/site/data/html_dir/2007/05/04/2007050461029.html>. (Page consultée le 5 novembre 2010).

Lee, Jean H. « North Korea Blames South for Deteriorating Ties ». *USA Today*. 14 novembre 2008. En ligne. <http://www.usatoday.com/news/world/2008-11-13-1543059343_x.htm>. (Page consultée le 9 avril 2010).

Lee, Sung-Yoon. « North Korea's Carrot-and-Stick Strategy ». *Los Angeles Times*. 5 août 2011. En ligne. <<http://www.latimes.com/news/opinion/commentary/la-oe-lee-pyongyang-ploy-20110805,0,6143195.story>>. (Page consultée le 2 septembre 2011).

Miller, Greg et Paul Richter. « U.S. Opens Dossier on Syrian Facility ». *Los Angeles Times*. 25 avril 2008. En ligne. <<http://articles.latimes.com/2008/apr/25/world/fg-ussyria25>>. (Page consultée le 10 juin 2011).

Myers, B.R. « Pyongyang's True Ideology ». *Wall Street Journal*. 30 juin 2009. A12.

Popeski, Ronald. « Sunshine Policy Failed to Change North Korea : Report ». *Reuters*, 18 novembre 2010. En ligne. <<http://www.reuters.com/article/2010/11/18/us-korea-north-sunshine-idUSTRE6AH12520101118>>. (Page consultée le 5 février 2011).

Shim, Sung-Won et Kiyoshi Takenaka. « North Korean Power-Behind-Throne Emerges as Neighbors Meet ». *Reuters*. 25 décembre 2011. En ligne. <<http://www.reuters.com/article/2011/12/25/us-korea-north-power-idUSTRE7BO02I20111225>>. (Page consultée le 2 janvier 2012).

Monographies

North Korea Handbook. Yonhap News Agency. Séoul : East Gate Book. (2003). 1100 p.

- Breen, Michael. *Kim Jong-il, dictateur nord-coréen*. Paris : Saint-Honoré Média. (2004). 216 p.
- Buzan, Barry, Ole Waever et Jaap de Wilde. « Security: A New Framework for Analysis ». Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers. (1998). 239 p.
- Charvin, Robert. *Comment peut-on être Coréen (du nord) ?* Nice : Éditions Losange. (2006). 148 p.
- Courmont, Barthélémy. *L'autre pays du matin calme: les Paradoxes nord-coréens*. Paris : Armand Colin. (2008). 154 p.
- Fukuyama, Francis. *The End of History and the Last Man*. New York : Harper Perennial. (1993). 446 p.
- Hassig, Ralph et Kongdan Oh. *North Korea Through the Looking Glass*. Washington: Brookings Institution Press. (2000). 216 p.
- _____. *The Hidden People of North Korea : Everyday Life in the Hermit Kingdom*. Lanham: Rowman & Littlefield. (2009). 296 p.
- Kim, Samuel S. *The Two Koreas and the Great Powers*. New York: Cambridge University Press. (2006). 422 p.
- Morgenthau, Hans. *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace* (5^e éd.). New York : Alfred A. Knopf. (1973). 618 p.
- Myers, B.R. *The Cleanest Race. How North Koreans See Themselves and Why It Matters*. Brooklyn : Melville House. (2010). 208 p.
- Pollack, Jonathan D. *No Exit : North Korea, Nuclear Weapons and International Security*. Oxon, Angleterre : Routledge. (2011). 247 p.
- Rigoulot, Pierre. *Corée du Nord, État Voyou*. Paris : Buchet Chastel. (2007). 140 p.
- Saccone, Richard. *Negotiating with North Korea*. Elizabeth, NJ: Hollym International Corp. (2003). 215 p.
- Schoff, James L., Charles M. Perry, et Jacquelyn L. Davis. *Nuclear matters in North Korea*. Dulles, Virginia: Potomac Books. (2008). 132 p.
- Suh, Dae-Sook. *Kim Il-Sung, The North Korean Leader*. New York: Columbia University Press. (1988), 443 p.

Sutter, Robert G. *China's Rise in Asia: Promises and Perils*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield Publishers. (2005). 312 p.

Thomas, W.I., et D.S. Thomas. *The Child in America: Behavior Problems and Programs*. New York: Knopf. (1928). 583 p.

Chapitres de monographies

Baird, Merrily. « Kim Chong-il's Erratic Decision-Making and North Korea's Strategic Culture ». Dans *Know Thy Enemy: Profiles of Adversary Leaders and Their Strategic Cultures* (2e éd.), sous la dir. de Barry R. Schneider et Jerrold M. Post. Maxwell Air Force Base, Alabama: USAF Counterproliferation Center. (Juillet 2003). p. 109-140.

Balzacq, Thierry. « Constructivism and Securitization Studies ». Dans *Handbook of Security Studies*, sous la dir. de Victor Mauer et Myriam Dunn Cavelty. Londres: Routledge. (2009). p. 56-72.

Emmers, Ralf. « Securitization ». Dans *Contemporary Security Studies*, sous la dir. de Alan Collins. Oxford : Oxford University Press. (2007). p.136-151.

Waever, Ole. « Securitization and Desecuritization ». Dans *On Security*, sous la dir. de Ronnie D. Lipschutz. New York: Columbia University Press. (1995). p. 46-86.

Articles de périodiques scientifiques

« North Korea : Internal vs. External Insecurity ». *Collins : Contemporary Security Studies*. (Oxford : Oxford University Press. 2007). 11 p.

Åtland, Kristian et Kristin Ven Bruusgaard. « When Security Speech Act Misfires : Russia and the *Elektron* Incident ». *Security Dialogue*, vol. 40, no. 3. (Juin 2009). p. 333-353.

- Ballard, Kyle M. « Doors of Perception: National Security Politics, Threat Perceptions, and North Korea's Pursuit of a Credible Deterrent ». *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol. 20, no. 3, (September 2008), p. 231-246
- Berman, Ilan. « Obama Needs to Rethink Pyongyang ». *Far Eastern Economic Review*, vol. 172, no 8. (Octobre 2009). p. 37-39.
- Eberstadt, Nicholas. « Pyongyang's Option : 'Ordinary' Stalinism ». *Far Eastern Economic Review*, vol. 168, no. 3. (mars 2005). p. 30-34.
- Fitzpatrick, Mark. « Stopping Nuclear North Korea ». *Survival*, vol. 51, no. 4. (Août-septembre 2009). p.5-12.
- Frank, Ruediger. « Dreaming an Impossible Dream? Opening, Reform and the Future of the North Korean Economy ». *Global Asia*, Vol. 4, no. 2. (été 2009). p.18-23.
- Glaser, Bonnie S., et Wang Liang. « North Korea: The Beginning of a China-U.S. Partnership? ». *The Washington Quarterly*, vol. 31, no. 3. (été 2008). p. 165-180.
- Huysmans, Jef. « Revisiting Copenhagen: Or, On the Creative Development of a Security Studies Agenda in Europe ». *European Journal of International Relations*, vol. 4, no. 4. (1998). p. 479-505.
- _____. « Dire et écrire la sécurité: le dilemme normatif des études de sécurité ». *Cultures & Conflits*, no. 31-32. (Printemps-été 1998). p. 2-17.
- Hamilton-Hart, Natasha. « War and Other Insecurities in East Asia: What the Security Studies Field Does and Does Not Tell us ». *The Pacific Review*, vol. 22, no. 1. (mars 2009). p. 49-71.
- Kim, Koo Sub. « Substance of North Korea's Military Threats and the Security Environment in Northeast Asia ». *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol. 21, no 3. (Septembre 2009). p. 239-250.
- Kim, Yongho et Myung Chul Kim. « China in the North Korean Nuclear Quagmire: Rethinking Chinese Influence on North Korea ». *Issues & Studies*, vol. 44, no. 3. (Septembre 2008). p. 149-175.
- Knudsen F., Olav. « Post-Copenhagen Security Studies: Desecuritizing Securitization ». *Security Dialogue*, vol. 32, no. 3. (September 2001). p. 355-368.

- Lankov, Andrei. « Pyongyang : Rules of Engagement ». *The Pacific Review*, vol. 16, no. 4, (2003). p. 613-622.
- Mack, Andrew. « The Nuclear Crisis on the Korea Peninsula ». *Asian Survey*, vol. 33, no. 4. (Avril 1993). p. 339-359.
- McDonald, Matt. « Securitization and the Construction of Security ». *European Journal of International Relations*, vol. 14, no. 4. (2008). p. 563-587.
- McEachern, Patrick. « North Korea's Policy Process: Assessing Institutional Policy Preferences ». *Asian Survey*, vol. 49, no. 3. (Mai 2009). p. 528-552.
- McSweeney, Bill. « Identity and Security: Buzan and the Copenhagen School ». *Review of International Studies*, vol. 22, no. 1. (Janvier 1996). p. 81-93.
- Mearsheimer, John J. « The False Promise of International Institutions ». *International Security*, vol. 19, no. 3. (Hiver 1994-1995). p. 5-49.
- Michishita, Narushige. « The Future of North Korean Strategy ». *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol. 21, no. 1. (Mars 2009). p.103-121.
- _____. « Signing a Peace Agreement : Issues for Consideration ». *International Journal of Korean Unification Studies*, vol. 19, no. 1. (2010). p. 29-63.
- Ogilvie-White, Tanya. « The Defiant States: The Nuclear Diplomacy of North Korea and Iran ». *The Nonproliferation Review*, vol. 17, no. 1. (Mars 2010). p. 115-138.
- Olsen, Edward A. « U.S.–North Korean Relations: Foreign Policy Dilemmas ». *North Korean Review*. (Automne 2005). p. 63-75.
- Park, Han S. « North Korean Perceptions of Self and Others : Implications for Policy Choices ». *Pacific Affairs*, vol. 73, no. 4. (Hiver 2000-2001), p. 503-516.
- Segal, Leon V. « North Korea : Negotiations Work », *MIT Center for International Studies*, vol. 7, no. 3. (Février 2007). 4 p.
- Smith, Hazel. « Bad, Mad, Sad or Rational Actor ? Why the 'Securitization' Paradigm Makes for Poor Policy Analysis of North Korea ». *International Affairs*, vol. 76, no. 1 (Janvier 2000). p. 111-132.

- Stritzel, Holger. « Towards a Theory of Securitization: Copenhagen and Beyond ». *European Journal of International Relations*, vol. 13, no. 3, (2007). p.357-383.
- Vuori, Juha A. « Illocutionary Logic and Strands of Securitization: Applying the Theory of Securitization to the Study of Non-Democratic Political Orders ». *European Journal of International Relations*, vol. 14, no. 1. (2008). p. 65-99.
- Wendt, Alexander. « Constructing International Politics ». *International Security*, vol. 20, no. 1. (1995). p. 71-81.
- Williams, Michael C. « Words, Images, Enemies : Securitization and International Politics ». *International Studies Quarterly*, vol. 47, no. 4. (2003). p. 511-531.
- Zhang, Hui. « Ending North Korea's Nuclear Ambitions ». *Arms Control Today*, vol. 39, no. 6. (Juillet/août 2009). p. 21-27.

Publications gouvernementales, internationales et organisationnelles

- Organisation des Nations Unies. *Report to the Security Council from the Panel of Experts established Pursuant to Resolution 1874 (2009), Final version*. 2009. 75 p.
- _____. *Security Council Condemns Launch by Democratic People's Republic of Korea, Agrees to Adjust Travel Ban, Assets Freeze, Arms Embargo Imposed in 2006*. 13 avril 2009. En ligne, <<http://www.un.org/News/Press/docs/2009/sc9634.doc.htm>>. (Page consultée le 5 novembre 2010).
- Chon, Hyun-Joon, Young-Tae Jeung, Soo-Young Choi, et Ki-Dong Lee. *North Korea's Regime Maintenance Policy since the Kim Jong-Il Regime and Prospects for Change*. Korea Institute for National Unification, Séoul, Corée du Sud. (Juillet 2009). 55 p.
- Eberstadt, Nicholas. *The Persistence of North Korea* (Policy Review no 124). Hoover Institution. 1^{er} octobre 2004. En ligne. <<http://www.hoover.org/publications/policy-review/article/6592>>. (Page consultée le 5 novembre 2010).

Haggard, Stephen, et Marcus Noland. *Sanctioning North Korea: The Political Economy of Denuclearization and Proliferation*. Peterson Institute for International Economics, Working Paper Series. (Juillet 2009). 32 p.

. *Political Attitudes Under Repression : Evidence from North Korean Refugees*. East-West Center Working Papers, no.32. (Mars 2010). 43 p.

Hardy-Chartrand, Benoit. *Quel avenir pour les négociations sur le nucléaire nord-coréen ?* Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Analyse stratégique. 7 décembre 2010. En ligne. <http://www.dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique_Asie/BH_Chronique_Coree_du_Nord_071110.pdf>. (Page consultée le 10 avril 2011). 6 p.

Pinkston, Daniel. *North Korean-Style "Democracy" and the Prospects for True Democratisation*. International Crisis Group. 27 avril 2011. En ligne. <<http://www.crisisgroup.org/en/regions/asia/north-east-asia/north-korea/north-korean-style-democracy.aspx>>. (Page consultée le 9 juin 2011).

Szalontai, Balazs et Sergey Radchenko. *North Korea's Efforts to Acquire Nuclear Technology and Nuclear Weapons: Evidence from Russian and Hungarian Archives*. Woodrow Wilson International Center for Scholars. Cold War International History Project – Working Paper #53. (Août 2006). 75 p.

Entrevues et documentaires

Yu, Wanli. Entrevue sur la relation Chine – Corée du Nord. Rencontre avec Benoit Hardy-Chartrand, à l'Université de Pékin, en Chine, le 2 novembre 2009.

Fleury, Pieter. *North Korea : A Day in the Life*. Documentaire DVD. 48 min. (2004). Pays-Bas.

Sites Internet

Globalsecurity.org. *Nuclear Weapons Program*. En ligne. <<http://www.globalsecurity.org/wmd/world/dprk/nuke.htm>>. (Page consultée le 15 mars 2011).

. *Songun Chongch'i (Army First)*. En ligne.
 <<http://www.globalsecurity.org/military/world/dprk/songun-chongchi.htm>>.
 (Page consultée le 10 février 2011).

Arms Control Association. *Chronology of U.S.-North Korean Nuclear and Missile Diplomacy*. En ligne. <<http://www.armscontrol.org/factsheets/dprkchron>>.
 (Page consultée le 9 octobre 2010).

The American Presidency Project. *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union, January 29, 2002*. En ligne.
 <<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=29644>>. (Page consultée le 17 septembre 2010).

Pop Up Chinese. *North Korea : Open for Business ?* 16 septembre 2011. En ligne.
 <<http://popupchinese.com/lessons/sinica/north-korea-open-for-business>>.
 (Page consultée le 17 septembre 2011).